

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

UN FACTEUR
DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

LA
QUERELLE DES IMPOTS
AU PARLEMENT DE PARIS
EN 1787-1788

PAR

Louis MEYNIEL

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE RIOM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 9 Novembre 1907, à 3 heures

Président : M. CHÉNON, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
MEYNIAL, agrégé

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UN FACTEUR
DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

LA
QUERELLE DES IMPOTS
AU PARLEMENT DE PARIS
EN 1787-1788

PAR

Louis MEYNIEL

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE RIOM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 9 Novembre 1907, à 3 heures

Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { MM. GARÇON, professeur
MEYNIAL, agrégé

PARIS (5°)
V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Nous nous sommes proposé, dans cette étude, de démontrer l'influence des querelles parlementaires sur la Révolution Française.

Nous avons voulu établir surtout que le Parlement de Paris fut, dès 1787, l'ouvrier de la tâche révolutionnaire ; que, par son obstination à refuser l'établissement d'impôts nouveaux, il rendit indispensable au pouvoir royal, pressé par les besoins d'argent, la convocation des Etats-Généraux ; qu'au cours de la lutte qu'il engagea à ce sujet, il posa le premier d'une façon précise les questions de droit public que la Révolution devait reprendre ; que, le premier, et agissant comme corps constitué de la Monarchie, il entreprit de trouver des limites à l'absolutisme, et d'établir les droits de la nation.

Nous ne mettons à nos affirmations nulle exagération préméditée : c'est évidemment la marche

des idées, sous l'effort de la pensée philosophique du xviii^e siècle, qui amena l'écroulement des vieilles institutions. Mais c'est le Parlement de Paris qui a donné un corps à ces idées, précisé les griefs et formulé les revendications.

C'est lui également qui, par l'agitation que son attitude souleva dans le peuple, fit adopter par la masse les conceptions jusque là réservées à l'élite. C'est lui enfin qui, par la violence de son opposition, donna le premier élan au mouvement révolutionnaire et porta les premiers coups mortels à l'autorité royale. Il a, dans une large mesure, contribué à la rupture définitive.

Notre modeste travail se tient — est-il besoin de le dire? — en dehors de toute préoccupation d'histoire générale. Notre souci a été de montrer, par le détail, comment l'esprit révolutionnaire naquit et grandit parmi les magistrats, et quelle répercussion eut leur attitude sur l'opinion publique.

C'est dans ce but que, glissant sur l'année 1788, d'ailleurs bien plus étudiée et plus connue, nous avons insisté d'une façon particulière sur la première partie de la querelle. Sur elle se concentre, en somme, l'intérêt de nos efforts.

UN FACTEUR DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

LA QUERELLE DES IMPOTS

AU PARLEMENT DE PARIS

EN 1787-1788

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LA SITUATION POLITIQUE EN 1787

Le Parlement de Paris, rappelé par Louis XVI, à son avènement, ne tarda guère à reprendre vis-à-vis du pouvoir royal ses habitudes invétérées d'opposition. Dès 1785, sous le ministère de Calonne, il attaque avec violence les deux emprunts émis par le Contrôleur Général, il critique avec passion les Edits et les Déclarations sur les finances. Et Loménie de Brienne le trouve irréductiblement hostile aux nouveaux impôts qu'il lui propose en 1787.

En vérité, les circonstances sont alors bien favorables aux très anciennes prétentions politiques des

Parlementaires. Il est acquis, dans notre Droit Public, qu'une loi, parfaite cependant par la seule volonté du Roi, doit, pour acquérir la force exécutoire, être enregistrée par les Parlements. Comme conséquence de leur droit de refuser cet *enregistrement*, ils ont le *droit de remontrances* qui fait d'eux le seul organe de la Nation capable de discuter avec le Roi, désormais investi d'un pouvoir de plus en plus absolu. Les Cours ont du reste vite et fortement pris conscience de leur rôle. Vite, elles l'ont orienté vers la recherche de la popularité et l'accroissement de leurs prérogatives. Particulièrement attentives aux ordonnances financières, aux édits bursaux, à tout ce qui touche aux emprunts, aux impôts, aux charges publiques, c'est pour elles une tradition de défendre avec éclat l'intérêt des contribuables, en protestant contre l'augmentation des dépenses, en dénonçant les dilapidations, en gémissant sur le sort des roturiers.

Or, en 1787, la situation financière est désastreuse : les folles prodigalités de la Cour, des maisons royales et de Marie-Antoinette, l'administration accablante de Calonne ont vidé toutes les caisses et créé un énorme déficit. Dans les campagnes, après des années de mauvaises récoltes et de famine, les paysans, exaspérés, supportent presque seuls, grâce à la ténacité des privilèges, le poids accablant des charges publiques. Dans les villes, les petits rentiers, craignant la banqueroute, s'élèvent contre le Gouvernement, appuyés

par la majorité même des privilégiés qui redoutent d'être, en définitive, obligés de supporter leur part d'impôts inévitables.

D'autre part, le mouvement réformiste, né des fautes et des vices de Louis XV, prend de plus en plus d'ampleur. L'élite de la société lettrée et philosophe, pénétrée de l'*esprit républicain* que le *parti américain* incarne, critique irrévérencieusement l'absolutisme, et fait incliner la théorie gallicane du droit divin devant les maximes nouvelles de Montesquieu et de Diderot, de Rousseau et de Mably. On affirme déjà couramment les droits de la Nation et on ose rechercher les fondements constitutionnels de la Monarchie (1). Tout le public suit le courant et se passionne pour les nouvelles d'Etat qu'il dédaignait auparavant. Par les livres, par les gazettes très lues, les discussions et les idées se répercutent dans les provinces. D'un bout à l'autre de la France, les observateurs contemporains notent la même « fureur de raisonner en matière de finance et de gouvernement » (2).

En face de cette situation périlleuse, la Royauté ne présente que faiblesses. Louis XVI, ignorant des affaires, mou et incertain, devient le jouet de quiconque est en situation de le dominer, ou même de le conseiller. Depuis la retraite de Necker, il subit l'influence du Comte d'Artois et de la Reine. Le premier,

(1) Cf. les *Mémoires* de d'Argenson.

(2) Bachaumont.

prince léger et de courte vue, absolutiste intransigeant, est à ce titre hautement impopulaire. Marie-Antoinette, hautaine et frivole, mal conseillée par un entourage de courtisans avides dont elle sert les convoitises et les rancunes, jette l'argent sans compter et porte devant l'opinion la grosse responsabilité du déficit. Dans les conseils règnent l'incapacité et l'intrigue. Loménie de Brienne, ministre principal, imposé par la Reine comme successeur de Calonne, financier presque aussi déplorable que lui, manque à la fois de compétence, d'autorité et d'énergie. Par sa maladresse, il fortifie l'opposition et précipite la crise.

Il reprend les projets de Calonne et s'applique tout d'abord à faire aboutir les nouveaux impôts proposés par son prédécesseur : le *Timbre* et la *Subvention territoriale*. Mais les Notables se sont séparés sans avoir rien fait (25 mai 1787). C'était pour éluder le contrôle financier du Parlement que Calonne les avait convoqués. C'est au Parlement que Brienne est forcé, maintenant, de revenir.

CHAPITRE PREMIER

LE PARLEMENT DE PARIS EN 1787; SA COMPOSITION.

SES DISPOSITIONS

Le Parlement de Paris, outre que toujours il avait été le chef de chœur de l'opposition, était en 1787 presque complètement acquis aux idées nouvelles. Nulle part peut-être les conceptions « républicaines » du parti américain n'avaient rencontré de partisans plus résolus que parmi les jeunes conseillers des Enquêtes. Et si Messieurs de la Grand'Chambre, plus mûris par l'âge, n'en sont point venus à partager cet enthousiasme, ils sont quand même liés par la tradition d'opposition qui fut toujours celle de la Compagnie. Depuis le milieu du siècle, la théorie du Parlement est qu'il tient la place des Etats-Généraux, qu'il est l'avocat de la nation auprès du Roi. « A partir de la publication des *Lettres historiques* de Lepaige, »

dit très justement M. Aulard (1), « le Parlement de
« Paris se vante d'être l'héritier des anciennes assem-
« blées mérovingiennes, appelées *parlamentum* dans
« les anciens textes. Il se fédère avec les autres Par-
« lements, ou plutôt il assure qu'il n'y a qu'un Parle-
« ment distribué en classes ; il proclame l'indivisi-
« bilité du Parlement. Le Parlement, c'est un gouver-
« nement national tout formé, c'est le Sénat national ;
« et le premier président aimait à prendre l'attitude
« d'un chef de Sénat qui eût tenu son pouvoir, dit
« d'Argenson, *non du roi, mais de la nation*. A l'égard
« du pouvoir royal, d'agent de ce pouvoir, il a passé
« au rôle de censeur, de régulateur, d'interprète de
« l'opinion. Et en tant qu'il combat le despotisme
« ministériel, il interprète vraiment l'opinion de la
« bourgeoisie et d'une partie de la noblesse, contre
« lesquelles ou sans lesquelles le roi ne peut gou-
« verner. — Voilà pourquoi cette opposition est si
« forte... »

Le Parlement, d'ailleurs, est bon royaliste et, à part sa théorie sur l'enregistrement, il proclame que le roi seul possède « l'universalité, la plénitude et
« l'indivisibilité de l'autorité ». Quand il proteste, c'est contre le *despotisme ministériel*, seulement. Dans la relation qu'il nous a laissée d'événements où il fut acteur, le Conseiller Sallier, observateur clairvoyant

(1) *Histoire Politique de la Révolution Française.*

et témoin sincère, exprime cette double tendance de loyalisme et d'opposition qui est celle de ses collègues : « Le Parlement », dit-il (1), « avait un grand fond de « royalisme, et en même temps le sentiment de ses « devoirs envers les peuples. De tous les corps inter- « médiaires qui ont existé, aucun peut-être n'a réuni « plus d'honneur et d'indépendance ; mais, se regar- « dant comme le seul gardien de la liberté publique, « il vivait dans une défiance rigoureuse du ministère, « qu'il était toujours prêt à censurer. De cette dispo- « sition habituelle, il résultait que, s'il était inca- « pable de manquer de fidélité envers son roi, il « n'était cependant pas à l'abri de l'influence des fac- « tions puissantes, lorsqu'elles sont encore cachées « sous les dehors séduisants de l'amour du bien pu- « blic (2) ».

Dans ce Parlement, uni par une pensée commune de résistance aux ministres, une véritable organisation politique des partis s'était créée peu à peu, sous l'influence des idées ambiantes et l'impulsion aussi, peut-être, de quelques personnalités ambitieuses d'un

(1) Sallier, *Annales françaises depuis le commencement du règne de Louis XVI jusqu'aux Etats-Généraux*, p. 79. — En 1787, Sallier, tout jeune encore, venait d'acheter un siège de conseiller.

(2) La même note est donnée par tous les contemporains. Voyez notamment les *Mémoires* de Mirabeau et les *Mémoires pour servir à l'histoire des événements de la fin du XVIII^e siècle*, par l'abbé Georgel.

rôle. Il y avait des *modérés* et des *avancés*, ceux-là appartenant presque tous à la Grand'Chambre, ceux-ci se recrutant en grand nombre dans les trois chambres des enquêtes.

Les modérés désiraient uniquement s'en tenir à la traditionnelle attitude antiministérielle. Les avancés, eux, voulaient faire du Parlement une puissance politique, exactement un « pouvoir intermédiaire », comme on disait alors, entre le roi et la nation. Hantés de visions anglaises, férus des théories nouvelles, ils se proclamaient les représentants « des peuples », les successeurs des Etats Généraux, disparus depuis deux siècles, et des antiques assemblées mérovingiennes. Ce parti extrême se divise lui-même en deux fractions : l'une, que l'on pourrait nommer la droite, était plus particulièrement désireuse de réaliser les prétentions politiques de la compagnie, en lui donnant le droit de contrôler les finances et de consentir les impôts. L'autre, la gauche, était acquise au parti des réformes, au « parti américain ». Elle en suivait l'impulsion, elle en subissait les influences et tendait à constitutionnaliser la monarchie française, sans trop se soucier d'ailleurs de voir où pouvait conduire ce dessein. Sallier et Bachaumont appellent couramment les conseillers de cette opinion « le parti » ou même « la faction. » Quelquefois, on y ajoute un nom : c'est le parti d'Orléans, du nom du duc qui faisait alors de l'opposition ouverte, et à qui

même certains historiens ont imputé des ambitions personnelles (1).

Dans tous les rangs se trouvaient des hommes de grande valeur, doctes juristes et orateurs de talents. Leurs discours, leurs remontrances, leurs arrêtés sont d'une remarquable allure, et plus d'une assemblée postérieure aurait à envier la tenue des débats au Parlement de 1787.

La Compagnie, d'ailleurs, était nombreuse. Elle se divisait en 7 chambres (Grand'Chambre, Tournelle ou Chambre criminelle, 1^e, 2^e et 3^e Chambres des Enquêtes, Chambre des Requêtes et Chambre de la Marée). Environ cent trente membres y siégeaient, tant laïcs que clercs, dirigés par le Premier Président et neuf présidents à mortier. Le parquet comprenait, outre le Procureur général, deux avocats généraux et douze substitués.

Parmi les plus écoutés des membres, ou parmi ceux à qui les événements donnèrent une notoriété, il faut citer, du côté des modérés, les conseillers *Pasquier* et *d'Oultremont de Minière*, les présidents *de Gourque* et *d'Ormesson*. Ce dernier défenseur fidèle

(7) Lemaire, *Histoire de la Révolution Française* depuis 1787 jusqu'en 1816, t. I, p. 23, prétend qu'il y eut une véritable conspiration en ce sens : le Parlement devait proclamer le duc lieutenant-général du royaume. Le complot devait même être exécuté le 15 août 1787, et c'est alors que Louis XVI, averti, aurait exilé le Parlement. Rien n'est moins prouvé que cette assertion.

des principes monarchiques, pénétré de respect pour l'autorité royale, fut peut-être seul à protester contre le caractère subversif de l'opposition parlementaire : il le fit avec une énergie remarquable et un sens des réalités qui toucha plus d'une fois à la prophétie (1). Parmi les opposants, on remarquait *Mercier de la Rivière*, économiste distingué et disciple de Quesnay ; *Silliers de la Berge* ; *Ferraud* et son beau-père le président *Rolland d'Erceville*, qui perpétuait dans la famille une antique vocation à la robe, et qu'on connaissait en 1787 pour s'être montré l'adversaire ardent et passionné des jésuites ; *Fréteau de Saint-Just*, qui fut député de la noblesse de Melun aux Etats-Généraux, se réunit un des premiers au Tiers et fut élu par deux fois président de la Constituante ; le marquis *Huguet de Sémonville*, jeune et ardent, que firent remarquer tout de suite la finesse, la souplesse, la dextérité et l'agrément de son esprit ; *Robert de Saint-Vincent*, déjà âgé, mais encore bouillant, janséniste austère, ennemi juré de la Cour, surtout de la reine (2) et du Comte d'Artois qui l'appelait « Robert-le-Diable » ; *Adrien Duport*, qui fut un des chefs les plus autorisés de l'opposition parlementaire, avan

(1) Le Fèvre d'Ormesson de Noyseau (1573-1794), plus tard député de la noblesse de Paris aux Etats-Généraux, appartenait à une vieille et illustre famille de magistrats. D'Aguesseau était son grand oncle.

(2) Il avait contribué à faire acquitter le cardinal de Rohan dans l'affaire du Collier.

de devenir le jacobin, le « triumvir » révolutionnaire avide de « sillonner profond », le fondateur des Feuillants ; *Goislard de Montsabert*, un des plus jeunes membres des Enquêtes, dont la fougue devait amener l'arrestation en mai 1788 ; enfin *du Val d'Epréménil* (1), dont la personnalité domine toutes les luttes parlementaires et qui fut arrêté en même temps que Goislard.

D'Epréménil (1746-1794) résume à lui seul toute l'opposition parlementaire. Il est épris d'un système de libertés politiques (liberté individuelle, consentement de l'impôt, supériorité des lois à la volonté du roi) qui serait, croit-il, l'idéal de la monarchie française, sous la sauvegarde d'une oligarchie de magistrats. Cet idéal, il le rattache au passé ; aucune innovation démocratique ne le tente, et il veut la conservation des privilèges : aussi le « héros populaire » de 1788 sera à la chambre de la noblesse et à Constituante le principal adversaire des principes révolutionnaires, avant de périr sur l'échafaud. Il était servi d'ailleurs par de très belles qualités. Neveu de Duplex, né à Pondichéry, il était ardent, emporté, et d'une activité débordante. Son éloquence combative, entraînant, s'aidait d'un réel talent juridique, d'un geste théâtral et d'une voix puissante. Avec cela, franc,

(1) Ou d'Espremenil, ou encore d'Epremesnil. Nous avons adopté l'orthographe fixée par M. Henri Carré (*Le Conseiller du Val d'Epréménil*, dans la *Révolution Française*, juillet-décembre 1897, t. XXXIII, pp. 348 sqq.)

généreux et loyal, il sut parfois atteindre aux plus admirables mouvements oratoires. Le clan hostile au Pouvoir lui savait gré et lui gardait confiance de l'opposition qu'il avait toujours faite, et à propos de tout : il avait pris lui-même en main la cause de Mesmer et donné des leçons de magnétisme animal : il avait attaqué Turgot à propos de la corvée royale, Necker à propos des vingtièmes et des assemblées provinciales, Calonne à propos de toute son administration et le cardinal de Rohan à propos de prévarications qu'il lui reprochait. Mais il lui avait été favorable dans l'affaire du Collier, par haine pour la reine qui avait soutenu contre lui les intérêts du jeune Lally-Tollendal. Cet homme petit et bilieux, à la figure colérique et expressive, au front plissé et aux yeux ardents, a conquis d'emblée sur sa compagnie une influence décisive, et tout le monde sait et dit que c'est lui qui la dirige.

Parmi les conseillers clercs, les plus remarquables furent les abbés *Taudeau*, *Salomon de Foncrose*, *Le Ceigneux* que sa rancune, sa petite taille et sa figure renfrognée avaient fait surnommer « le général Jacko, » *Sabbathier de Cabre*, ami de d'Epréménil, qui proposa le premier les Etats-Généraux, et fut emprisonné en 1788 au Mont Saint-Michel.

Le parquet avait à sa tête le vieux *Joly de Fleury* que les notes laissées par lui (1) nous montrent timide

(1) Bibliothèque Nationale, *fonds Joly de Fleury*, vol. 2114 et 2115.

et rusé, toujours soucieux de ménager sa sécurité et sa tranquillité personnelles. *Hérault de Séchelles*, le révolutionnaire farouche de plus tard, était avocat général.

Le Premier Président d'Aligre, homme assez ordinaire, manquait de l'autorité nécessaire sur ses collègues. C'est du moins l'opinion de Sallier (1), qui semble l'estimer assez peu. Il était en tous cas hostile au ministère. Déjà, à la suite d'une querelle qu'il avait eue avec Calonne, il avait été victime de mesures hostiles : on avait notamment révoqué, en termes fort désagréables, une permission qui lui avait été antérieurement accordée de s'abstenir des audiences trop matinales ; chose plus grave, on avait annulé un contrat de rente sur le roi à son profit, sous le motif injurieux qu'il n'en avait point fourni les fonds. L'intervention du garde des sceaux l'avait alors empêché de démissionner, mais il avait gardé une irréconciliable rancune (2).

Cet état d'hostilité eut une conséquence importante sur les événements. Les ministres cessèrent de communiquer les textes au premier Président avant d'en demander l'enregistrement, comme il était d'usage depuis très longtemps. Les projets étaient ainsi examinés par les présidents et les principaux conseillers, et souvent cette sorte de discussion officieuse

(1) Sallier, 81.

(2) Jacques Bresson, *Histoire financière de la France*, II, 101.

réglait les difficultés. C'est le garde des sceaux Lamoignon qui avait réalisé cette fâcheuse innovation.

Lamoignon était un homme d'une grande probité d'esprit, et d'une énergie qui, libre de s'exercer, eût peut-être triomphé du Parlement. Ce Corps, où il avait été président, le détestait d'ailleurs pour sa volonté déclarée de réformer le système judiciaire. Sallier le dit « vain et superficiel, irréfléchi et emporté... disposé à accueillir les idées nouvelles, mais entouré... d'hommes à système ». Il va jusqu'à dire que « le parti d'Orléans » en avait fait un garde des sceaux pour profiter de ses maladresses, tellement il les jugeait inévitables (1). Ce jugement semble entaché d'un véritable parti pris. En réalité, Lamoignon était peut-être ambitieux. Mais c'est une justice à lui rendre que de reconnaître la justesse avec laquelle il aperçut la situation du royaume. Son attitude le prouve à chaque instant.

Quant à Brienne, courtisan avide, homme de courte vue, et n'ayant rien d'un chef de gouvernement, son action fut toute de petits moyens et de grandes maladresses. Uniquement préoccupé de sauver sa situation personnelle et de trouver de l'argent, il passa de la platitude à la sévérité extrême avec la plus étrange désinvolture, chicana sur des détails infimes pour faire des concessions sur les points de la plus capitale im-

(1) Sallier, 81.

portance, sans jamais se douter qu'une crise s'annonçait, menaçante pour l'autorité royale que lui, ministre et ministre principal, prenait pour ainsi dire à tâche de déconsidérer.

Le Parlement, pendant toute l'Assemblée des notables, avait surveillé attentivement la marche des choses. Pleins de prudence et d'habileté, ses membres s'étaient effacés, observant le gouvernement et l'opinion. Enfin, ceux d'entre eux qui avaient été appelés à siéger parmi les Notables s'étaient mis préalablement d'accord sur la conduite à tenir. Et ils avaient décidé d'éviter de se prononcer sur les propositions, de façon à restituer à leur compagnie, plein et entier, le droit qu'ils réclamaient pour elle (1). Les événements les servirent à souhait, et les édits vinrent devant le Parlement, concerté, résolu et hostile, tandis que Brienne, qui les apportait, toute désorienté de ses mécomptes, ne savait guère où il allait,

(1) Besenval, *Mémoires*, III, 183, prétend que Miromesnil lui-même menait cette cabale lorsqu'il était garde des sceaux de Calonne. Il réunissait tous les soirs chez lui les représentants de tous les Parlements, étudiait avec eux les moyens de faire échec aux projets du ministère dont il faisait partie et les décisions étaient transmises aux cours « pour qu'il y eût uniformité dans l'opposition de tous les Parlements du royaume ». Besenval déclare tenir ces détails de Lamoignon lui-même, qui les aurait, en temps utile, appris à Calonne.

CHAPITRE II

LES PREMIERS DÉBATS. L'IMPÔT DU TIMBRE

Brienne attendit environ un mois après la séparation des Notables pour saisir le Parlement de ses projets. Peut-être, entre temps, s'assurait-il, comme on le disait dans les clubs, des opinions individuelles d'un certain nombre de conseillers. En tous cas, il prenait des précautions. Le roi manda aux princes et aux pairs qui faisaient partie de droit du Parlement, de ne point manquer d'aller y siéger. Pour ménager ses efforts, le ministre prit soin, en outre, de présenter d'abord les réformes au sujet desquelles aucune protestation ne pouvait être élevée. Aussi, les premiers jours, tout alla très bien. La déclaration relative à la liberté du commerce des grains fut enregistrée en premier lieu, le 17 juin 1787. Puis vinrent les édits sur les assemblées provinciales et municipales et sur la conversion de la corvée en une prestation pécu-

niaire (22 et 27 juin). Un seul incident s'éleva, précurseur des orages que tout le monde devinait. L'édit sur les Assemblées provinciales était à peu près muet sur la composition, l'organisation et le fonctionnement de ces Assemblées. Le roi se réservait, disait-il, de déterminer ces matières « par des règlements particuliers ». De vives protestations se firent entendre au Parlement contre ses réserves, qui ne tendaient à rien moins, dit-on, qu'à soustraire à l'examen des magistrats les points fondamentaux de la réforme. Certains affirmèrent que les règlements prévus devaient être, eux aussi, enregistrés, tandis que d'autres proposaient tout uniment de mettre à l'enregistrement de l'édit lui-même cette condition que les règlements soient soumis à la même formalité. Enfin, l'Assemblée se rangea à un avis fort modéré, proposé par M. le comte de Provence, et qui consistait à supplier le roi de vouloir bien agir ainsi. La sagesse respectueuse du Parlement fut d'ailleurs bien mal récompensée. Non seulement Brienne repoussa sa théorie, mais encore il publia le 23 juin, et par simple arrêt du Conseil, le Règlement sur les Assemblées de Champagne, qui devait servir de type aux autres. Il montrait ainsi, avec un sans-gêne volontairement agressif, qu'il avait bien voulu enlever à l'examen des Magistrats les questions importantes solutionnées par le Règlement. L'affront fut d'autant plus sensible au Parlement, et l'hostilité entre le ministre grandit à proportion.

Le 2 juillet 1787, le nouvel *édit du Timbre* fut présenté à la Cour. Le nouveau droit était fort impopulaire. Il soumettait au Timbre toute une série d'objets divers qui jusque-là en étaient exempts. C'étaient d'abord les lettres ou commissions pour tous les offices ou places dans les maisons royales, les tribunaux, les administrations municipales, la finance et l'armée, pour les grâces, permissions, concessions, titres ecclésiastiques, les provisions ou commissions d'offices, — et cette première catégorie soulevait les protestations de tous les privilégiés ; c'étaient ensuite les certificats d'études, les actes sous-seings privés, les commissions dans les affaires du roi, les comptes ou quittances, même celles des rentes sur l'Hôtel-de-Ville, les registres, lettres de change et autres effets de commerce, — ce qui entraînait la vive opposition du négoce et des bourgeois ; c'étaient enfin les quittances ou reconnaissances du Mont-de-Piété supérieures à 50 livres, les billets de loterie, — et par là on frappait les pauvres et les petites bourses. Au surplus, tout le monde s'élevait contre la graduation injuste de tous ces droits : on payait par exemple autant pour un billet de cinquante écus que pour un de deux mille livres.

Le Parlement allait avoir beau jeu à protester contre des taxes qui réunissaient tout le monde contre elles. Et ce fut la grosse maladresse de Brienne de lui avoir fourni, pour son opposition, un aussi favorable terrain,

alors qu'il pouvait, au contraire, le mettre en posture très délicate, très fausse, en lui proposant d'abord l'édit sur l'*Imposition territoriale*. Cette imposition, ou subvention territoriale était, comme le Timbre, de l'invention de Calonne. C'était un impôt foncier proposé avec un caractère absolument nouveau : il portait sur tous les immeubles, même ceux des privilégiés, même ceux du clergé, même ceux du Domaine. Et c'est à cause du principe d'égalité fiscale que les notables l'avaient rejeté. Pour les mêmes raisons, le Parlement, d'ordre privilégié, l'aurait combattu. Et son opposition, faite dès lors d'intérêts égoïstes et de résistance à l'égalité, l'eût rendu aussi impopulaire que sa lutte contre le Timbre lui donna d'autorité.

Le Parlement saisit donc avec avidité l'occasion de faire, à propos d'un impôt mal vu de tous, une opposition sans merci au Gouvernement. Dès le premier jour, le débat fut violent et de tournure hostile au projet. On passa très vite des critiques de détail aux objections politiques. Le débat s'élargit, et l'on disputa la politique financière du règne. Le ton s'éleva de même à des audaces inaccoutumées. Tout de suite, on était entré dans le vif de la querelle. Bachaumont, fidèle écho de l'opinion publique, note dans son Journal (1), à la date du 3 juillet : « Hier, l'assemblée « des princes et pairs... a eu lieu à l'occasion

(1) *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France depuis 1762 jusqu'à nos jours.*

« de l'impôt du Timbre... les têtes s'étaient exaltées
« et l'on croyait voir une petite image du parlement
« d'Angleterre. » Nulle image ne saurait en effet rendre
plus exactement l'état d'esprit de la Cour de Paris :
c'est le rôle des députés de Westminster qui hante
l'esprit de ses membres et qui, par moments, semble
diriger le débat.

Le conseiller Fretteau, de la Grand'Chambre, opine
« qu'il y a ce jour 800 ans, que Hugues Capet est monté
sur le trône, et que jamais il n'a été question d'un
impôt si onéreux, si embrouillé, si susceptible d'ex-
tension, et par conséquent si dangereux (1). » Et il
ajoute que la dynastie ne doit son éclat, sa grandeur et
sa durée qu'aux lois sages et nées avec la monarchie,
que nos rois ont toujours respectées, et dont il ne faut
jamais se départir (2).

L'abbé Salomon de Foncrose, des Enquêtes, dé-
clare que l'édit du Timbre n'est pas nouveau : il en a
été déjà question, dit-il, sous Louis XIV ; mais on en
avait représenté si énergiquement les dangers à ce
monarque que, tout absolu qu'il était, il y avait re-
noncé (3). Enfin on en vient à discuter en face le pou-

(1) *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France depuis 1762 jusqu'à nos jours*, XXXV, p. 271.

(2) *Histoire du gouvernement des Français depuis l'Assemblée des notables jusqu'à la fin de décembre 1787*, p. 122, Londres, 1788. Ecrit anonyme. Barbier l'attribue à l'abbé Papon.

(3) Bachaumont, XXXV, p. 279.

voir royal. Un conseiller « qu'on ne nomme point », dit Bachaumont (1), émet l'avis que le roi n'a pas le droit d'établir des impôts perpétuels (2). Un autre enfin, — et l'on a dit par la suite que c'était l'abbé Sabathier de Cabre, — a déclaré que ni les notables, ni le Parlement ne peuvent consentir les impôts nouveaux ; qu'il faut pour cela l'assemblée des *Etats-Généraux*. On met en doute la réalité du déficit.

On déclame avec force contre l'augmentation croissante des dépenses et les dilapidations des financiers. Le conseiller Robert de Saint-Vincent fait un réquisitoire de la dernière violence contre Calonne (3). Et le bouillant Du Val d'Epréménil élève ses critiques jusqu'aux dépenses de la famille royale, opinant qu'il est « immoral » et « impolitique » que la reine ait une maison séparée de celle du roi (4).

Le comte d'Artois, en vain, s'efforce de démontrer que si l'édit ne passe pas, son frère sera obligé de faire banqueroute. On n'en a cure. Comme il s'avise de citer les Anglais qui ont cet impôt, et qu'il est de mode d'imiter en tout, il s'attire de Robert de Saint-Vincent cette verte réplique, qui semble une prophétie : « Monseigneur, nous ne nous piquons, ni ne devons imiter

(1) Bachaumont, XXXV, p. 279.

(2) Théorie qui avait été soutenue d'ailleurs à l'assemblée des Notables.

(3) Bachaumont, XXXV, p. 278.

(4) *Id.*

les Anglais. Et vous devriez vous rappeler qu'ils ont détrôné sept de leurs rois, et coupé le cou au huitième (1). » Puis, le prince s'énervant et parlant d'envoyer faire f.... le Parlement, le même conseiller s'écrie : « Si Monsieur n'était pas frère du roi, la Cour devrait décréter sur-le-champ, et le faire descendre à la Conciergerie pour avoir manqué de respect à l'Assemblée (2). »

Enfin, après plus de six heures de cette discussion passionnée, le Parlement se mit d'accord sur ce point qu'il était nécessaire, l'édit étant extrêmement diffus et compliqué, de le confier à des commissaires pour l'examiner en détail. Un certain nombre de membres proposèrent alors de demander au roi, préalablement à toute décision, communication des états de recette et de dépense, et l'état des retranchements et bonifications. Ce qui fut adopté, malgré l'opposition du Comte d'Artois, et de d'Oultremont de Minière, qui prononça un discours pour démontrer que la Cour n'avait point le droit d'examiner les comptes. Mais, si l'on en croit Bachaumont, l'orateur, qui s'était jusqu-là distingué « par des avis vigoureux et patriotiques », fut presque hué par ses collègues indignés de cette « résipiscence de sa part ». Et l'on continua la séance au vendredi 6.

(2) Mallet du Pan, *Mémoires*, t. I, 11 août 1787.

(1) *Idem*.

Cette nouvelle discussion semble avoir été plus courte et plus calme. Le principe de la demande de communication des états de dépenses étant admis, on lut deux projets d'arrêté de supplication du roi. L'un était de Pasquier, très modéré et très respectueux, l'autre de d'Epréménil, plus vigoureux. Quand on en vint aux voix, le Comte d'Artois opina, à la surprise générale, que l'on fondît les deux arrêtés en un seul, et que « l'on fortifiât le premier de toute l'énergie qu'offrait le second (1) ». Cet avis fut immédiatement adopté par un « Omnes ». L'arrêté délibéré s'exprime en ces termes : *Sire, votre Parlement, délibérant sur la déclaration du Timbre, a reconnu dans le préambule que V. M. s'est déterminée à regret à présenter une charge si onéreuse pour ses sujets comme une ressource nécessaire pour couvrir le déficit que l'on a cru apercevoir dans l'état des finances. Animé du désir de donner à V. M. les preuves de son zèle et de son dévouement, et obligé par devoir de lui représenter les intérêts du peuple, inséparables de ceux de V. M., votre Parlement ne peut s'empêcher de voir qu'il lui est impossible de se convaincre de la nécessité d'un impôt, après cinq années de paix, sans avoir vérifié le déficit que l'on a présenté à V. M. — Pénétré de la justice de V. M., votre Parlement vous supplie de lui faire remettre les états de recette et dépense,*

(1) Bachaumont, XXXV, p. 281.

ainsi que l'état des retranchements, économies et bonifications que V. M. a annoncés.

C'est avec d'autant plus de confiance que nous vous supplions, que V. M. a annoncé, dans le préambule de la déclaration sur le Timbre, l'engagement de publier à la fin de l'année l'état des recettes et des dépenses, pour convaincre ses peuples de la nécessité des moyens qu'elle met en usage, et de leur proportion avec les besoins réels de l'Etat. Mais, si les peuples doivent être convaincus après l'enregistrement, il est indispensable que votre Parlement le soit avant, la conviction ne devant pas suivre la vérification, mais la déterminer (1).

Le surlendemain 8, le Premier Président et deux Présidents de Chambre se rendirent à Versailles pour présenter ces remontrances à Sa Majesté, comme il était coutume. Le Parlement devait se réunir à nouveau le lundi 9, pour entendre la réponse.

Venant d'une Cour de Justice, la prétention de vérifier les comptes des finances parut bien plus excessive que de la part des Notables. Elle était l'expression d'une théorie contre laquelle le pouvoir royal avait toujours lutté. Au surplus, peut-être, l'audace de la réclamation, la liberté de langage qui avait marqué les débats, et aussi le retentissement chaque

(1) Flammermont, III, 664. — On assure que la dernière phrase est du comte d'Artois. Cf. Bachaumont, XXXV, 283.

jour plus marqué qu'avait l'attitude du Parlement sur un peuple déjà houleux, firent-ils plus mal accueillir la requête. En tous cas, elle fut rejetée. Après en avoir délibéré en son Conseil, le roi répondit, dans un langage ferme quoique conciliant, par la déclaration du 8 juillet :

Je recevrai toujours, dit-il, les représentations de mon Parlement, lorsqu'elles seront dictées par le désir d'accélérer le retour de l'ordre que je veux rétablir et maintenir dans l'administration des finances.

Les états que mon Parlement me demande ont été mis sous les yeux des Notables de mon royaume, parmi lesquels étaient plusieurs magistrats de mon Parlement. Il ne peut se dissimuler mes résolutions, encore moins se permettre des doutes sur leur accomplissement ; si l'engagement que j'ai pris de rendre public, à la fin de cette année, l'état des recettes et des dépenses en est un gage certain, il indique en même temps que ce n'est qu'à cette époque qu'il sera possible de publier ces états avec toute la précision que je désire leur être donnée.

Je vous (1) charge de dire à mon Parlement que mon intention est qu'il procède sans délai à l'enregistrement de ma déclaration ; le bien de mon service, l'intérêt de mes sujets, celui des créanciers de l'Etat,

(1) C'est au Procureur général que s'adresse le roi,

et la considération si nécessaire à conserver à un grand royaume l'exigent et lui en font un devoir. Si l'expérience offre des adoucissements conciliables avec la nécessité des impôts auxquels je suis forcé de recourir, je n'aurai pas besoin d'être excité pour les procurer à mes peuples (1).

La lecture de cette réponse, le 9, en Assemblée Générale, causa moins de surprise que d'irritation. Le ton bienveillant du roi enhardit d'autre part les magistrats, que poussait de plus en plus l'opinion, dans les clubs et les salons. Quand on mit aux voix la résolution à prendre, le Comte d'Artois insista pour qu'on obéît incessamment et aveuglément aux ordres royaux. Mais la majorité lui fut violemment hostile, et son frère le Comte de Provence lui-même déclara qu'il fallait insister pour obtenir les renseignements demandés. Même il ajouta, dit-on, qu'une résistance respectueuse aux ordres du souverain n'était point blâmable (2).

Les votes se divisèrent entre quatre opinions : l'une était d'adresser au roi d'itératives remontrances, et elle fut adoptée par quatre-vingts voix environ contre à peu près quarante en faveur de la soumission immédiate et entière aux ordres royaux. Vingt-sept suffrages se prononcèrent pour le rejet pur et

(1) Flammermont, III, 664.

(2) Bachaumont, XXXV, p. 289.

simple de l'impôt, tandis que vingt-cinq demandaient la convocation des Etats-Généraux. Le premier qui opina dans ce dernier sens fut, dit-on, l'abbé Sabathier de Cabre qui se serait écrié : « Ce ne sont pas des états de finance qu'il nous faut, mais bien des Etats-Généraux. » L'idée d'ailleurs était dans l'air, et très en faveur auprès du parti des réformes, depuis que La Fayette et de Castillon l'avaient émise à l'Assemblée des Notables. Tout le monde pensait à essayer cette solution, et le seul mérite qu'aît pu avoir Sabathier, c'est de l'avoir exprimée le premier en séance de sa Compagnie. Sallier, lui, regarde Sabathier, comme l'agent du duc d'Orléans et affirme que son cri « fut celui de la faction (1) ». Mais l'accusation est loin d'être démontrée. On serait plutôt tenté de croire que, si quelque raison externe le poussa à faire cette manifestation, ce fut le désir de reconquérir la faveur de ses collègues, dont il était assez mal vu, depuis qu'on le soupçonnait d'avoir eu des intelligences avec Calonne (2). L'opinion de Sabathier fut reprise par Huguet de Sémonville. Le discours, très véhément, de ce jeune conseiller, obtint un vif succès ; il fut publié en brochure, et le public l'acclama à son tour. Dès lors, le charme de la popularité vint encore ajouter à l'enthousiasme des Magistrats, glorieux de

(1) Sallier, p. 84.

(2) Sallier, *loc. cit*

ce geste généreux : rendre à la Nation le droit de consentir elle-même ses impôts.

La rédaction des itératives remontrances fut délibérée dans une nouvelle assemblée, le 12. Il y eut unanimité pour l'adoption d'un texte dont le fond, d'après Bachaumont, serait « de M. Pasquier et de M. Silliers de la Berge », mais aurait été « renforcé » par d'Epréménil (1). Seul, l'abbé Sabathier, ajoute Joly de Fleury (2), « proposa de changer deux ou trois mots, sur lesquels il fut comme bafoué ». L'arrêté, qui fut présenté au roi le 15, est d'une forme toujours respectueuse ; mais il maintient avec une irréductible fermeté les critiques contre l'Edit et affirme à nouveau, plus nettement encore, la prétention du Parlement de former un *corps intermédiaire* entre le roi et ses sujets : *Sire, le zèle du bien public, un dévouement sans bornes aux intérêts de V. M., la confiance et le respect ont dicté les premières supplications de votre Parlement au sujet de la Déclaration du Timbre ; les mêmes sentiments le ramènent au pied du trône.*

Lorsqu'il a pris la liberté de demander à V. M. les états nécessaires pour éclairer sa délibération, il ne pensait qu'à remplir son devoir sans s'écarter de l'ordre

(1) Bachaumont, XXXV, p. 301.

(2) Bibliothèque Nationale, fonds Joly de Fleury, vol. 2414, fol. 56.

de ses fonctions, dont il n'a jamais senti plus fortement le poids. Il doit à V. M. de concourir au maintien de la tranquillité publique et de la considération extérieure de son royaume ; il lui doit encore de mériter la confiance des peuples, pour que V. M. en recueille les heureux fruits.

Organe de V. M. auprès de ses sujets, votre Parlement, Sire, est garant auprès d'elle de leur fidélité et de leur obéissance ; mais comment remplirait-il ce double ministère si les peuples pouvaient douter de la confiance de V. M. dans son Parlement, ou des lumières et de la liberté de votre Parlement dans ses délibérations ?

Les Notables ont obtenu les éclaircissements que demandait leur zèle : V. M. ne les refusera pas à la Cour de Paris, obligée de donner son suffrage où les Notables ne proposaient qu'un simple avis.

Votre Parlement ne se permettra jamais d'élever des doutes sur l'accomplissement des résolutions de V. M. Les états seront publiés à la fin de cette année ; les bonifications, les retranchements et les économies seront réalisés ; cette idée seule soutient l'espérance et le crédit. Mais elle n'empêcherait pas que la vérification d'un impôt effrayant, dont la nécessité n'est pas démontrée, dont la durée est incertaine, et la quotité inconnue, ne parût anticipée et n'opérât un effet contraire aux intentions de V. M.

Le premier caractère de tout impôt est la nécessité.

Votre Parlement, Sire, ne pense point à jeter un regard imprudent sur les secrets de votre administration, mais il se croit permis de demander à V. M. la certitude légale d'un déficit peut-être exagéré, certitude qui seule pourrait justifier aux yeux des peuples l'enregistrement d'aucun impôt.

Daignez, Sire, votre Parlement vous en supplie par la fidélité qu'il vous a jurée, l'honorer de votre confiance: il n'en abusera jamais; elle est nécessaire au bien de votre service; elle assurera celle de vos peuples. Le langage de la confiance fut toujours pour nos rois le moyen le plus sûr d'être aimés et obéis (1).

Le roi répondit, sur un ton conciliant encore, mais en enjoignant à la Cour l'ordre d'enregistrer l'Edit : *Il est évident, dit-il, qu'il existe dans les finances de mon royaume un déficit qui ne peut-être rempli par les seuls retranchements et bonifications: il n'est pas moins évident que, sans les 40 millions de retranchements et bonifications dont j'ai pris l'engagement, et qui, au surplus, sont déjà portés à plus de 20, et passeront mes premières espérances, les impôts auxquels je me suis déterminé seraient insuffisants.*

Enfin, il est certain que des emprunts supérieurs à ceux que j'ai annoncés aggraveraient les charges de l'Etat et nuiraient tôt ou tard à la fidélité que je dois à mes engagements. Il est donc impossible de douter

(1) Flammermont, III, 665.

que les impôts ne soient malheureusement indispensables, et tout retardement à leur enregistrement ne serait pas moins préjudiciable à la confiance et au crédit public qu'aux mesures que je prends pour la meilleure administration de mes finances.

Je veux bien cependant prendre en bonne part les nouvelles instances de mon Parlement ; mais elles doivent être les dernières. Ma volonté est qu'il procède sans délai à l'enregistrement de ma déclaration. Je vous charge de lui faire connaître mes intentions, et je ne veux pas douter de son obéissance. (1)

La fin de cette réponse manifeste l'énervement que l'opposition obstinée des Parlementaires causait au pouvoir royal : c'est une mise en demeure d'obéir, après un dernier avertissement, et l'on sent bien que le gouvernement perd patience. D'ailleurs, il se refuse à discuter les prétentions de la Cour au contrôle budgétaire et, à la façon tranchante dont il affirme la réalité du déficit en même temps que la nécessité de l'impôt, il est impossible de ne pas voir sa résolution fixe de rester, en la matière, le juge unique et absolu.

Le Parlement ne voulut point céder à l'ultimatum de Brienne. L'esprit de résistance se manifesta plus ardent que jamais, à la séance du 16 juillet, quand le

(3) Flammermont, III, 666.

Premier Président eût donné connaissance de la réponse faite à ses supplications. On décida sans délai et presque sans opposition de faire de nouvelles remontrances pour prier le roi de retirer la Déclaration sur le Timbre. Des commissaires furent nommés pour en étudier la rédaction. Puis la cour se sépara et reprit séance seulement le 24.

Tout le monde sentait, à Versailles comme à Paris, que les événements allaient prendre une tournure plus vive. Un public nombreux et houleux se pressait autour du Palais ; dans ce milieu surchauffé, les Magistrats s'excitaient encore. On remarqua beaucoup que les frères du roi arrivaient entourés de nombreux gentilshommes et d'une garde plus nombreuse que de coutume : les gardes françaises et suisses étaient aussi sur pied, contrairement à ce qui s'était fait jusqu'alors. « L'on eût dit », remarque Bachaumont (1), « qu'il était question d'assiéger le temple de la Justice. La robe courte a été repoussée de tous les postes et les archers ont été contraints de se peletonner dans les détours, et loin des regards de la garde militaire des princes. Leurs officiers humiliés avaient repris l'habit bourgeois. » Dans la foule, dans l'Assemblée même, le bruit courait de desseins hostiles et violents contre le Parlement. « Bien des gens », dit encore Bachaumont (2), « pensaient que le Parlement aurait dû lever

(1) Bachaumont, XXXV, 326.

2) Bachaumont, *loc. cit.*

la séance sur le champ et déclarer qu'il ne pouvait siéger et opiner tant que le Palais serait investi de gardes étrangers. »

Deux projets de remontrances furent présentés à l'Assemblée par les commissaires. L'un, très véhément, était de d'Epréménil. L'autre, plus modéré, de Féraud. On disait qu'à ces travaux préliminaires qui s'élabo- raient dans des réunions tenues au Palais même, à la Chambre Saint-Louis, le duc de Charost, pair de France, avait pris une part très active.

La discussion des deux textes, à la séance plénière du 24, fut assez confuse. Des conseillers votèrent successivement pour les deux projets. Finalement, le moins violent l'emporta à la faible majorité de trois voix (1).

Les nouvelles remontrances furent apportées au roi le jeudi 26 juillet. Elles étaient ainsi conçues : *Sire, votre Parlement vient déposer aux pieds du trône et ses respectueuses supplications, et les justes alarmes des peuples. La seule lecture de la Déclaration sur le Timbre l'a frappé d'une consternation profonde. Après 5 années de paix, après une augmentation progressive de 130 millions de revenus en moins de 13 ans, il semblait que le nom d'impôt ne dût plus être prononcé par un roi bienfaisant que pour en*

(1) Grâce, dit encore Bachaumont, à la « cabale » du président Rolland en faveur de son gendre Féraud (XXXV, 326).

adoucir la charge, ou pour en diminuer le nombre ; cependant, Sire, c'est à cette époque qu'on annonce de nouvelles impositions et qu'on en présente une désastreuse.

La première réflexion qu'elle fait naître est de se demander quel est donc l'état actuel des finances, qu'elle a dû être la dernière administration, si les maux dont elle est la source exigent un pareil remède. V. M. peut se rappeler sous quel point de vue on lui présentait en 1784 et 1785 la situation de l'Etat. Elle paraissait alors, ou plutôt on voulait la faire paraître comme touchant à une libération prochaine ; et dans ce moment même, l'Etat était plus obéré que jamais.

Votre Parlement, Sire, fit alors de vains efforts pour mettre la vérité dans tout son jour. On avait trop d'intérêt à la cacher à V. M. Toutes les réclamations de votre Parlement furent inutiles ; on alla même jusqu'à vous inspirer des doutes sur la pureté de ses intentions.

L'excès du mal a forcé enfin d'en examiner l'étendue ; les Notables, assemblés par l'ordre de V. M., ont soulevé le voile qui couvrait cette administration : à l'instant, un spectacle effrayant s'est offert à tous les yeux ; on a cru voir un vide immense, on n'a cherché qu'à le combler.

Sans doute, le moment de cette découverte a dû être déchirant pour le cœur paternel de V. M. ; sa surprise et sa douleur ont dû croître en proportion de

l'erreur dans laquelle on avait eu soin de l'entretenir.

Telle est, Sire, dans une administration pour laquelle les mains les plus pures ne le sont pas encore trop, telle est la suite de ces choix qui semblent contredits par un sentiment universel. Tel est le grand, mais triste exemple qui apprend aux souverains jusqu'à quel point ils doivent respecter l'opinion publique, rarement susceptible d'erreur, parce que rarement les hommes rassemblés donnent ou reçoivent une impression contraire à la vérité.

L'intrigue et la cupidité sont toujours sûres de la reconnaissance utile de ceux qu'elles ont élevés ; alors il n'est plus de bornes : une première condescendance, ou plutôt une première faute en entraîne une autre ; les abus se succèdent, le désordre monte à son comble, les plaies de l'Etat demandent des secours ; et, même quand elle est sûre, la guérison est lente.

Oui, Sire, que V. M. daigne s'arrêter sur une de ces salutaires réflexions dont les bons rois savent apprécier toute l'importance : le mal se fait en un instant, et se répare à peine avec des années. Le vice d'une administration, ou, ce qui en est la suite inévitable, l'erreur involontaire d'un roi juste, coûte des larmes à des générations entières. Votre Parlement craindrait d'affliger le cœur de V. M. en insistant sur cette idée ; mais il la supplie d'en sonder souvent la profondeur dans un de ces moments où elle médite en silence sur

le bonheur de ses sujets : si elle n'y trouve pas pour le passé des remèdes aussi prompts que sa bonté le désirerait, elle y trouvera du moins pour l'avenir un préservatif sûr et un principe restaurateur dont elle ne s'écartera jamais.

Et c'est ici l'instant où votre Parlement doit s'expliquer avec une franchise énergique sur tous les retranchements projetés ; c'est ici où il croit entrer dans les vues de V. M., même en la suppliant respectueusement de s'armer contre sa bonté, et pour continuer les économies déjà commencées, et pour soutenir constamment celles qui sont effectuées.

Lorsqu'une administration pure et éclairée cherche à établir des principes certains d'économie, elle a perpétuellement à combattre de longues habitudes que le crédit présente comme des droits ; taxée d'imprudence si elle agit avec fermeté, de faiblesse si elle agit avec précaution, le Monarque lui-même voit alors les difficultés se multiplier autour de lui. Ce n'est pas qu'on n'ait l'air d'applaudir hautement à ces retranchements, mais on cherche en secret à en affaiblir, même à en empêcher les effets ; tout est employé pour le tromper ; c'est alors que l'adresse se replie et se reproduit avec le plus d'art, parce qu'elle est excitée par le plus actif et le plus impérieux des motifs : l'intérêt personnel. Le Souverain se trouve assailli de demandes, et l'on arrache quelquefois à sa bonté ce qu'on n'eût jamais obtenu de sa justice.

Au premier moment où le mot d'économie se fait entendre, chacun paraît empressé de le répéter; le courtisan habile voit au-dessus de lui de grands exemples : il affecte de vouloir les suivre, mais il calcule en même temps quand et comment il pourra rendre illusoires des retranchements qui diminueraient ou son crédit ou ses revenus; toute dépense, excepté la sienne, lui paraît susceptible de diminution; chaque ordonnateur en dit autant : dans une administration immense, les prétextes les plus faibles prennent aisément les couleurs de la raison et cette économie, si longtemps appelée et toujours attendue, semble n'avoir paru un moment que pour rendre la situation des peuples plus douloureuse, en couvrant d'une nuit épaisse les vérités qu'une faible lueur commençait à éclairer.

Ces réflexions, écrites dans les annales de toutes les nations, sont l'histoire fidèle du cœur humain; jamais il ne fut plus intéressant pour V. M. de les méditer, parce que jamais l'application n'en fut plus urgente. Plus V. M. a annoncé de fermeté dans ses résolutions pour les économies et retranchements, plus elle doit s'attendre à voir, lors de l'exécution, les difficultés se reproduire.

Peut-être même l'expérience l'a-t-elle déjà prouvé; peut-être ceux sur qui ces retranchements pourraient porter laissent-ils déjà entrevoir quelques doutes sur leur somme et sur leur durée. C'est à V. M. à effectuer

avec persévérance cette réforme indispensable : tout doit subir l'examen le plus sévère ; sans doute, Sire (et, la justice de V. M. en est un sûr garant, elle entendra sans peine ce qu'elle a plusieurs fois pensé), sans doute, si V. M. eût connu le véritable état des finances, elle n'eût point entrepris ces bâtiments immenses, elle n'eût point fait ces acquisitions onéreuses, elle n'eût point permis ces dons ruineux, déguisés sous le nom d'échanges, ces libéralités excessives qu'une importunité constante et scandaleuse était toujours sûre d'obtenir. Elle n'eût point surtout toléré l'accroissement de la terrible facilité des acquits comptants (ce poison mortel pour toute administration), qui exposent sans cesse le Souverain aux plus dangereuses surprises, qui dispersent en secret les fonds publics, et dont la prétendue utilité ne peut jamais balancer les inconvénients qui en sont inséparables ; encore moins eût-elle consenti à ces constructions qui entourent déjà la capitale, à l'élévation de ces palais qu'on érige à grands frais pour les commis de la Ferme, et qui, dans l'attente d'un gain douteux et éloigné, consomment annuellement des fonds destinés à des besoins réels. Ce sont, Sire, tous ces objets et tant d'autres, dont la masse est effrayante, mais dont les détails sont susceptibles, les uns d'une diminution considérable, les autres d'une suppression entière.

Ce n'est pas seulement le total de chaque départe-

ment qui doit être diminué. C'est chaque partie qui doit être scrupuleusement vérifiée, dépouillée de tous frais superflus, réduite à la seule dépense absolument inévitable ; c'est par là qu'au lieu des 40 millions projetés, V. M. pourrait aisément porter à plus du double une réforme qui serait alors un vrai soulagement pour ses peuples.

Il est, Sire, d'honorables économies, de royales privations qui, loin de diminuer l'éclat du trône, ajoutent encore à sa dignité. Le Souverain est toujours grand quand les sujets sont heureux, et le spectacle du bonheur de tout un peuple est un faste imposant qui commande partout l'admiration et la reconnaissance.

Ces suppressions, ces réformes, ces économies, sollicitées tant de fois par votre Parlement, demandées par les Notables, promises à leur juste persévérance, sont attendues tous les jours par le malheureux cultivateur, dont les larmes arrosent le champ qui contribue à tant de dépenses inutiles avant de fournir la subsistance à celui qui l'a ensemencé ; elles sont attendues par le journalier, plus malheureux encore, qui n'a que ses bras pour sa famille et pour lui, et qui, privé ce l'étroit nécessaire, prend sur sa pauvreté même pour fournir aux besoins de l'Etat.

Sire, ces malheureux qui sont Français, qui sont hommes, à ce double titre ont, jusqu'au sein de l'indigence, une propriété sacrée ; ils ne peuvent la

réclamer eux-mêmes devant V. M ; mais que leur sort et leurs droits soient toujours présents à vos yeux ; que leurs plaintes aillent jusqu'à vous, que votre réponse aille jusqu'à eux, et qu'ils sachent que la bonté et la justice de V. M. sont les plus sûrs défenseurs qu'ils puissent avoir auprès du trône.

Le zèle et le dévouement de la Nation se sont souvent portés aux plus grands sacrifices : le Français ne consulte jamais que son attachement pour son Roi ; il peut croire ses moyens sans bornes comme son amour ; mais ces moyens mêmes demandent à être ménagés avec soin ; mais ces impôts qu'il paie au Roi ne sont qu'une subvention qu'il doit à l'Etat ; mais le souverain n'en est que le dispensateur ; mais tout ce qui n'est pas employé à la chose publique appartient toujours aux contribuables ; mais ses formes seront bientôt insuffisantes et épuisées, si la dépense augmente sans cesse en proportion de la recette, et si l'emploi de l'impôt se trouve diverti ou changé contre le vœu de la concession primitive.

Tout impôt doit être proportionné au besoin et finir avec lui ; tout impôt est la portion contributoire de chaque citoyen pour maintenir la sûreté publique et la tranquillité individuelle. D'après ce principe, fondé sur les droits de l'homme et confirmé par la raison, le peuple ne doit augmenter sa contribution que lorsque la dépense a essuyé tous les retranchements dont elle était susceptible. Mais, dans ce cas même,

l'impôt étant présumé nécessaire, le mode de sa perception doit se concilier avec cette tranquillité publique et individuelle pour le maintien de laquelle il est établi.

Votre Parlement, Sire, chercherait en vain à dissimuler à V. M. que l'impôt du Timbre contrarie directement ces notions premières : il attaque la tranquillité individuelle en ce que, plus dangereux que le régime, déjà jugé, de la gabelle, qui ne donne ouverture qu'aux fraudes, il donnerait nécessairement ouverture aux erreurs. L'attention la plus suivie et la plus habituelle pourrait à peine démêler cette foule de timbres, différents pour chacun des actes qui y seraient assujettis. La contravention, si l'on peut donner ce nom à une faute involontaire, serait donc inévitable pour la majeure partie de ses sujets, et ils se trouveraient journellement exposés à des amendes et à des poursuites ruineuses. Il ne peut se concilier avec la sûreté publique, puisqu'il nuirait à la bonne foi qui en est la base. On craindrait de produire en justice des billets qui ne seraient pas timbrés, et dans un temps surtout où les mœurs plus relâchées ne laissent voir que trop souvent ces procès affligeants, qui font gémir l'honneur, il ne peut entrer dans les vues d'un sage législateur d'en fournir de nouvelles occasions ; cette idée tient à l'honnêteté publique et à la dignité nationale.

La Déclaration, vicieuse dans presque toutes ses

dispositions, offre partout la séduisante facilité d'une extension pour laquelle les prétextes manquent rarement ; l'expérience ne fournit à ce sujet que trop d'exemples : les 2 sols, les 8 sols pour livre, le second brevet de la taille, et tant d'autres inventions, que l'esprit de finance a imaginées pour la surcharge des peuples, ne sont qu'une extension d'un impôt simple dans son origine, extension qui, quelquefois, n'a reçu aucun caractère légal et se perçoit en vertu d'une lettre de Ministre, sans que vos Cours en aient jamais obtenu la révocation. Elle pourrait même, relativement au Timbre, s'opérer longtemps, avant que les Cours souveraines en fussent instruites et, quand elles le seraient, on trouve toujours le moyen d'éluder le succès de leurs réclamations.

Votre Parlement, Siré, ne parle point des frais de perception ; il ne parle point de cette multiplicité d'amendes, de précautions et d'entraves dont l'effet inmanquable serait une gêne et une méfiance réciproques.

Mais cette gêne se ferait surtout sentir dans le commerce, la richesse d'un grand Etat, qui ne se perpétue que par le mouvement, qui ne vit que par son activité. Là, tout retard est dangereux, et toute contrainte amène un retard. Cependant une lettre de change mal timbrée soumettrait à une amende du quart ; l'amende serait payée d'abord par celui entre les mains de qui la lettre de change se trouverait ; obligé

d'avancer l'amende et d'attendre l'échéance, il déboursait au lieu de recevoir, il souffrirait de la faute d'autrui. Cette faute peut se renouveler plusieurs fois dans un jour, même dans une heure : ses paiements doivent en souffrir, son crédit doit en être altéré ; de là, la méfiance, la crainte. Tout se tient, tout se correspond dans cette chaîne d'échanges qui unit les commerçants du monde connu ; et nos places perdraient bientôt, vis-à-vis de l'Etranger, l'avantage ou le niveau qu'elles avaient conservé.

Enfin, comme si un pareil impôt n'était pas déjà assez onéreux par lui-même, sa durée indéfinie ajoute encore à l'effroi qu'il fait naître. On n'a vu que trop souvent des impôts limités d'abord à une époque prochaine et continués d'après les besoins et les prétextes ; mais on n'avait point encore vu un impôt établi à perpétuité, dans l'instant même où l'on marquait un terme à la libération des dettes de l'Etat. Louis XIV, en 1695, établit la capitation ; il établit le dixième en 1710. Les malheurs qui avaient affligé la fin de son règne, les invasions des ennemis de la France l'avaient porté à faire une demande dont lui-même espérait peu de succès. Louis le Grand, se croyant obligé de percevoir le dixième, douta qu'il en eût le droit ; et si le Parlement crut alors avoir celui de l'enregistrer, ce fut parce que l'impôt ne devait avoir qu'une courte durée, ce fut surtout parce que la position de l'Etat semblait s'opposer à tous délais ; sans

cela il eût dit que la Nation seule, réunie dans ses Etats-Généraux, pouvait donner à un impôt perpétuel un consentement nécessaire ; que le Parlement n'avait pas le pouvoir de suppléer ce consentement, encore moins de l'attester, quand rien ne le constatait, et que, chargé par le souverain d'annoncer sa volonté aux peuples, il n'avait jamais été chargé par ces derniers de les remplacer. C'est ce que votre Parlement prend aujourd'hui la respectueuse liberté de dire à V. M. Pénétré de cette vérité, alarmé d'un déficit qui semble monter à une somme énorme, frappé des désordres qui l'ont produit, et qui pourraient le perpétuer, il a formé le vœu de voir la Nation assemblée préalablement à tout impôt nouveau. Elle seule, instruite de la véritable position des finances, peut extirper de grands abus, et offrir de grandes ressources.

Il était réservé à V. M. de renouveler ces Assemblées nationales qui firent la grandeur du règne de Charlemagne, qui réparèrent les malheurs du Roi Jean, qui concoururent avec le Parlement à replacer Charles VII sur le trône. Si jamais la Nation a pu concevoir cette espérance, c'est sans doute à l'époque célèbre où l'autorité a reconnu que le mystère ne convient qu'à la méfiance et à la faiblesse ; que, plus elle a de force, plus elle doit avoir de confiance, et que ce ne serait pas l'affaiblir, mais l'éclairer et même la rendre plus active, que de remettre à des assemblées provinciales une partie de l'administration. C'est à

l'époque où V. M., en appelant les Notables autour d'elle pour l'aider de leurs conseils, les a choisis capables de lui dire la vérité, comme sa volonté était de l'entendre.

En portant le zèle et l'application à l'examen des différents objets qui ont été mis sous leurs yeux, en annonçant des abus qu'il était important de réformer, en indiquant les remèdes qu'ils ont jugés convenables, les Notables ont préparé à la Nation le retour de cette grande et noble censure qu'elle a si souvent exercée sur elle-même, de ces sacrifices incroyables qui paraissent ne lui rien coûter, quand ils sont demandés par un monarque sensible et exigés par un besoin réel.

Votre Parlement a cru que le moment était venu de présenter à V. M. un vœu dicté par le zèle le plus pur. Oui, Sire, le monarque de la France ne peut jamais être plus grand qu'au milieu de ses sujets ; il n'a rien à redouter que l'excès de leur amour, il n'a de précautions à prendre que pour se tenir en garde contre les offres qui seraient au-dessus des moyens. Tout doit gagner à cette réunion : on ne s'égare pas en marchant sur les pas du héros de la deuxième race qui arracha à l'Europe étonnée le nom de Grand, et qui le méritait sans doute lorsqu'il protégeait la justice et son peuple avec la même main dont il frappait ses ennemis, sur les pas d'un Charles V..., d'un Louis XII..., d'un Henri IV...

En attendant le moment heureux et désiré où un roi juste daignera accorder ce bienfait à une Nation fidèle, votre Parlement supplie V. M., avec les instances les plus respectueuses et les plus vives, de vouloir bien retirer la Déclaration sur le Timbre, déclaration entièrement inadmissible, dont l'annonce seule a jeté l'alarme dans le royaume, et dont l'exécution y répandrait un deuil universel (1).

Ces dernières remontrances l'emportent, de beaucoup, par leur hardiesse, sur celles qui les ont précédées. Longuement développées, il semble que leurs rédacteurs aient voulu cacher leur audace sous une phraséologie abondante, émaillée plus que jamais d'éloges de la personne de Louis XVI. Mais tout le système financier de la royauté est impitoyablement condamné. Les pires reproches y sont formulés à l'adresse des derniers gouvernements. Et c'est au nom d'un Droit de la Nation, supérieur à tout, que ces dures vérités sont infligées au Monarque. Pour apercevoir la portée véritable de ce document, il n'est pas inutile de se souvenir que, deux projets ayant été soumis au Parlement, c'est le plus modéré qui fut adopté. Que devait donc être celui de d'Epréménil ?

Il n'en est pas moins vrai que, telle quelle, la protestation n'épargne rien. Non seulement elle stigma-

(1) Flammermont, III, 667.

tise les vices de l'administration de Calonne, mais elle dénonce les prodigalités de la maison royale et somme le Souverain de restreindre ses dépenses. Non seulement l'Edit du Timbre y est qualifié de la plus dure façon, mais encore on met en doute la réalisation des retranchements annoncés par le roi, en dénonçant l'obstacle perpétuel à toute économie financière : l'avidité des courtisans. Bien plus, c'est au roi lui-même qu'on prétend donner des leçons en lui apprenant que « de royales privations... loin de diminuer l'éclat du trône, ajoutent encore à sa dignité ».

Mais les remontrances vont plus loin encore. Dans leur deuxième partie, elles contiennent une véritable thèse de droit public sur le droit d'imposer, son fondement et ses limites. Et cette thèse, à laquelle elles s'efforcent de donner un caractère en quelque sorte *constitutionnel*, est directement contraire aux pratiques de la Monarchie, comme au pouvoir absolu. Cependant, le Parlement donne de l'impôt une définition « basée sur les droits de l'homme », que, deux ans plus tard, l'Assemblée Nationale répétera presque mot à mot : « Tout impôt est la portion contributive de chaque citoyen pour maintenir la sûreté publique et la tranquillité individuelle. » Partant de ces données, qui lui permettent de taxer d'illégalité les extensions de la taille décidées par les règnes précédents, il pose formellement le principe de la nécessité du consentement de la Nation à l'établissement des impôts.

Il ne daigne plus même demander les Etats-Généraux comme une concession, comme un bienfait du roi ; il les affirme indispensables, en vertu d'un droit des peuples supérieur à la volonté du souverain comme à son propre pouvoir.

Ces affirmations nettement révolutionnaires indiquent combien l'opposition a gagné en étendue et en profondeur. Il faut remarquer que, lors du premier examen de l'Edit du Timbre, la proposition avait été faite de réclamer la convocation des Etats-Généraux et qu'elle avait été repoussée, réunissant seulement 25 voix. Elle fut, cette fois, adoptée d'enthousiasme. Weber nous dit que l'opposition des modérés, des vieux conseillers d'Ormesson, de Saron, d'Oultremont, Séguier, fut renversée « comme une faible digue. » D'après lui, l'abbé Sabathier, en reprenant la motion, reprocha à ses collègues « de ne l'avoir pas adoptée dès le début, en leur demandant s'ils hésiteraient maintenant ». Loin de là, ils « donnèrent tête baissée dans l'insurrection », entraînés par d'Epréménil qui s'abandonna à toute la fougue de son éloquence enflammée. Quel progrès, en un mois, pour le parti américain !

D'autant plus qu'il semblait très difficile, à y bien réfléchir, que le Parlement, se dégageant de théories maintes fois proclamées, abandonnant une doctrine qu'il avait créée lui-même et qui en faisait l'organe de consentement de l'impôt, reconnût tout d'un coup

son incompétence. N'importe, la passion politique passa sur tout. Le cœur léger, d'enthousiasme, les Magistrats remirent à la Nation les prérogatives dont ils se dépouillaient. Et c'est à peine si, à propos du dixième et de son enregistrement, une explication un peu confuse trahit leur embarras.

Les remontrances furent imprimées et répandues dans le public, où elles produisirent une vive agitation. On sentait l'avenir gros de menaces. Le bruit courut d'un prochain lit de justice et de mesures de rigueur décidés contre le Parlement.

CHAPITRE III

LA SUBVENTION TERRITORIALE

Louis XVI, lorsque le Premier Président lui avait porté les doléances de sa Compagnie, s'était contenté de répondre : « J'examinerai, et vous ferai savoir mes intentions. » Le 29 juillet, il répondit ainsi : *J'examine avec attention les représentations de mon Parlement sur le Timbre, et je lui ferai connaître incessamment mes intentions. Mais, comme je ne veux pas laisser d'incertitude sur les bornes et l'étendue des secours que les circonstances exigent, j'ai donné ordre que l'on présentât demain à mon Parlement la Déclaration sur la Subvention Territoriale que je lui ai annoncée. C'est aux seuls besoins réels que je veux proportionner les impôts, et il est un terme que je mettrai toujours à leur durée, la fin de ces mêmes besoins. L'état que je ferai publier tous les ans ne laissera aucun doute à ce sujet. J'attends du zèle et*

de la fidélité de mon Parlement qu'il procédera sans délai à l'enregistrement de cette déclaration.

Une telle réponse était doublement maladroite. Elle décelait tout d'abord de la part du gouvernement une faiblesse, un manque d'énergie tels vis-à-vis des prétentions du Parlement, que celui-ci ne pouvait qu'y puiser une hardiesse nouvelle. Comment ! les critiques des remontrances étaient allées jusqu'à la censure directe du monarque, jusqu'à l'affirmation d'un droit de la Nation supérieur à lui ; et ce monarque, dont on attaquait si directement et si fortement le pouvoir jusque-là absolu, ne trouvait pas une réprimande, pas un mot de blâme pour une telle audace ! Ce silence ne devait-il pas être interprété comme une reconnaissance du bien fondé des théories parlementaires, ou tout au moins comme un aveu de leur force croissante dans l'opinion publique ?

Brusquement, pour toute riposte, le roi annonce le dépôt de la Déclaration sur la subvention territoriale. Nouvelle maladresse : c'est un véritable défi jeté à l'opposition qu'on enhardit par ailleurs. L'excitation va s'en augmenter d'autant. Et sans la moindre utilité. Le Parlement a un terrain favorable, un terrain sûr à présent où maintenir la discussion. Il a affirmé que la réalisation des économies devait précéder l'établissement d'impôts nouveaux ; il a surtout proclamé la nécessité du consentement exprès des contribuables

à cet établissement. Et cette attitude à propos du Timbre, si impopulaire, lui a valu d'être soutenu de toutes les sympathies du public. Ah, si on lui avait présenté d'abord, avant tout autre, le projet d'imposition territoriale, il eût été gêné, luttant pour les privilèges, quelques raisons qu'il ait données. Mais à ce moment du conflit, les positions sont prises. Le dépôt de la nouvelle Déclaration ne signifie plus qu'une chose : c'est qu'il faut de l'argent à tout prix. Elle devient par là aussi dangereuse qu'elle eût été efficace au début.

L'imposition territoriale, consacrant une rigoureuse égalité, devait, en principe, être favorablement accueillie de la masse, si le Timbre n'eût irrémédiablement compromis la politique financière de Brienne. En outre, le secours qu'elle apportait au Trésor n'était pas certain, et il paraissait impossible d'en obtenir les ressources nécessaires, urgentes, dans le délai de 11 mois que fixait la Déclaration elle-même pour sa mise en vigueur. En effet, la répartition était confiée aux assemblées provinciales et municipales, qui n'étaient point encore organisées.

A la séance du 30, où le roi fit apporter le nouvel édit, comme il l'annonçait dans sa réponse qui fut lue en même temps, le Parlement avait pris soin de convoquer spécialement les Princes et les Pairs, sûr qu'il était de l'hostilité de ces privilégiés à l'imposition territoriale. La discussion fut longue : on se sépara

seulement à 5 heures et demie (1). Elle fut passionnée aussi. L'irritation était telle qu'on put à peine achever la lecture de l'édit. Sabathier ouvrit la discussion. Il fut, selon son habitude, d'une violence extrême et demanda qu'on requît du roi la convocation immédiate des Etats-Généraux. D'Epréménil soutint la même opinion avec une ardeur et une vivacité égales. Fréteau, Duport, Robert de Saint-Vincent, toute la gauche vinrent à la rescousse.

Parmi les pairs, le duc de Charost, l'évêque de Châlons-sur-Marne, Clermont-Tonnerre, et l'archevêque de Paris, prirent part à la discussion. Ce dernier « dévora pendant près de trois quarts d'heure et dit beaucoup plus de mots que de choses, ayant fini par se décider pour l'avis des commissaires à nommer (2) ». La fraction modérée fit à nouveau des efforts désespérés pour empêcher le Parlement de pousser à bout la résistance. Dans ce sens intervinrent surtout Saron, Séguier, d'Oultremont, qui, dit Hardy (3), « acheva de se déshonorer en voulant insinuer que si le Parlement ne se déterminait pas à l'enregistrement, Sa Majesté se trouverait obligée de manquer à ses engagements ». Le Président d'Ormesson fut encore le champion éloquent de la mino-

(1) Bachaumont, XXXV, 3 août.

(2) Hardy, t. VII, 154.

(3) Hardy, t. VIII. Quelle violence d'expressions ! Elle indique où en était venue l'opinion publique.

rité. A un moment, s'adressant à d'Epréménil, il prononça ces paroles prophétiques : « La Providence punira vos funestes conseils en exauçant vos vœux. »

L'avis qui prévalut écarta la nomination de commissaires. On ne voulait pas perdre un temps précieux ; on sentait bien qu'un coup de force du gouvernement, poussé à bout, était de plus en plus imminent. Depuis le 16 juillet, le bruit avait couru à plusieurs reprises d'un lit de Justice. L'arrêté suivant fut voté sur-le-champ, par 72 voix contre 48 (1) : *Sire, votre Parlement, considérant que, dans la situation difficile des finances de l'État, pénétré également du désir de prouver à V. M. son zèle et sa soumission, et de conserver les droits de la nation et de la fortune publique, il se trouve privé des connaissances qu'il a inutilement sollicitées, réduit, après 5 ans de paix, à délibérer sur un impôt désastreux et autres qui en sont la suite, dont la nécessité n'est pas prouvée, et dont la proportion avec les besoins de l'Etat n'est pas établie ; — considérant en outre que la Nation, représentée par les Etats-Généraux, est seule en droit d'octroyer au Roi les secours nécessaires ; que la Nation peut, sans partialité, délibérer sur les moyens de vous procurer, Sire, les secours dont le besoin sera évidemment démontré ; à*

(1) Hardy, *loc. cit.*

arrêté, persistant dans son arrêté du 16 de ce mois, de supplier très humblement V. M. en se rendant aux vœux portés audit arrêté, d'assembler les Etats-Généraux de votre royaume, préalablement à tout impôt nouveau (1).

En ces quelques lignes, le Parlement résumait les griefs articulés dans les arrêtés précédents. Mais il donnait à sa protestation une forme plus nette encore et plus accentuée. La brièveté de la réplique lui donne un air tranchant et en quelque sorte comminatoire. D'autre part, les considérations générales sur les économies et l'état des finances passent au second plan.

C'est la convocation des Etats-Généraux qui devient en dernière analyse le point capital, après avoir apparu incidemment, timidement dans les remontrances précédentes. Le principe de la nécessité du consentement est posé comme acquis avec une énergie grandissante : « la Nation représentée par les Etats-Généraux est *seule* en droit d'octroyer au roi les secours nécessaires. » Et l'arrêté prend soin d'avertir, en quelque manière, ces Etats-Généraux de l'étendue de leur pouvoir : ils sont juges souverains de la nécessité de l'impôt, des secours « dont le besoin sera évidemment démontré ». Ainsi l'opposition se précise

(1) Flammermont, III, 676.

et s'affirme. C'est à un conflit de droit constitutionnel qu'a abouti la querelle du Timbre. Les prérogatives royales sont directement mises en question.

Aussi la crise va-t-elle se précipiter. Le 1^{er} août, les gens du roi, chargés de s'enquérir auprès du roi, des jour, lieu et heure où il voudrait recevoir la députation du Parlement, rapportèrent la réponse aux Chambres assemblées. Louis XVI, irrité ne voulait point la grande députation : il désirait que les représentations lui soient portées « à l'ordinaire », c'est-à-dire seulement par le premier Président et deux Présidents à mortier.

Conformément à ces ordres, d'Aligre se rendit à Versailles le lendemain à midi, accompagné de d'Ormesson et de Bochart de Saron. Ils furent très mal reçus ; l'audience et la réponse furent également courtes. Le roi se tenait devant sa cheminée ; d'un air courroucé, il leur dit : « Je vous ferai connaître mes volontés. » Puis il leur tourna le dos, et rentra dans la pièce voisine, tirant sur lui la porte avec humeur. Ces Messieurs, en attendant de rendre compte à leur Compagnie ne cachèrent point leurs impressions. Et tout le monde fut d'accord qu'un lit de Justice interviendrait avant huit jours.

Le bruit courut même que le roi, qui avait fait assembler son Conseil, y avait annoncé d'abord très fermement l'intention de délivrer des lettres de cachet contre les plus violents des Parlementaires. Mais les

ministres auraient combattu vivement cette mesure, objectant la popularité du Parlement, qui « se trouvait dans le moment actuel comme enveloppé de l'estime publique » et ajoutant que « chaque citoyen se regarderait comme frappé lui-même en la personne de ses magistrats (1) ». Malesherbes, qui venait de remettre au roi le *Mémoire sur les Economies*, où il envisageait un soulèvement comme possible, et le retrait des édits comme nécessaire, le sage Malesherbes donnait le même conseil. Enfin Brienne et la reine elle-même intervinrent pour empêcher toute rigueur, affirmant que le Parlement finirait par céder (2). Depuis longtemps déjà, on faisait ce calcul. Il paraît qu'à divers moments de la querelle, le roi avait déjà été disposé à sévir. Une nuit, dit Bachaumont, les gardes du corps, étaient restés tout prêts à marcher (3). A l'heure actuelle, reculer était devenu impossible. On ne pouvait même plus différer : le roi se décida pour un lit de Justice.

Entre temps, le samedi, Messieurs les Présidents rendirent compte de leur mission devant l'Assemblée des Chambres. D'ordre de Louis XVI, les princes du sang s'étaient abstenus ; les ecclésiastiques les avaient imités ; mais, des autres pairs, 9 étaient présents,

(1) Hardy, VII, 158.

(2) Bachaumont, XXXV, 340 ; *Correspondance secrète*, II, 167.

(3) Bachaumont, XXXV, 349.

dont le maréchal de Noailles, ce qui accrut encore l'irritation du roi. A cette séance, le Procureur Général retira, par ordre de Sa Majesté les deux édits présentés à l'enregistrement. Puis l'on se sépara, attendant les événements.

De plus en plus, la querelle faisait sensation au dehors. Les discours, les remontrances circulaient partout, et Monsieur eut à témoigner, à l'Assemblée des Pairs, le mécontentement du roi « de savoir imprimé déjà ce qu'il venait à peine de recevoir (1). » Cédant aux conseils de ses collègues, d'Epréménil différa donc la publication de ses projets d'arrêtés, malgré qu'on les lui demandât beaucoup d'autre part. Mais ce fut juste ce moment que Sémonville choisit pour faire éditer son mémoire du 16 juillet.

Le samedi soir, le premier Président fut avisé, par le Garde des sceaux, de rassembler la Compagnie le dimanche à 5 heures, pour entendre les ordres du roi. Immédiatement, convocation fut faite de tous les magistrats et, à l'heure fixée, ils étaient réunis. Le Maître des Cérémonies se présenta, porteur d'une lettre de cachet notifiant au Parlement de se rendre à Versailles, « en robes rouges et en corps de cour », le lendemain à 11 heures. C'était le lit de Justice. Les magistrats décidèrent une résistance intraitable. Après en avoir délibéré longuement, jusque passé

(1) Bachaumont, XXXV, 348.

huit heures, ils adoptèrent un arrêté décidant « d'obtempérer aux ordres du roi ». Puis ils rédigèrent une nouvelle protestation, que le premier Président devait lire au lit de Justice. Ainsi, ils seraient prêts à tout événement, et l'arrêté pourrait rendre publiques et effectives leurs observations, au cas où le roi ne leur permettrait même pas de faire entendre leur voix.

CHAPITRE IV

LE LIT DE JUSTICE

Le lendemain, ils se rendirent à Versailles, où ils trouvèrent un « déjeuner de buvette » servi à leurs intentions : du pain, du beurre, du vin rouge, du vin blanc et de l'eau (1). Puis ils entrèrent en séance. La réunion était imposante. Outre le Parlement, les princes et les pairs, 5 maréchaux, 8 chevaliers de l'ordre, 1 gouverneur de province et 3 lieutenants-généraux y avaient été convoqués. « A droite du roi, sur deux pliants, sur le tapis de pied du roi, joignant le banc des princes et pairs, Monsieur, frère du roi, M. le Comte d'Artois, frère du roi. Sur ledit banc, le prince de Condé, le duc de Bourbon, le prince de Conti. Sur le reste du banc, et sur deux bancs en retour, placés jusqu'à la place du dernier prince du sang : les ducs de Luynes, de Pinay, de Gesvres, de

(1) Bachaumont, XXXV, 349.

Noailles, d'Aumont, de Saint-Cloud, d'Harcourt, de Nivernais, de Charost, de Duras, de Clermont-Tonnerre, pairs laïcs. — A ses pieds, Louis-Alexandre-Céleste d'Aumont, duc de Villequier, premier Gentilhomme de la Chambre du Roi, faisant les fonctions de Grand Chambellan. — A sa droite, sur un tabouret, Charles de Lorraine, prince de Lambesc, Grand Ecuyer, portant encore l'épée de parement du Roi (1). A sa gauche, sur un banc au-dessous de celui des pairs ecclésiastiques : le duc de Villeroy, le prince de Luxembourg, le duc de Guiche, capitaine des gardes du corps du Roi ; plus bas, assis sur le petit degré par lequel on descend dans le Parquet, M. Bernard, marquis de Boulainvilliers, prévôt de Paris, tenant un bâton blanc à sa main. — A sa gauche, aux hauts sièges, les pairs ecclésiastiques (seul l'évêque comte de Beauvais) et les maréchaux de France : d'Aubeterre, prince de Beauvau, de Castries, de Ségur, de Lévis. — Le roi, en une chaise à bras, couverte de l'extrémité du tapis de velours violet, semé de fleurs de lys d'or, servant de drap de pied au Roi. — Monsieur Chrétien François de Lamoignon, Garde des sceaux, vêtu d'une robe de velours violet doublée de satin cramoisi (2). »

(1) C'était l'épée que les rois de France portaient dans toutes les grandes cérémonies officielles, conformément à une tradition qui remontait aux origines de la monarchie. Voy. à ce sujet le *Traicté de l'Espée française*, Paris, 1644, de Jean Savaron.

(2) Extrait des registres du Parlement, Fonds Joly de

Chacun ayant pris place, le roi s'étant assis et couvert, le Garde des sceaux « commanda en son nom que l'on prit séance ». Puis Louis XVI, « ayant ôté et remis son chapeau », prononça ces quelques mots : *Messieurs, il n'appartient point à mon Parlement de douter de mon pouvoir, ni de celui que je lui ai confié. C'est toujours avec peine que je me décide à faire usage de la plénitude de mon autorité, et à m'écarter des formes ordinaires ; mais mon Parlement m'y contraint aujourd'hui, et le salut de l'Etat, qui est la première des lois, m'en fait un devoir. — Mon Garde des sceaux va vous faire connaître mes intentions* (1).

Lamoignon monta alors vers le Roi et s'agenouilla à ses pieds pour recevoir ses ordres. Puis, revenu à sa place, il s'assit, se couvrit, et prononça la formule traditionnelle : « Le Roi permet qu'on se couvre. » Ensuite il lut son discours. D'une remarquable netteté, concis et ferme, le morceau n'a pas seulement une réelle valeur oratoire : mais encore il révèle chez son auteur une compréhension parfaite de la situation, un sens exact des obligations qu'elle créait aux déten-

Fleury, *Bib. Nat.*, vol. 2114, fol. 137 à 166. — Bachaumont dit qu'il n'y avait « pour spectatrices que les femmes de chambre de la reine et des princesses » (XXXV, 349).

(1) Extrait du procès-verbal de la séance : Flammermont, III, 676.

teurs du pouvoir. C'est la première fois que nous entendrons vraiment la parole d'un homme d'Etat depuis le commencement de la querelle.

Lamoignon justifie d'abord la présentation des deux Edits : ils sont nés, dit-il, de mûres délibérations ; ils sont le résultat direct des travaux de l'Assemblée des Notables. *Tous les grands objets de l'Administration des Finances ont été examinés discutés, approfondis dans ces séances mémorables avec un zèle éclairé et une loyauté réciproque dont la nation entière est instruite et persuadée.* Voilà pourquoi, les comptes ayant été soumis aux Notables qui ont reconnu l'existence évidente du déficit, il est absolument inutile d'en faire au Parlement une nouvelle communication. *Jamais par conséquent, ajoute sévèrement le Garde des Sceaux, un nouvel examen des revenus et des charges de l'Etat n'a été moins nécessaire, qu'au moment où vous l'avez demandé.*

Il est évident que le Roi était placé dans l'alternative ou d'augmenter les impositions ou de manquer à ses engagements et à ceux de ses prédécesseurs. A cette dernière décision il ne pouvait se résoudre : *la voix publique lui a dit, comme la justice, que l'honneur du gouvernement français était le premier besoin de la nation.* Obligé donc de demander de nouveaux tributs à ses peuples, il a d'abord choisi ceux qui seront payés à son trésor par la classe la plus aisée de ses sujets, par les privilégiés

et les bourgeois. En outre, il a assigné un terme aux augmentations sur le Timbre, contrairement à ce que le Parlement semble craindre. Enfin, en établissant l'Imposition Territoriale, il l'a portée à un montant inférieur aux vingtièmes existant, et il a ajourné à un an sa mise en vigueur pour pouvoir en asseoir plus équitablement la répartition. Sa Majesté n'a donc négligé aucune amélioration, et s'est au contraire appliquée à réaliser tous les vœux des Notables : quoi qu'il en soit, les nouvelles charges *n'excéderont ni la mesure ni la durée des véritables besoins de l'Etat*. D'autre part, la récente création du nouveau Conseil des Finances est un sûr garant de l'accomplissement des promesses royales qui ne seront plus à la merci d'un seul homme (allusion directe aux critiques des remontrances contre les Contrôleurs Généraux et surtout contre Calonne.)

Enfin, 40 millions de bonifications et d'économies sont déjà formellement annoncés, et entrent en compte dans les ressources destinées à combler le déficit. De leur réalisation, il n'est point permis de douter, Sa Majesté les ayant formellement annoncées. Et d'ailleurs, pour plus de moitié, elles constituent déjà un fait accompli. Mais il est nécessaire que la nation accorde à son roi le respect et la confiance qu'elle lui doit : *La méfiance publique serait dans ce moment l'obstacle le plus dangereux que l'on pût opposer au bien général*. D'ailleurs, pareilles réformes doivent

être prudemment faites, et précédées d'un mûr examen de toutes les branches des dépenses publiques. Un court espace de temps est indispensable pour y procéder, car *rien n'est plus facile sans doute et plus éblouissant que des suppressions promptes et irréfléchies ; mais rien n'est plus digne aussi des délibérations et des précautions d'un gouvernement sage que d'éviter, dans la réforme des abus, ces décisions brusques et indiscrètes qui compromettraient la dignité du Trône, les intérêts de la Justice, ou la sûreté de l'Etat.*

Le contrôle, après tout, a été établi : dès le mois de janvier 1788, et toutes les années suivantes, on imprimera et on rendra public l'état des recettes et des dépenses. Et s'il en résulte que l'accroissement du Timbre dépasse les besoins exacts auxquels il est destiné à parer, *l'excédent sera aussitôt compensé par une égale diminution sur les impôts les plus onéreux. Tels sont les engagements solennels du gouvernement : refuser d'y croire, et, en conséquence, de le seconder, ce serait le réduire à l'impossibilité de les remplir,* ajoute le Garde des Sceaux. Il n'y a donc plus aucune raison à l'opposition irréductible des cours de Justice, dont presque tous les Chefs, d'ailleurs, ont connu, comme membres des Notables, les états des finances.

Il reste une seule question à débattre : c'est la théorie du consentement de l'impôt. Sur ce point, Lamoignon affirme avec une particulière netteté que

Sa Majesté entend maintenir jusqu'au bout les prérogatives du pouvoir absolu. Et il en résume, avec une sobre énergie, les formules principales, à l'encontre des idées « américaines ».

Le roi qui, dit-il, ne se méfiera jamais de la Magistrature, qui ne doute ni de ses lumières, ni de son zèle, le roi « *a considéré que, par la constitution de la monarchie, il est le seul administrateur de son royaume ; — qu'il doit transmettre son autorité à ses descendants, telle qu'il l'a reçue de ses augustes ancêtres ; — qu'une crise malheureuse, mais momentanée, dans ses finances, ne doit pas introduire des formes inusitées dans la vérification de ses lois sur cette matière ; — qu'en écartant de son administration intérieure le voile qui la couvrait, il ne doit point se départir des règles ordinaires de sa sagesse, pour le maintien de sa suprême puissance ; — enfin, que les communications insolites récemment accordées par sa bonté à l'Assemblée des Notables ne doivent point changer l'exercice ordinaire de son autorité sur ses Cours (1) ».*

Et le discours se termine sur le renouvellement, au nom du roi, de toutes les promesses faites aux Notables. Pas un mot, chose remarquable, de la convocation des Etats-Généraux. L'affirmation des doctrines absolutistes a semblé suffire. En tous cas, la

(1) Flammermont, III, 677, donne le texte complet du discours de Lamoignon.

situation est bien éclaircie : les critiques financières du Parlement sont sans objet, dit Lamoignon, le gouvernement ayant déjà pris des mesures en connaissance de cause. L'opposition ne saurait avoir qu'un fondement : c'est la thèse du consentement de l'impôt, de la limitation du pouvoir royal. Et cette thèse, il la repousse avec énergie ; aucune concession ne sera faite au parti qui demande une réforme organique de la Monarchie ; Sa Majesté exercera et transmettra à ses successeurs tous les droits, tout l'absolu pouvoir qui sont, depuis des siècles, l'apanage du Trône qu'il occupe.

Sa péroration lue, le Garde des Sceaux donna la parole au Premier Président d'Aligre. Aussitôt, suivant le cérémonial, tous les magistrats se mirent à genoux. Puis, s'étant relevés, sur l'ordre du roi exprimé par le Garde des Sceaux, ils écoutèrent, debout et découverts, le chef de leur Compagnie lire la protestation qu'ils avaient arrêtée la veille.

Cette protestation était d'une hardiesse plus grande que jamais. On peut se demander, comme le remarque très justement Chérest, si jamais des chambres modernes oseraient répondre au discours du Trône d'un roi constitutionnel par une adresse aussi hautaine. C'était tout d'abord une énergique récrimination contre la procédure même du lit de justice, et contre l'enregistrement qui pourrait être prononcé d'office :

Sire, votre Parlement nous a chargé, attendu le lieu où se tiendra le lit de justice, et dans le cas où seraient portés à cette séance aucuns édits, déclarations ou lettres patentes qui n'auraient point été communiqués à votre Parlement pour en être délibéré au lieu et en la manière accoutumée ; ensemble au cas où il serait introduit des personnes étrangères, et où, en votre présence, il serait demandé à votre Parlement des suffrages qui ne pourraient être donnés à voix haute et librement, de vous déclarer que votre Parlement ne peut, ne doit, ni n'entend donner son avis, ni prendre aucune part à ce qui pourrait être fait en la présente séance.

Puis, les impôts proposés sont à nouveau l'objet d'une critique passionnée : *Le Timbre, plus désastreux que la Gabelle, que V. M. a jugée et condamnée, a excité une consternation générale... Il tend à établir une sorte de guerre intestine entre tous les ordres de citoyens : il va jusqu'à inquiéter dans leurs retraites les laboureurs qui voudraient profiter de la liberté du commerce des blés, que V. M. vient d'établir ; le commerçant ne serait pas plus tranquille dans des opérations combinées que le marchand pauvre à son comptoir dans son trafic de détail. Tous auraient à redouter également l'inquisition, la vexation et l'extension, caractères indispensables du projet seul de la déclaration sur le Timbre, et qui la rendent entièrement inadmissible.*

L'impôt présenté sous la dénomination de Subvention Territoriale a le même caractère d'immoralité ; au lieu de l'imposition des vingtièmes, qui est par sa nature une imposition de quotité, dont chaque contribuable est quitte, quand il a payé une portion fixe et déterminée sur ses revenus, on conseille à V. M. une imposition nouvelle qui établit entre les provinces une sorte de jalousie au profit du fisc, entre les élections d'une même généralité une recherche respective tendant toujours à la surcharge, entre les habitants d'une même paroisse une contribution solidaire qui expose chaque citoyen à une dissension domestique, établie et fomentée tous les jours par le gouvernement, dissension capable de mettre aux prises les pères et les enfants, chaque membre d'une même famille, les seigneurs et les vassaux, personne ne pouvant savoir au juste à quel terme peut finir la contribution dont il peut être redevable à l'Etat.

Il faut à tout prix arrêter la crue des dépenses et du déficit qui ont amené à proposer des *impositions aussi accablantes*. Les projets présentés porteraient à plus de 200 millions l'accroissement des charges, depuis l'avènement. Et les peuples voient avec effroi les suites fâcheuses d'une administration dont la *déprédation excessive ne leur paraît pas même possible*. Car, il n'y a pas à s'y tromper, c'est aux dissipations qu'il faut imputer la responsabilité de la

détresse financière, et plus particulièrement à Calonne qu'on désigne bien clairement un peu plus loin en l'accusant d'avoir trompé tout le monde, d'avoir su *desservir le Parlement auprès de Sa Majesté et faire protéger auprès du trône ses dissipations.* — Cette fois, la critique semble aller directement au roi lui-même : qui est, en effet, en pareille occurrence, plus coupable que le protecteur ?

Enfin, voici le gros morceau. Le Parlement reprend sa thèse du consentement de l'impôt, et il l'affirme comme l'expression d'un droit national incontestable : *Le principe constitutionnel de la monarchie française est que les impositions soient consenties par ceux qui doivent les supporter ; il n'est pas, Sire, du cœur d'un roi bienfaisant d'altérer ce principe qui tient aux lois primitives de votre Etat, à celles qui assurent l'autorité et qui garantissent l'obéissance.* Quel ton tranchant ! C'est presque la menace ; c'est en tous cas une mise en demeure singulièrement audacieuse ; c'est l'affirmation d'un lieu direct entre les devoirs des sujets et les obligations du souverain. Celles-ci méconnues, qui peut répondre de ceux-là ? Et le Parlement précise, en terminant, la portée pratique de sa réclamation : il veut les Etats-Généraux, il somme le roi de les convoquer ; il *réitère les instances les plus vives à l'effet de supplier V. M., pour le maintien de son autorité, pour la gloire de son règne, pour le rétablissement de ses finances, qu'il vous plaise accorder*

la convocation des Etats-Généraux qui, seuls, peuvent sonder les plaies profondes de votre Etat, et donner à V. M. des conseils utiles sur toutes les parties de l'administration relatives aux corrections, améliorations et suppressions nécessaires à exécuter dans chacun des départements des finances.

Le Parlement sait bien que cette théorie n'a pas toujours été celle de sa propre jurisprudence. Aussi prend-il soin d'expliquer, de justifier son attitude antérieure, il s'efforce de la mettre en harmonie avec ses affirmations nouvelles, et, en dernière analyse, embarrassé, il la répudie, il s'en accuse : *Si votre Parlement a cru, depuis plusieurs années, pouvoir répondre à V. M. de l'obéissance des peuples, en matière d'impôt, il a souvent plus consulté son zèle que son pouvoir, puisqu'il est démontré que le troisième vingtième n'a pas pu être payé dans plusieurs provinces de votre royaume ; et les administrateurs les plus actifs pour la perception n'ont pas cru prudent d'ajouter la peine de la contrainte au défaut de pouvoir des contribuables. Souvent aussi, votre Parlement, qui a cru voir le terme de la libération des dettes, l'étendue des secours, et la quotité déterminée de l'impôt, s'est laissé éblouir par les illusions que lui ont faites successivement plusieurs administrateurs. L'espoir de la libération prochaine de l'Etat est, Sire, une perspective si douce pour les magistrats et si désirable pour les peuples, que votre Parlement*

doit être excusé s'il s'est laissé tromper par les annonces qu'il voyait insérées dans chaque édit, par Calonne.

Mais maintenant vos magistrats ne peuvent accorder un acquiescement que votre Parlement donnerait sans qualité, sans fruit et sans effet.

La protestation se termine par une dernière condamnation du coup de force qui frappe l'opposition parlementaire. Presque au début, le premier président avait déjà dit : *Votre Parlement conçoit difficilement comment on a pu conseiller à V. M. de déployer l'appareil de la puissance suprême, dans une circonstance où il avait lieu d'espérer ne voir éclater que la bienfaisance et la justice de V. M.* ; ses dernières paroles sont un renouvellement du même grief : *Si, malgré les supplications, les instances et les représentations de votre Parlement, V. M. croyait encore devoir déployer son pouvoir absolu, votre Parlement ne cesserait d'employer tout son zèle et d'élever la voix avec autant de fermeté que de respect contre des impositions dont l'essence serait aussi funeste que la perception en serait illégale* (1).

La hauteur de ces représentations, la véhémence des accusations qui, par-dessus les conseillers et les ministres, vont atteindre le monarque absolu, durent

(1) Flammermont, III, 684. — Le texte est aussi donné par Hardy, t. VII, f° 161, avec de très légères variantes.

faire une profonde sensation, au cours d'une aussi imposante séance. Et plus d'un dut songer au terrible Louis XIV, en regardant son successeur débonnaire, à qui des magistrats rebelles venaient dire, en plein lit de Justice, qu'ils persévéraient dans leur hostilité, et que, perçues sans leur approbation, les taxes établies par l'autorité royale seraient *illégales*.

Un fait ressortait, en tout cas, évident, tant du discours de Lamoignon que de celui d'Aligre : c'est que, peu à peu, la discussion originaire s'était élargie ; que, de plus en plus, se posait, dans les événements comme dans l'opinion, la question de l'étendue des pouvoirs du roi ; que, de plus en plus, mûrissait le conflit politique qui allait éclater à la Révolution.

La harangue du Premier Président terminée, « le Garde des Sceaux alla prendre les ordres du roi, toujours agenouillé, puis descendu, remis à sa place, assis et couvert », transmit au Greffier l'ordre du roi de donner « lecture, les portes ouvertes, de l'édit portant suppression des deux vingtièmes et 4 sols pour livre du premier, et établissement d'une subvention territoriale ». Ce qui fut fait tout aussitôt par M^e. Lebreton, greffier en Chef au Civil, qui alla prendre l'édit des mains du Garde des Sceaux et le but, debout et découvert.

Puis Lamoignon donna la parole aux « gens du Roi (1) », pour prendre leurs réquisitions. Tous se

(1) On nommait ainsi le Ministère public.

mirent à genoux ; puis, s'étant relevés sur l'ordre du roi, ils écoutèrent, debout et découverts eux aussi, l'Avocat du Roi, Antoine-Louis Séguier, qui porta la parole. Dans un discours fort bref, mais un peu emphatique, celui-ci, à son tour, attaqua l'impôt présenté *d'autant plus onéreux qu'il est assis non pas sur le revenu, mais sur le fonds même des propriétés*, de telle sorte qu'on sera obligé de le *payer pour les portions mêmes des héritages demeurées incultes et reconnues pour être véritablement stériles*. Il exposa *les justes alarmes du cultivateur*, et de tous les sujets du Roi, tellement surchargés d'impôts et de taxes qu'il *n'en sera aucun qui ne porte au Trésor royal au moins le tiers de son revenu*. Il reprocha à la subvention territoriale d'être mal assise, de ne pas être prévue pour un temps limité, et déplora les funestes effets qu'elle produirait : destruction des propriétés, anéantissement de l'esprit d'industrie, négligence de la culture. Bref il dit, autant qu'il en put, de ces *vérités affligeantes*, et il conclut sèchement : *Mais le devoir de notre ministère nous force d'obéir à la volonté connue de V. M. — Nous requérons qu'au pied de l'édit dont lecture vient d'être faite, il soit mis qu'il a été lu et publié* (1).

Alors eut lieu la consultation, de pure forme, qui était de règle aux lits de Justice. Le Garde des Sceaux,

(1) Flammermont, III, 685

après avoir pris les ordres du roi « fut aux opinions à monsieur », dit le procès-verbal, « à monsieur le Comte d'Artois, à messieurs les Princes du Sang, à messieurs les Pairs laïcs, à messieurs les Grand Ecuyer et Grand Chambellan, et revint passer devant le Roi, lui fit une profonde révérence, prit l'avis de messieurs les Pairs ecclésiastiques, Maréchaux de France, des Capitaines, des Gardes du corps ; puis descendit dans le Parquet à messieurs les Présidents de la Cour, aux Conseillers d'Etat et Maîtres des Requêtes venus avec lui, aux secrétaires d'Etat, aux Conseillers d'honneur, aux Présidents des Enquêtes et Requêtes et aux Conseillers de la Cour, et remonta vers le Roi ; s'agenouilla, descendit, revint à sa place, s'assit, se couvrit et dit : « Le Roi, séant en son lit de Justice, a ordonné et ordonne que l'édit qui vient d'être lu sera enregistré au Greffe de son Parlement, et que, sur le repli d'icelui, il soit mis que lecture en a été faite, et l'enregistrement ordonné, ouï et ce requérant son Procureur Général, pour être le contenu en icelui exécuté selon sa forme et teneur, et copies collationnées envoyées aux bailliages et sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement lues, publiées et enregistrées ; enjoint aux substituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main et d'en certifier la Cour dans le mois. Pour la prompte exécution de ce qui vient d'être ordonné, le Roi veut que, par le Greffier en Chef de son Parlement, il soit mis présentement, sur le repli

de l'édit qui vient d'être publié, ce que Sa Majesté a ordonné qu'il y fût mis ; ce qui a été exécuté à l'ins- tant et ledit édit remis à M. le Garde des Sceaux (1). »

Les mêmes choses se reproduisirent exactement à propos de la Déclaration du Timbre, qui fut ensuite présentée. Séguier prit encore la parole au nom des « gens du roi ». Sa critique du second projet ne fut pas moins acerbe que celle du premier. Il répéta à l'adresse du Timbre les reproches déjà tant de fois formulés par le Parlement. Il s'éleva contre la rigueur d'une *loi où la peine de l'infraction n'est pas proportionnée au délit... où la multitude et l'énormité des amendes, dans les cas des plus faibles contraventions, semble un Code pénal plutôt qu'un secours momentané propre à réparer le déficit de l'Etat* ». Enfin, il requit dans les mêmes termes que pour la Subvention Territoriale, en soulignant l'obligation où il était de le faire, contre son propre sentiment : *Nous renfermant dans la rigueur des fonctions dont la présence de V. M. nous fait un exprès commandement, nous requérons qu'au pied de la Déclaration dont lecture vient d'être faite ; il soit mis qu'elle a été lue et publiée* (2).

Le Garde des Sceaux « alla aux opinions » une deuxième fois, puis le roi prononça ces paroles :

(1) Flammermont, III, 687. — Nous avons cru intéressant de donner textuellement, d'après le procès-verbal, la formule et les formalités d'enregistrement en lit de justice.

(2) Flammermont, III, 688.

« Vous venez d'entendre mes volontés, je compte que vous vous y conformerez ». Après quoi, il se leva et sortit, suivi de Lamoignon et de l'Assemblée qui se retira dans l'ordre où elle avait pris séance. Il était 2 heures et demie. Les Magistrats trouvèrent un nouveau couvert, toujours composé de même : pain, beurre, vin rouge, vin blanc et eau. « Se sentant disposés à prendre quelque chose de plus solide, » ajoute Bachaumont (1), « ils se sont dispersés dans Versailles pour dîner et sont convenus de revenir chacun séparément, comme bon lui semblerait ; en conséquence, il n'y a point eu d'assemblée hier ».

Le lit de Justice était destiné à ne produire aucun effet utile : il venait trop tard. Le Parlement, engagé à fond, soutenu par l'opinion publique, et flatté du rôle qu'il se donnait, ne pouvait plus reculer. La faiblesse du gouvernement lui avait fait une position très favorable et, par ailleurs, le portait à croire que le pouvoir céderait devant sa résistance. Dans l'entourage du souverain, on se faisait par contre l'illusion opposée et l'on se flattait, en petit comité, de voir bientôt terminer une opposition que l'on disait être toute d'amour-propre, toute en façade. Le lit de Justice, par contre, avait produit un résultat déplorable pour le Gouvernement. Il avait ouvert entre le Parlement d'un côté, le roi et ses ministres de l'autre, une discussion publique sur l'étendue du pouvoir royal, dis-

(1) XXXV, 349.

cussion grosse de conséquences et très passionnément suivie par le public. Or, il est incontestable que, dans cette discussion, maladroite par elle-même, le beau rôle avait été pour les magistrats. Ils avaient abrité leur opposition derrière les souffrances, très réelles, d'un peuple surchargé par les dépenses publiques ; ils avaient soutenu, touchant le consentement des impôts, une théorie qui se rattachait à des idées de plus en plus en vogue ; ils avaient posé comme borne au droit divin du monarque, jusqu'alors indiscuté, les « lois constitutives de l'Etat », et les droits de la Nation. Ils avaient exprimé ces représentations, non seulement avec fermeté, mais avec une audace de langage qui leur avait valu de la foule cet enthousiasme qu'elle accorde toujours à qui brave un pouvoir établi ; ils les avaient exprimées aussi avec leur pleine autorité de Conseillers à la Cour suprême. Et pas un mot de protestation n'était venu du roi ou de ses ministres. Pour toute réponse, on avait procédé à l'enregistrement d'autorité : mais le Parlement, par la voix de son Premier Président avait crié bien haut que cette procédure était illégale et inefficace. On pouvait s'attendre à ce que, après le lit de Justice, cette attitude soit l'objet de mesures de rigueur. Au demeurant, peut-être même y pensa-t-on. Mais on n'en fit rien ; Brienne et la reine furent responsables de cette apathie : ils croyaient que le Parlement viendrait de lui-même à composition.

CHAPITRE V

DU LIT DE JUSTICE A LA TRANSLATION

Bien au contraire, il était de plus en plus décidé à résister jusqu'au bout, et il résolut de manifester cette décision par quelque chose de plus caractéristique encore que la protestation lue au lit de Justice. Les conseillers, les princes et les pairs furent convoqués pour une séance qui se tint le lundi 7, le lendemain même du lit de Justice ; les princes ne s'y rendirent point : « leurs Altesses étaient à la chasse (1). » Mais 13 pairs furent présents. La séance fut longue : elle dura de 11 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir. Un double courant se manifesta : d'un côté, les moins ardents parmi les opposants avaient une tendance à mollir, la lutte s'engageant dès lors ouverte avec le pouvoir royal ; d'un autre côté, les chefs du mouvement préconisèrent les plus énergiques

(1) Bachaumont, XXXV, 350.

résolutions, surtout d'Epréménil, « toujours le principal héros patriotique (1) ». qui s'était rendu à la séance bien qu'il fût malade depuis quelques jours : les contrariétés lui avaient « fait passer la bile dans le sang (2) ».

Plusieurs avis furent développés, notamment celui de rendre un arrêt interdisant la perception des impôts, parce que l'enregistrement forcé était illégal. Cette décision fut écartée à une assez grosse majorité, motifs pris de ce qu'on ne lui trouvait aucun précédent dans les registres du Parlement de Paris, et « quoique ceux de province en offrent cent exemples (3) ». Quelques membres, dont le prince de Luxembourg, opinèrent au contraire pour des remontrances modérées. Finalement, on vota le texte suivant : *La Cour, délibérant sur ce qui s'est passé lors du lit de Justice tenu hier à Versailles, déclare nulles et illégales les transcriptions ordonnées être faites sur ses registres ; — sur le surplus de ce qu'il convient de faire, a continué la délibération à lundi prochain* (4).

(1) Bachaumont, XXXV, 350.

(2) *Ibidem*. Si l'on en croit Bachaumont, il était « jaune comme un coing. Dimanche, il avait la fièvre, et son médecin, alarmé de la séance, voulait que le malade ne sortît point. M. d'Epréménil lui répondit qu'il se ferait plutôt porter au Palais ; il s'y rendit en effet, et même au lit de justice. Quand les femmes spectatrices demandaient à voir M. d'Epréménil, on leur répondait : « C'est cet homme jaune. »

(3) Bachaumont, *loc. cit.*

(4) Flammermont, III, 688.

Cette rédaction sèche et hautaine ne fut votée qu'à une petite majorité. Il est certain qu'elle en disait gros en peu de mots : c'était, sous le libellé des décisions de Justice, la condamnation des actes du roi, en vertu de lois supérieures à lui. C'était la révolte ouverte.

Du 7 au 13, la crise fut l'aliment de la vie publique plus que jamais. Tout le monde en parlait, et l'on se passionnait pour le Parlement. Quand il sortit de séance, le lundi, la foule l'acclama. On l'encourageait à résister et la crainte était que « d'ici à lundi messieurs ne mollissent encore plus (1) ». Le peuple manifestait, comme on dirait aujourd'hui, contre la dilapidation financière, et contre la Reine qu'il en accusait.

Quant au Gouvernement, il ne sut pas prendre une décision. Devant cette nouvelle bravade, il eut bien l'intention de se défendre, mais il en ajourna l'exécution. En effet, dès que l'arrêté du 7 fut connu, le roi avait résolu d'exiler le Parlement à Sens. Les lettres de cachet furent même préparées et signées : ce sont celles-là même qui servirent 8 jours plus tard et sur lesquelles, entre les grattages et les surcharges, on pouvait « lire encore la date du 7 août et le nom de la ville de Sens (2) ». Mais le Baron de Breteuil, et surtout Malesherbes, qui venait d'être rappelé au Conseil du roi, firent ajourner la mesure. Ancien Président de Cour souveraine, mêlé lui-même longtemps

(1) Bachaumont, XXXV, 350.

(2) Sallier, 92, 97.

à l'opposition parlementaire, Malesherbes s'était toujours opposé aux mesures de rigueur. Il avait déjà combattu le lit de Justice, prêché la publicité des états de finances et la réalisation préalable des économies, demandé même la convocation des Etats-Généraux (1). Le roi, toujours heureux de trouver un moyen d'éviter les responsabilités trop fortes, se laissa convaincre par lui.

Ce fut en vain que Bezenval lui représenta avec énergie que laisser imprimer un pareil outrage, c'était perdre sa couronne.

Rien n'y fit ; bien plus, on différa l'exécution même des décisions du lit de justice. On devait immédiatement procéder à l'enregistrement des édits par autorité à la Cour des Aides et à la Cour des Comptes : on différa la mesure, publiant par là, pour ainsi dire, l'indécision du gouvernement. L'opinion commenta fâcheusement cette attitude, et le bruit courut même que Monsieur avait refusé cette mission, qui lui revenait traditionnellement comme frère du roi ; le Comte d'Artois, lui-même, ajoutait-on, aurait, à son exemple, décliné l'honneur de s'en charger (2).

Il était d'usage établi, également, de faire publier par les crieurs publics, immédiatement, le procès-verbal du lit de Justice et le texte des édits qui y étaient enregistrés. Ce ne fut fait, à l'étonnement général,

(1) Bachaumont, XXXV, 363.

(2) Bachaumont, XXXV, 363.

que le 11. Le 9, avait été édicté un Règlement rendant publiques les économies réalisées sur la maison royale : on résolut, à titre de précaution, de faire publier les deux documents en même temps.

Les notes de Joly de Fleury nous donnent d'intéressantes indications sur l'état d'esprit du Gouvernement. Il est impossible d'être plus irrésolu. Le 9, le Garde des Sceaux écrit au Procureur général : « Je viens de donner des ordres pour qu'il vous soit porté 300 exemplaires de l'édit et de la déclaration, dès qu'ils seront imprimés, afin que vous puissiez en faire l'envoy dans les baillages et sénéchaussées du ressort du Parlement (1). » Le Procureur général reçoit bien les pièces annoncées, mais il est perplexe, et il se fait ces réflexions : « Si le Procureur général envoie, cet envoy ne tardant pas à devenir public provoquera peut-être un arrêt de défenses. S'il diffère l'envoy, le ministère peut le trouver à redire. Et, dans les deux cas, le ministère, dont on ignore les dispositions, peut : — ne pas approuver que M. le Procureur général fasse un acte qui provoque l'arrêt de défenses ; — ne pas approuver que M. le Procureur général craigne de le provoquer et diffère (2). » Et la prudence dicte à Joly de Fleury une première précaution : il ira voir le premier Président pour conférer avec lui.

Le 11 août, cependant, il croit devoir communiquer

(1) Joly de Fleury, fol. 171.

(2) Joly de Fleury, fol. 174.

ses hésitations à Lamoignon. Il lui écrit : « J'ai reçu les 300 exemplaires. Je crois cependant, Monseigneur, avant de faire cet envoy dans les bailliages et sénéchaussées, devoir avoir l'honneur de vous observer que cet envoy, qui sera connu du Parlement, peut donner lieu, par sa publicité, à un arrêt dont l'objet serait de suspendre ou même empêcher l'exécution de l'édit et de la déclaration ; et je serai très affligé qu'aucun acte de ma part pût servir de prétexte à un pareil arrêt. Dans ces circonstances, Monseigneur, je vous supplie de me faire connaître quelles sont les intentions du Roy, afin que je puisse aussitôt m'y conformer (1). » Le Garde des Sceaux prend très au sérieux les craintes de son prudent correspondant. Il lui répond en lui donnant rendez-vous « pour vous entendre, dit-il, sur les difficultés dont vous me parlez (2) ». Le résultat fut que les édits ne furent envoyés que le 13.

Toutes ces précautions, toutes ces longueurs sont caractéristiques d'un manque d'énergie évident chez le Gouvernement. Et l'on s'en apercevait bien dans le public. Pendant cette période de *statu quo*, Bachaumont constate « que les arrêtés du 5 et du 7, que le Parlement s'attendait à voir casser, subsistent dans leur entier ; que le procès-verbal du lit de Justice ne se publie pas ; que les édits ne sont pas promulgués ;

(1) Joly de Fleury, fol. 176.

(2) *Ibidem*.

qu'il vient des courriers chez le premier Président, ce qui fait présumer qu'on est en pourparler (1) ». En réalité, on dirait, ni plus ni moins, que le roi a peur du Parlement.

La réciproque, en tous cas, ne saurait être supposée. Les magistrats ne purent même attendre jusqu'au terme qu'ils s'étaient eux-mêmes assigné. Peut-être voulurent-ils répondre à la publication du *Mémoire sur les économies*. En tous cas, à la demande de Duport, ils tinrent, le 10, une Assemblée Générale, pour entendre une dénonciation de ce conseiller contre Calonne ; cette étrange procédure, basée sur le droit de police générale reconnu au Parlement, allait néanmoins, et malgré ses apparences légales, sur les brisées du roi, seul juge de ses ministres. Le Parlement écouta avec satisfaction les récriminations de Duport contre les ministres en général, dont il blâmait le pouvoir excessif, et contre Calonne en particulier, à qui il reprochait d'énormes déprédations. On sentait, bien évidemment, que, derrière Calonne, les reproches atteignaient le roi qui l'avait choisi, et qui avait toléré son administration.

Presque sans débat, la Cour rendit un arrêté ordonnant d'informer sur les déprédations et malversations dénoncées et commises disait-elle, « soit par des échanges et des acquisitions, soit par des ma-

(1) Bachaumont, XXXV, 364.

nœuvres dans la refonte des monnaies, soit dans les fonds du trésor royal, fournis clandestinement pour soutenir un agiotage funeste à l'Etat, soit par l'extension des emprunts, soit enfin par des abus d'autorité et autres en tous genres, commis dans l'administration des finances ». Le roi fit casser aussitôt l'arrêté par son conseil, et aucune poursuite n'eut lieu contre Calonne. Mais celui-ci, pris de peur, s'enfuit en Angleterre : et l'opinion tira de ce fait, en même temps qu'un argument en faveur de la réalité des griefs, une preuve de la puissance du corps judiciaire, dont la seule décision amenait cette fuite.

La popularité du Parlement en fut augmentée d'autant, et l'on cria plus encore contre les dilapidations financières. Le roi et la reine furent directement mis en cause. Les Parlements de province reprirent à leur compte l'attitude de celui de Paris ; l'arrêté de Toulouse, 27 août, et celui de Grenoble, 21 août 1787 sont particulièrement violents. Ce dernier reproche à Calonne « d'avoir mangé en moins de 4 ans 3 milliards ». Devant l'énormité de ces reproches, l'ancien Contrôleur Général voulut se défendre. Il publia la *Requête au roi*, où il protestait contre les exagérations mensongères de ses ennemis : « leur invraisemblance, disait-il, en détruira-t-elle tout le danger ?... Quand on n'en croirait que le quart, il y en aurait encore assez pour irriter la nation la plus douce et ternir le règne le plus sage. »

Sur ces entrefaites, le 11 août, eut lieu la publication des deux édits et du procès-verbal du lit de justice. On les fit colporter et crier en même temps que le règlement promulgué le 9 sur les économies de la maison royale. Les crieurs royaux eux-mêmes, s'il faut en croire Sallier, manifestèrent à leur façon contre l'autorité royale : « ils s'abstenaient, comme par pudeur, de prononcer le titre des édits, et, comprimant, en signe de deuil et de tristesse, les éclats accoutumés de leur voix bruyante et rauque, ils se contentaient de provoquer la curiosité publique par une clameur vague et insignifiante. Ils parcouraient les rues en criant : Voilà du nouveau (1). »

Le 13, eut lieu, toutes chambres assemblées et les pairs convoqués, la séance à laquelle le Parlement avait continué la délibération sur le lit de Justice. Elle dura environ de 11 heures du matin à 7 heures du soir. Par lettre du même jour, le Procureur Général en rend compte en ces termes au Garde des Sceaux : «... Les gens du roi y ont été mandés à l'effet de savoir si l'envoy aux bailliages [de l'édit et de la déclaration] était fait, et ils ont répondu qu'il avait été fait... L'assemblée des chambres, Monseigneur, ne s'est séparée qu'à 7 heures du soir, et il y a été fait un arrêté dont l'étendue ne m'a pas permis d'avoir copie avant de quitter le Palais. Mais les gens du roi

(1) Sallier, 96.

ont été mandés à l'effet d'envoyer cet arrêté aux bailliages et sénéchaussées, dont le greffier nous remettrait des expéditions en forme (1) ». D'Epréménil fit un discours enflammé, qui dura cinq quarts d'heure; il rétorqua avec succès l'opinion du duc de Nivernais, qui s'était « exprimé en ministre », et « il a paru si lumineux qu'il a entraîné le grand nombre des suffrages (2) ». Ce fut donc lui qui fit adopter, à la majorité très forte de 80 voix contre 40, l'arrêté suivant :

La Cour, délibérant en exécution de l'arrêté du 7 de ce mois, et y persistant, ainsi que dans les arrêts et arrêtés précédents ensemble sur les quatre imprimés remis sur le bureau par un de messieurs, dont le premier est : Edit du Roi portant suppression des deux vingtièmes et quatre sols pour livre, et établissement d'une Subvention Territoriale, imprimé en 8 pages ; le second : Déclaration du Roi concernant le Timbre, imprimé en 32 pages ; les troisième et quatrième intitulés : Journal de Paris, numéros 224 et 225 :

Considérant que la sage maturité qu'elle a apportée à ses délibérations antérieures lui avait fait espérer que les raisons qui ont fait suspendre jusqu'à présent la publication du procès-verbal de ce qui s'est passé

(1) Joly de Fleury, fo 187.

(2) Bachaumont, XXXV, 369.

au lit de Justice détermineraient aussi les ministres à ne pas laisser paraître les édit et déclaration dont la lecture a consterné plus profondément les sujets du Roi que leur simple annonce ne les avait alarmés ; qu'il semble que les distributeurs de ces tristes nouvelles rougissent de les présenter au public, et qu'ils n'osent pas même, dans la capitale, élever leur voix ;

Qu'il est affligeant pour le Parlement de voir que sa présence, purement passive et involontaire, serve de prétexte pour écraser les peuples : que l'ordre donné au Parlement de se rendre auprès du Roi prouve que la nécessité de l'enregistrement qu'on montre aux peuples et qu'on insère dans les papiers publics est faite pour en imposer et pour dissimuler les réclamations constantes que le Parlement n'a cessé d'opposer à tout enregistrement de ce genre par ses arrêtés, arrêts, et supplications publiques et privées ;

Que le vain fantôme d'une délibération, et l'ordre donné au Garde des Sceaux de parcourir une grande assemblée dans laquelle tous ceux qui sont obligés d'y paraître n'apportent que la douleur de s'y rendre, et l'affliction profonde, exprimées par un morne silence, ne peut jamais donner au Roi un droit légal à un impôt dont le gouvernement avoue qu'il n'est pas possible de connaître le produit, et qu'il fait monter au moins à 50 millions, dont la perception légitime

tout à fait étrangers aux affaires qui sont soumises à leurs décisions ; que la surcharge du Timbre, s'il était possible qu'il eût son exécution, rendrait impraticable tous comptes de tutelles, tous comptes d'associés pour des opérations de commerce, tous comptes d'armement ou négociations maritimes, même les comptes du Trésor royal, qui se trouvent déjà retardés de plusieurs années à raison des frais qu'entraîne la reddition des comptes, avant qu'ils soient redigés et apurés en la Chambre des comptes, suivant les formes anciennes ; que le Timbre tiendrait en échec toutes les affaires du royaume, tous courant le risque de la solidarité des amendes...

Que, dans la nécessité pénible où se trouve la Cour de faire connaître aux collecteurs, à leurs préposés ou à leurs sous-ordres, les dangers auxquels ils s'exposeraient en percevant des impositions nullement et illégalement établies, aux juges inférieurs du ressort toute l'étendue de leurs devoirs, et aux administrations provinciales ce qu'exige d'elles l'espoir que la Nation fonde sur leur existence moderne..., désirant la dite Cour les attacher plus que jamais par la reconnaissance à un monarque qui ne serait que bienfaisant s'il consultait son propre cœur, à ce souverain auquel la Cour a juré un attachement et une fidélité sans bornes ;

A déclaré la distribution clandestine desdits édit et déclaration nulle et illégale, comme étant la dite

distribution faite par suite d'une transcription sur les registres de la Cour, que ladite Cour a déclarée nulle et illégale par son arrêté du 7 de ce mois ; déclare ladite Cour, lesdits édit et déclaration incapables de priver la nation d'aucun de ses droits, et d'autoriser une perception qui serait contraire à tous les principes, maximes et usages du royaume ; se réservant ladite Cour de délibérer sur le surplus le 27 du présent mois, et sera le Procureur Général du Roi chargé d'envoyer le présent arrêté aux bailliages et sénéchaussées du ressort pour y être lu et enregistré (1).

Ainsi le Parlement tenait un langage tel qu'on croirait, à lire son arrêté, qu'il détient un pouvoir bien supérieur à celui du Monarque. Non seulement il déclarait à nouveau que l'enregistrement d'autorité était inopérant, et incapable de produire des effets légaux ; non seulement il préjugait de l'opinion d'États-Généraux dont la réunion était au moins douteuse, mais encore il se permettait à l'adresse du Gouvernement et du Roi lui-même les plus irrespectueuses réflexions, Sallier s'indigne de l'allusion à la petite manifestation des crieurs : « Le Parlement s'oublia, dit-il jusqu'à s'emparer de cet hommage populaire. Il s'en fit gloire dans le préambule de son arrêté, puis en déclarant cette distribution nulle et illégale, il se plut à la

(1) Flammermont, III, 689.

tout à fait étrangers aux affaires qui sont soumises à leurs décisions ; que la surcharge du Timbre, s'il était possible qu'il eût son exécution, rendrait impraticable tous comptes de tutelles, tous comptes d'associés pour des opérations de commerce, tous comptes d'armement ou négociations maritimes, même les comptes du Trésor royal, qui se trouvent déjà retardés de plusieurs années à raison des frais qu'entraîne la reddition des comptes, avant qu'ils soient redigés et apurés en la Chambre des comptes, suivant les formes anciennes ; que le Timbre tiendrait en échec toutes les affaires du royaume, tous courant le risque de la solidarité des amendes...

Que, dans la nécessité pénible où se trouve la Cour de faire connaître aux collecteurs, à leurs préposés ou à leurs sous-ordres, les dangers auxquels ils s'exposeraient en percevant des impositions nullement et illégalement établies, aux juges inférieurs du ressort toute l'étendue de leurs devoirs, et aux administrations provinciales ce qu'exige d'elles l'espoir que la Nation fonde sur leur existence moderne..., désirant la dite Cour les attacher plus que jamais par la reconnaissance à un monarque qui ne serait que bienfaisant s'il consultait son propre cœur, à ce souverain auquel la Cour a juré un attachement et une fidélité sans bornes ;

A déclaré la distribution clandestine desdits édit et déclaration nulle et illégale, comme étant la dite

distribution faite par suite d'une transcription sur les registres de la Cour, que ladite Cour a déclarée nulle et illégale par son arrêté du 7 de ce mois; déclare ladite Cour, lesdits édit et déclaration incapables de priver la nation d'aucun de ses droits, et d'autoriser une perception qui serait contraire à tous les principes, maximes et usages du royaume; se réservant ladite Cour de délibérer sur le surplus le 27 du présent mois, et sera le Procureur Général du Roi chargé d'envoyer le présent arrêté aux bailliages et sénéchaussées du ressort pour y être lu et enregistré (1).

Ainsi le Parlement tenait un langage tel qu'on croirait, à lire son arrêté, qu'il détient un pouvoir bien supérieur à celui du Monarque. Non seulement il déclarait à nouveau que l'enregistrement d'autorité était inopérant, et incapable de produire des effets légaux; non seulement il préjugait de l'opinion d'Etats-Généraux dont la réunion était au moins douteuse, mais encore il se permettait à l'adresse du Gouvernement et du Roi lui-même les plus irrespectueuses réflexions, Sallier s'indigne de l'allusion à la petite manifestation des crieurs : « Le Parlement s'oublia, dit-il jusqu'à s'emparer de cet hommage populaire. Il s'en fit gloire dans le préambule de son arrêté, puis en déclarant cette distribution nulle et illégale, il se plut à la

(1) Flammermont, III, 689.

qualifier de clandestine (1). » Il y a bien d'autres passages plus graves cependant : on dénie au lit de Justice le pouvoir de « donner au Roi un droit légal à un impôt ». N'est-ce donc pas la négation formelle de l'autocratie ?

Par contre, le Parlement montrait assez, dans la discussion de la Subvention Territoriale, à quel point le préoccupait le maintien des immunités fiscales au profit des ordres privilégiés. Et c'eût été là peut-être une maladresse, si l'excitation de l'opinion avait permis d'y réfléchir.

Mais la décision la plus grave prise par le Parlement était celle qui défendait l'exécution des édits royaux, qualifiés nuls. Elle ne consistait point seulement en une admonestation aux « juges inférieurs » sur « toute l'étendue de leurs devoirs », ou en une menace peu déguisée aux fonctionnaires fiscaux sur « les dangers auxquels ils s'exposeraient en percevant les impositions ». Elle comportait les mesures légales destinées à suspendre l'exécution des édits : ordre était enjoint au Parquet de transmettre sur-le-champ l'arrêté aux Tribunaux du ressort, aux fins de publication et d'enregistrement, ce qui le rendait exécutoire. Même certains membres proposèrent, de crainte que les gens du roi ne se déroberent, de tenir le lendemain une assemblée des Chambres pour leur demander compte de

(1) Sallier, 96.

l'exécution de ces mesures. Mais on ne put, dit Joly de Fleury, délibérer sur cette proposition, « MM. les Présidents étant levés » (1). Bachaumont, lui, déclare que l'on devait « bien s'attendre que les gens du roi auraient des défenses de faire exécuter l'arrêté ; en conséquence, ils auraient dû faire faire des expéditions sur-le-champ et ne point se séparer que les paquets ne fussent mis à la poste » (2).

En effet, le Parquet, bien que d'accord au fond avec Messieurs des Chambres, hésita à transmettre des actes aussi nettement contraires à la volonté ministérielle. Et son chef, qui paraît avoir possédé par-dessus tout la science des précautions, écrivit le jour même au Garde des Sceaux une lettre pressante : après y avoir rendu compte des événements et des injonctions qu'il avait reçues, il demandait d'urgence des instructions qui le couvrent vis-à-vis du Parlement : «... Il est possible que demain... quelques-uns de Messieurs provoquent une Assemblée des Chambres, et que les gens du Roy y soient mandés pour rendre compte de l'envoi de l'arrêté au Châtelet et au bailliage du Palais. — Dans ces circonstances, Monseigneur, je vous supplie de me faire l'honneur de me marquer les intentions

(1) Joly de Fleury, 187, lettre au Garde des sceaux. Pour le moment d'ailleurs, on se bornait à demander, vu le temps considérable nécessaire à l'écriture des expéditions, l'envoi aux deux plus importants tribunaux du ressort : le Châtelet et le bailliage du Palais.

(2) Bachaumont, XXXV, 14 août.

du Roy, de manière que les gens du Roy puissent être à portée de s'expliquer à l'Assemblée des Chambres, si elle avait lieu. — Je vous supplie aussi, Monseigneur, de me faire part, ou ce soir ou demain matin à 8 heures, avant mon arrivée au Palais, et j'ai l'honneur de vous envoyer un exprès qui attendra vos ordres (1) ».

La réponse ne se fit pas attendre. Dès que l'arrêté fut connu à Versailles, un Conseil extraordinaire se tint, le soir même. Aucune sanction définitive n'y fut résolue cependant. Mais le Roi interdit immédiatement à son Procureur Général d'obtempérer aux injonctions de la Cour : « ... Notre intention est que vous n'adressiez pas à vos substituts, dans les bailliages, sénéchaussées et autres juridictions du ressort de notre Cour de Parlement de Paris, l'arrêté de ladite cour, qu'elle vous a chargé de leur envoyer. Si n'y faites faute, car tel est notre plaisir (2). » Le Procureur Général obéit. Le 14, il répond à Montmorin, qui lui a transmis l'ordre en lui demandant d'accuser réception (3) : « Je me conformerai à l'ordre du Roy (4) ». Mais on sent que cet homme prudent se résout presque à contre-cœur, ou qu'en tous cas il cherche à se justifier d'entraver ainsi l'opposition

(1) Joly de Fleury, 187, lettre précitée.

(2) Joly de Fleury, 189 ; puis on lit : « Ecrit à Versailles, le 13 août 1787. Louis. »

(3) *Ibidem*, 188.

(4) *Ibidem*, 191.

de ses collègues. Il accompagne la lettre de Louis XVI de la note suivante : « En conséquence, je n'ai point fait l'envoi aux bailliages, et je n'aurais pu le faire : *primo*, parce que, du 13 au 14, le Greffier ne m'en avait point donné l'expédition ; *secundo*, parce que, le Parlement ayant été transféré le 15 à Troyes, cette translation a mis obstacle à ce que le Greffier me donne l'expédition de cet arrêté (1). »

En effet, le 14, un nouveau Conseil fut tenu par le roi. Les circonstances devenaient de plus en plus impérieuses. De graves désordres étaient à craindre. Déjà, le 13 août, des scènes regrettables et violentes avaient eu lieu autour de la séance du Parlement et à la sortie des Conseillers. A ce conseil, Brienne, dit-on, proposa d'exiler le Parlement et d'en disperser les membres. Mais Lamoignon combattit cet avis et le fit rejeter : « il fit sentir que des magistrats dispersés seraient inaccessibles à toute négociation » ; et il conclut en disant au roi que, si la translation des Cours souveraines pouvait quelquefois être utile, l'exil individuel des Magistrats serait toujours une imprudence du Ministère(2). — Brienne, pour qui cette idée de translation parut toute nouvelle, l'adopta sur-le-champ, et fit signer au Roi des lettres patentes qui transféraient le Parlement de Paris à Troyes. Le

(1) Joly de Fleury, 190.

(2) Bachaumont, XXXV, 13 août ; Weber, 181 ; Besenval, III, 259.

Garde des Sceaux demanda quelque délai ; il fut mal écouté, et Brienne, en présence du Roi, lui dit : « Vos idées sont excellentes, mais vous êtes trop lent dans vos résolutions (1). »

Les nouvelles qui arrivaient à Versailles déterminèrent pour une large part l'adoption d'une mesure de rigueur. Les rapports de Breteuil étaient de plus en plus alarmants. Le bruit courait que le peuple de Paris préparait en l'honneur des Magistrats rebelles de grandes manifestations pour le lendemain même, 15 août. Ce jour-là, en effet, à l'occasion de la fête de l'Assomption, et par suite d'un vœu fait à la Vierge par Louis XIII, les Cours souveraines se rendaient en procession à Notre-Dame. Et l'on avait projeté de faire au Parlement une marche triomphale : au milieu des acclamations, on devait lui offrir des couronnes, et même élever sur son passage des arcs-de-triomphe.

Pour empêcher ces événements, la translation fut décidée immédiate, et dans la nuit du 14 au 15, on expédia les lettres de cachet individuelles préparées depuis 8 jours. On ne prit que le temps de changer le nom de la ville de Sens, primitivement désignée, pour celui de Troyes, et de gratter la date, en accordant, vu le plus grand éloignement, un jour de délai de plus (2).

(1) Marmontel, IV, 8.

(2) Sallier, 97 (Cf. plus haut, p. 66) et Bachaumont, XXXVI, 29 septembre.

Ces lettres furent portées au domicile de chaque magistrat par un officier du régiment des gardes françaises, accompagné d'un sergent qui restait à la porte de la chambre du destinataire (1). Elles ne donnaient que 4 jours pour se rendre à Troyes, et 24 heures pour quitter Paris (2). En voici le texte : « Monsieur,... je vous fais cette lettre pour vous ordonner de sortir, dans le jour, de ma bonne ville de Paris, et devez rendre en celle de Troyes dans le délai de 4 jours, pour y attendre mes ordres ; vous défendant de sortir de votre maison avant votre départ, à peine de désobéissance. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. A Versailles ce 15 août 1787. Signé : « Louis. » Et plus bas : « Baron de Breteuil (3). »

Les magistrats s'empressèrent d'obtempérer aux ordres royaux et ne tentèrent point la moindre résistance matérielle : au contraire, ils mirent une certaine ostentation à accepter leur exil. Ils sentaient bien le renfort de popularité que leur valait cette mesure. Bachaumont reflète exactement l'opinion, lorsqu'il écrit : « On a vu avec peine l'abbé Le Noir, le doyen des clercs, se séparer en quelque sorte de sa Com-

(1) Sallier, *ibidem* ; Bachaumont, XXXV, 15 août. Les gardes avaient, pour cet office, remplacé les mousquetaires du Roi, supprimés (Besenval, III, 259.)

(2) Sallier, 97 ; Bachaumont, XXXV, 15 août.

(3) Bachaumont, XXXV, 15 août.

pagnie, en ne se rendant pas à Troyes, et ayant fait solliciter à la Cour par le duc de Penthièvre, comme chef de son Conseil, la liberté de rester à Gournay, prieuré délicieux qu'il possède à 4 lieues de Paris. M. d'Epréménil, forcé de rester chez lui par ordre des médecins, le menaçant d'un danger de mort s'il se mettait en route avant une crise annoncée par la nature, s'est pressé de partir dès qu'il l'a pu (1). » Du reste, il semble que les dérogations particulières furent très rigoureusement refusées par le roi. Le prudent Joly de Fleury, qui, cependant, avait observé les plus grandes réserves, ne put obtenir dispense. C'est en vain qu'il adressa au baron de Breteuil et au Garde des Sceaux la demande de rester dans sa terre de Fleury (2). Tous les deux lui transmirent un refus (3).

Quelques magistrats ne voulurent point tenir un compte rigoureux de l'ordre du roi qui les consignait chez eux jusqu'au départ. Robert de Saint-Vincent répondit à l'officier : « Apparemment on a oublié que c'était fête solennelle, et que j'avais à servir un plus

(1) Bachaumont, XXXV, 17 août.

(2) Joly de Fleury, f^{os} 201 et 203. Le 15 août, il écrit à Lamignon : «...Ma santé est très délicate et s'affaiblit de jour en jour ; je suis presque octogénaire... Voilà 58 années de service consécutives dans les charges d'avocat général et de procureur général de Sa Majesté. Je m'en vais aujourd'hui à Fleury, mais mes forces ne me permettent pas de me rendre à Troyes...»

(3) Joly de Fleury, f^{os} 199 et 202.

grand maître que le Roi ; ainsi je vous déclare que je vais à l'église. » Même deux ou trois jeunes gens affectèrent, contrairement à leurs habitudes, d'aller ostensiblement à la grand'messe à Saint-Paul, d'y retourner à vêpres, au sermon, aux processions et bénédictions, bref d'y parader tout le jour et de ne partir qu'après (1).

(1) Bachaumont, XXXV, 21 août.

CHAPITRE VI

LE PARLEMENT A TROYES : L'ARRIVÉE

La translation du Parlement était, en l'espèce, une mesure maladroite. Venue trop tard, comme toutes les résolutions que la force des choses arrachait à ce gouvernement faible et incertain, elle ne résolvait aucune difficulté. Elle n'empêcha même point les manifestations à la procession du vœu de Louis XIII. « Pendant la marche, les poissardes ont jonché de fleurs la ligne par où aurait dû passer le Parlement, et tout ce détail, rapporté à la cour, l'a extrêmement mortifiée (1). » Au contraire, l'effervescence s'accrut. Les murs de la capitale, de Versailles, les arbres des routes, même les couloirs du palais se couvrirent de placards « affreux », dit Bachaumont, et « spécialement dirigés contre la reine (2) ». En dehors même de

(1) Bachaumont, XXXV, 16 août.

2) Bachaumont, XXXV, 15 août.

cette exaltation populaire, la translation rappela au peuple un despotisme suranné, contre lequel justement l'opinion tendait à s'élever depuis longtemps. Beaucoup de gens, modérés et de bonne foi, qui avaient jusque-là désapprouvé le Parlement, ou qui étaient hostiles par principe à ses prétentions, prirent parti pour lui. Mirabeau, dans une lettre du 2 septembre 1787, adressée à M. de Mauvillon, écrivait, lui qui détestait le Parlement : « Il n'est point exilé ; il a seulement ordre de rendre la Justice à Troyes ; c'est une absurde horreur (1). »

Pour ceux d'ailleurs qui réfléchissaient froidement aux conséquences directes de la mesure, dans l'ordre judiciaire, l'effet en était déplorable pour les justiciables. Augeard, secrétaire des Commandements de la reine, prétend avoir dit à Lamoignon (2) : « Vous laissez sans justice deux ressorts immenses, et comment voulez-vous en bonne foi transporter les avocats, les procureurs, les greffiers, la chancellerie à 40 lieues de la capitale ? Comment voulez-vous forcer tous ces officiers, et surtout les justiciables à des transports et frais de voyage aussi coûteux ? Prenez-y garde, ce n'est plus une guerre parlemen-

(1) Cf. Mirabeau, *Mémoires*, t. IV, p. 445 : Le « Ministre... s'entoura de l'appareil aussi inconséquent qu'odieux des formes du despotisme. »

(2) Augeard, *Mémoires secrets*. — Le second ressort dont il s'agit est Bordeaux dont le Parlement fut transféré à Libourne.

taire que vous allumez, c'est une guerre nationale. »

Tous les magistrats se firent une obligation de protester de leur solidarité avec le Parlement de Paris. Joly de Fleury reproduit une lettre par laquelle un Conseiller à la Table de Marbre lui demande, dès le 14 août, de lui faire parvenir les arrêtés, pour que les amirautes puissent « partager avec le reste de la magistrature la gloire de consigner sur leurs registres les sages maximes du Parlement (1) ». Les Cours de Province redoublèrent, comme nous aurons à le voir plus loin, leurs protestations déjà formulées : 8 sur 13 protestèrent contre l'exil de « Messieurs de Paris. »

Rien ne parvint à émouvoir Brienne. Enclin aux petits moyens, parce que d'esprit peu élevé, il n'avait qu'un but : obtenir du Parlement l'enregistrement des édits qui lui apporteraient de nouvelles ressources. Et il se flattait que l'exil et l'ennui amèneraient les conseillers à résipiscence. Mais il paraît avoir regretté sa décision presque aussitôt après l'avoir prise. « A peine le Parlement fut-il arrivé à Troies », dit Marmontel (2) « que Brienne, en conférant avec le Garde des Sceaux, se souvint, comme par hasard, que la présence de cette Cour lui serait nécessaire pour ses emprunts du mois de novembre. « Si j'y avais pensé plus tôt, s'écria-t-il, je ne l'aurais pas exilé ; il faut le

(1) Joly de Fleury, f^o 192.

(2) Marmontel, *Mémoires*, t. IV, p. 8. Marmontel ajoute : « C'est du garde des sceaux que je tiens ces détails. »

rappeler bien vite. » Et aussitôt ses émissaires furent mis en activité ». Pareille étourderie, pareille versatilité sont vraiment inouïes, en telle circonstance.

D'un autre côté l'Archevêque de Toulouse crut calmer l'exaspération de l'opinion et gagner sa confiance en publiant deux édits, dont l'un réunissait la poste aux chevaux à la poste aux lettres, et l'autre portait renonciation de la reine et des frères du roi à la franchise de leurs plis. Et l'on annonçait triomphalement que ces deux « économies » avaient fait consentir au fermier des postes une augmentation de bail de 120.000 livres !

D'aussi petits remèdes à un déficit qu'on criait être être énorme, s'ils ne passaient pas totalement inaperçus, ne pouvaient que sembler ridicules.

Cependant, le Parlement se rassemblait à Troyes. Deux jours après les titulaires, les conseillers honoraire^s qui avaient assisté aux assemblées reçurent eux aussi des lettres de cachet leur enjoignant de rejoindre les premiers (1). Ces lettres étaient différentes, et plus sévères en ce sens qu'elles « donnaient en quelque sorte la ville pour prison », avec défense de « déssemparer (2) ». D'autre part, les arrivées furent forcément échelonnées et retardées par le manque de

(1) Bachaumont, XXXV, 25 août.

(2) Bachaumont, XXXV, 30 août.

chevaux que l'improviste du départ n'avait pas permis de rassembler. Le Procureur Général arriva un des derniers (1). Un état des logements imprimé à Troyes, et mentionné par Bachaumont à la date du 30 août constate la présence de : 9 présidents, y compris le premier, 36 conseillers, 1 conseiller d'honneur (2), et 11 conseillers honoraires (3).

Les « pères conscrits », comme on les appelait (4), furent reçus dans leur nouvelle résidence avec un enthousiasme indescriptible. Ce fut le 16, vers 7 heures du matin, que la nouvelle arriva dans la ville, de la translation du Parlement (5). Immédiatement, les officiers municipaux se réunirent pour chercher des logements aux magistrats. Mais les habitants, désireux de manifester leur sympathie aux magistrats exilés, mirent d'eux-mêmes leurs appartements à la disposition des échevins. De sorte qu'il y en eut plus

(1) Bachaumont, XXXV, 24 août. Il arriva le 20, à 8 heures du soir : il invoque « la difficulté d'avoir des chevaux ». Joly de Fleury, f° 225.

(2) C'était M. Barillon de Morangi qui, quoique les conseillers d'honneur n'eussent pas reçu de lettre de cachet, avait tenu à honneur d'aller à Troyes.

(3) Bachaumont, XXXV, 30 août. « Il est à observer, ajoutait-il, que le douzième (conseiller honoraire), M. de la Guillaume minor, a fait toutes sortes de bassesses pour ne point aller à Troyes, a objecté, quoique se portant très bien, qu'il était très malade, et a obtenu de rester dans un appartement qu'il occupe au château de Madrid. »

(4) *Correspondance secrète*, II, 175.

(5) Voy. A. Babeau, *op. cit.*

qu'il n'était même nécessaire ; 132 avaient été trouvés le premier jour, dans la matinée, dès 10 heures et demie. Des artisans proposèrent de céder leurs chambres aux employés et commis, en disant : « nous dormirons sur des chaises ». Les tapissiers n'étant point suffisamment pourvus de meubles, les citoyens qui n'avaient pu disposer de leur logement offrirent leur mobilier. Le palais de Justice, ancien palais des Comtes de Champagne; fut mis à la disposition du Parlement, pour ses audiences, par le bailliage et les autres juridictions qui l'occupaient.

Dès lors, toutes les séances furent occupées par la réception de députations de toutes sortes, qui venaient apporter, dans de pompeuses harangues, leurs félicitations et leurs vœux. Il était du reste impossible de rendre la justice, et on ne la rendait pas. A toutes les audiences, on appelait les causes pendantes. Mais pas un avocat, pas un procureur ne se présentant, on était obligé de renvoyer et de se lever sans qu'il eût été plaidé (1).

En revanche, les adresses, les discours pleuvaient, et le défilé des orateurs à la barre semblait ne devoir jamais s'interrompre. Le maire de Troyes se présenta, le 22, à la première séance, accompagné de ses échevins et louangea les vertus des Conseillers : « Plus heureux que nos pères », dit-il, « nous avons aujour-

(1) Besenval, III, 280.

d'hui le bonheur de voir la première Cour du royaume réunie tout entière dans nos murs... Témoin des vertus de ces Magistrats, cette ville sera affermie par leurs grands exemples dans la pureté des sentiments et des mœurs (1)... » Outre le Châtelet, la Chambre des Comptes, la Cour des Aides, le Parlement de Toulouse, l'Université, qui envoyèrent des adresses, les bailliages voisins, et même d'autres assez éloignés du ressort, tinrent à faire leur manifestation en faveur des victimes de Brienne, soit en envoyant des députations, soit en expédiant des adresses. Il en vint d'Auxerre, de Château-Thierry, de Reims, de Joinville, etc. Le lieutenant-général de Sens, à la tête des députés de cette ville, déclara adhérer entièrement à la doctrine formulée par le Parlement en matière d'impôt. Les orateurs de Langres et de Provins tinrent le même langage. Ceux de la prévôté de Bar-sur-Aube, félicitèrent les magistrats d'avoir « plaidé la cause du peuple ».

En ville, ce n'étaient que repas et réceptions. Les meilleures maisons se disputaient l'honneur de traiter Présidents et Conseillers. M. de Barral, évêque de Troyes, revint exprès dans cette ville, et tant que le Parlement y demeura, il donna chaque soir en son honneur, un dîner de quarante couverts. La population tout entière était surchauffée, ne cessant d'ac-

(1) Bachaumont, XXXV, 1^{er} septembre.

clamer dans les rues ceux de ses hôtes qu'elle y reconnaissait.

De leur côté, les Présidents tenaient à honneur de se montrer splendides : ils lançaient à leur tour des invitations. Les Conseillers les imitaient pour rendre leur politesse aux habitants qui les avaient invités : ce fut une période telle qu'on faillit manquer de bois et que, longtemps après, les vieilles gens de Troyes disaient que, depuis le séjour du Parlement, il n'y avait plus de grosses écrevisses (1). Le soir, on illuminait les maisons en leur honneur. On écrivit sur la porte d'un ancien membre du Parlement Maupeou, chez lequel personne n'avait voulu descendre, cette phrase du Psalmiste : *Cor contritum et humiliatum non despicies*. Le gouvernement finit par s'inquiéter de l'effervescence qui régnait dans la petite ville : plusieurs régiments reçurent, dit-on, l'ordre de se tenir prêts à l'aller occuper (2).

Vivant dans un tel milieu, après les événements qui venaient de le frapper, le Parlement attendait impatiemment l'occasion d'élever à nouveau la voix. Les nouvelles qu'il reçut de Paris durent exalter encore cette impatience.

(1) Babeau, *Le Parlement de Paris à Troyes en 1787*, p. 79.

(2) Lameth, *Histoire de l'Assemblée Constituante*, Introduction, p. LXXIII.

CHAPITRE VII

PROTESTATIONS DE LA CHAMBRE DES COMPTES, DE LA COUR DES AIDES ET DU CHATELET

Le départ du Parlement avait créé dans la capitale un trouble sérieux. Autour du Palais, notamment, une foule principalement composée de clercs et de gens de la basoche, tenait des rassemblements nombreux et continus. Les conversations, les chansons, les cris injurieux pour le roi et la reine atteignaient le paroxysme. La police, les suspects étaient rossés à chaque instant. Le tapage devint plus furieux encore quand on sut que le 17, d'ordre du roi, Messieurs ses frères allaient procéder à l'enregistrement des Edits en Chambre des Comptes et en Cour des Aides. Cette manifestation de violence, aussi inutile que maladroite, était le comble de l'imprudence et de la légèreté.

Le comte de Provence, qui devait aller à la Chambre

des Comptes, était agréable au peuple. Le rôle qu'il avait joué aux Notables, l'opposition qu'il passait pour avoir toujours faite aux décisions ministérielles les plus impopulaires, lui assuraient un succès parmi la foule. Divers bruits circulaient qui devaient le faire encore mieux accueillir. On disait qu'il avait tout d'abord refusé la mission que lui confiait Louis XVI et que la discussion entre eux avait été fort vive : le roi aurait demandé à son frère s'il voulait renouveler les événements malheureux du règne de Charles VI, et même il aurait eu un geste de colère tel, que le futur Louis XVIII aurait été obligé de se retirer. On affirmait même, le 15, qu'il avait été exilé.

Monsieur obéit cependant, et se rendit à la Chambre des Comptes. Mais il traversa Paris dans une attitude grave et triste, comme pour indiquer qu'il allait contre ses sentiments (1). Aussi fit-il le trajet au milieu de la foule (2), qui lui jetait des fleurs. La Chambre, elle aussi, l'accueillit très respectueusement, et lorsqu'il se retira ses chevaux avaient peine à passer « à travers les flots de peuple qui le bénissaient. » (3)

Les choses ne se passèrent pas du tout ainsi pour le Comte d'Artois, dont l'impopularité avait atteint

(1) Sallier, 97.

(2) Bachaumont, XXXV, 17 août.

(3) Bachaumont, XXXV, 17 août.

la dernière limite. Connue comme favori de la reine et ami du ministère, il passait pour avoir conseillé toutes les mesures violentes. Un dernier bruit courut sur son compte, qui acheva d'exaspérer la foule. On affirma que, parlant des embarras du roi, il se serait écrié : « Je m'en tirerais bientôt à sa place, avec six livres de corde (1). » Aussi des groupes compacts et hostiles s'étaient massés devant la Cour des Aides. Le Comte d'Artois y arriva, affectant une attitude fière et un regard menaçant. Il fut sifflé et hué de façon inouïe. A un moment même, le prince courut quelque danger, ou du moins ses gardes le crurent ainsi. Un officier cria : « Aux armes ! » A l'instant toute la populace dévala le grand escalier dans une formidable bousculade. Un homme blessé mit le comble au tumulte. Le Comte d'Artois, encore saisi d'effroi, prononça, à la Cour des Aides, un discours très bref : on voyait qu'il n'était point remis de son émotion (2). La foule, continuant ses manifestations, le hua encore à la sortie de la séance, et rossa, pour se faire la main, quelques espions de police, ou présumés tels.

L'enregistrement ne fut du reste consenti, ni par la Chambre des Comptes, ni par la Cour des Aides. Toutes deux prirent des arrêtés de protestation, en

(1) Bachaumont, XXXV, 17 août.

(2) Bachaumont, XXXV, 17 août.

empruntant rigoureusement les doctrines et jusqu'à l'attitude du Parlement.

La Chambre des Comptes, dans son arrêté du 18, après avoir protesté qu'on ne lui a fait connaître, ni la réalité exacte du déficit, ni le montant des bonifications, et « *considérant que... suivant les formes constitutives de la monarchie, une nouvelle nature de subsides exige le consentement de la nation* », déclara « *nulle et illégale la transcription faite sur ses registres, d'impositions nouvelles qui ne peuvent être consenties que par les Etats-Généraux.* » Elle réclamait, en outre, impérieusement, le rappel du Parlement, dont ils louaient la conduite « *inspirée par le patriotisme le plus pur* (1). » Avant la séance, la Chambre avait d'ailleurs protesté contre le principe même du lit de justice, et le discours du Premier Président, M. de Nicolaï, en réponse à Monsieur, exprime les mêmes sentiments (2). La cour s'abstint d'aller porter ses supplications au Roi.

Le lundi 23 août, un arrêt du Conseil du Roi vint casser la protestation de la Chambre des Comptes. Il lui reproche d'avoir *outrépassé l'objet de sa compétence..., essayé d'entretenir une fermentation dangereuse dans les esprits, et tenté de réduire Sa Majesté à l'impossibilité de remplir ses engagements, en déclarant*

(1) Bachaumont, XXXV, 19 août.

(2) Réimpression de l'ancien Moniteur, 17 août 1787.

contre tout droit... que la Chambre pouvait frapper de nullité l'enregistrement fait par ordre de Sa Majesté.

Puis il retient ce fait que l'arrêté est non seulement contraire aux lois, mais à la discipline de la Chambre, comme ayant été pris sans la réunion de tous les membres, dont une partie a réclamé (1)... Enfin, il enjoint aux Intendants du ressort de faire imprimer publier, et afficher le présent (2).

Mais un conflit s'engagea tout aussitôt. Chaque Cour de justice ou de finances brûlait d'imiter du plus près possible le Parlement. M. Nicolaï protesta auprès du Garde des Sceaux contre la cassation de l'arrêté de sa Compagnie, alors qu'on ne prenait pas la même mesure vis-à-vis des autres, et surtout de la

(1) Voici à quoi fait allusion ce passage : il y avait trois ordres de conseillers : les présidents et maîtres, les correcteurs, les auditeurs. Ces deux derniers, d'après la coutume, ne prenaient part qu'aux délibérations générales concernant les intérêts de la Compagnie ; encore n'y assistaient-ils que par le moyen d'une délégation comprenant deux membres pour les premiers et quatre pour les seconds, plus nombreux. Convoqués la veille de la venue de Monsieur, et en vue de la séance préparatoire, ils avaient attendu en vain, dans leurs bureaux respectifs, qu'on les avertît d'envoyer leurs délégués siéger avec les maîtres. Quand ils se décidèrent à les y envoyer d'eux-mêmes, la séance était levée. En outre, ils ne furent point invités à la séance du 17. Aussi, dès le 18, protestèrent-ils, par des arrêtés qu'ils adressèrent au Garde des sceaux. Il est à remarquer que l'arrêté des auditeurs porte que ceux-ci sont également alarmés de l'effet desdits Edit et Déclaration du Timbre et de la Subvention Territoriale (Bachau-mont, XXXV, 7 septembre).

(2) Bachau-mont, XXXV, 10 septembre.

Cour des Aides. Lamoignon lui répondit en incriminant le manque de franchise de la Chambre des Comptes, qui n'avait point apporté au Roi sa protestation. Sur cette réponse, un nouvel arrêté dirigé plus spécialement contre le Garde des Sceaux, fut pris le 1^{er} septembre. Et il demeura secret, sans qu'on voulût même le communiquer à l'intéressé.

Cela n'empêcha pas, du reste, l'arrêté de se vendre couramment quelques jours après, malgré la défense expresse des réglemens récemment promulgués, réitérée par le roi lui-même. En effet, le 6, recevant une députation des Comptes, il lui dit : « Ce n'est point par des arrêtés que mes Cours doivent me faire connaître leurs observations sur mes édits. J'écouterai toujours volontiers leurs remontrances... Reprenez votre arrêté, et prenez garde qu'il soit imprimé (1). »

La Cour des Aides tint une conduite identique. Cependant, le gouvernement comptait qu'elle serait avec lui. On la savait divisée, et elle était présidée par M. de Barentin, qu'on disait acquis au ministère : l'opinion publique avait même pour cela baptisé ce Magistrat du nom de « Barbotin (2) ». Il y eut bien d'ailleurs des hésitations. Réunie deux fois avant le lit de Justice, la veille et le matin même, la Cour s'était trouvée partagée exactement entre l'enregis-

(1) Bachaumont, XXXVI, 18 septembre.

(2) Bachaumont, XXXV, 19 août.

trement et la protestation (23 voix contre 23) (1). Aussi le Premier Président adressa-t-il au Comte d'Artois un discours sans signification précise (2). Il se borna à protester contre les libéralités injustifiées et les acquits au comptant. Puis, après la séance, il fit remettre la délibération au lendemain, pour attendre « que le chevet ait donné conseil (3) ».

La protestation l'emporta cependant, et un arrêté long, bien motivé et appuyé sur des justifications historiques, vint affirmer l'adhésion de la Cour des Aides aux doctrines parlementaires. Il fut, dit-on, voté même à l'unanimité. La rédaction en est intéressante. Il débute, bien entendu, par des récriminations formelles contre les 600 millions d'impôts que paie la France, et qui devraient suffire pour la mettre à l'abri de toutes les nouvelles inventions du génie fiscal. Puis il reprend, sous une forme remarquablement personnelle, la théorie de l'impôt consenti. Pour la Cour des Comptes, l'impôt est une *dérogation* et une *atteinte* au droit de propriété qui est la première de toutes les lois, celle qui existe avant les empires... (celle) de tout peuple qui n'est point esclave. Et c'est en vertu de cette conception qu'elle affirme que ce serait anéantir ce droit sacré et imprescriptible que de consentir à l'établissement de tout impôt que la Nation elle-

(1) Bachaumont, *loc. cit.*

(2) Bachaumont, *loc. cit.*

(3) Réimpression de l'ancien Moniteur, 17 août 1787.

même n'aurait pas octroyé. C'est une doctrine fondée sur l'histoire, car les rois ont pendant longtemps déclaré., qu'ils regardaient les subsides comme un don qu'ils tenaient de la pure et franche libéralité des peuples. Et il doit en être encore ainsi, malgré les infractions récentes à ce principe. Les rois ne peuvent dire qu'aucuns droits nouveaux leur soient acquis contre leurs sujets. — Si, dans l'espoir d'une libération prochaine, la Cour s'est cru permis d'autoriser la levée de certains impôts, elle a plutôt présumé l'amour des Français pour leur souverain, qu'elle n'a mesuré l'étendue d'un pouvoir que le roi même ne peut communiquer aux Magistrats, puisqu'il n'appartient qu'à la Nation. En conséquence, la Cour des Aides demande la convocation des Etats-Généreaux, en faisant remarquer : d'abord qu'elle est à cela plus fondée qu'une autre Cour... puisqu'elle fut créée à leur demande (des Etats), et dans le moment où ils accordaient au Roi Jean des secours volontaires ; ensuite que c'est seconder les vues bienfaisantes du Roi que de le faire, puisque Louis XVI qui a assemblé les Notables et créé les Assemblées provinciales, n'a manifesté que le vœu de son cœur d'avoir des relations plus intimes et plus immédiates avec ses peuples. Pour terminer, enfin, l'arrêt réclame le rappel du Parlement (1).

(1) Bachaumont, XXXV, 23 août.

La foule attendait avec impatience l'issue de la délibération. Comme les portes s'ouvraient, le premier Conseiller qui se hasarda à sortir fut assailli par une bande de curieux et de clercs qui le forcèrent à remonter pour leur communiquer l'arrêté. Croyant le Magistrat en péril, le burettier intervint et, malheureusement, tua un badaud, un procureur. La fuite seule l'empêcha d'être écharpé. Finalement, le public envahit la chambre, se fit montrer les registres et lire l'arrêté, puis se retira en poussant des cris de triomphe : on comblait Messieurs des Aides « d'applaudissements et de bénédictions » (1).

La protestation fut apportée, le 26 au Roi, à Versailles. Il y répondit durement en déniaut aux Cours de Justice le droit de demander la convocation des Etats-Généraux. *Vous devez tout espérer, ajouta-t-il, de ma justice et de mon amour pour mon peuple, Mais vous devez sentir tout ce que comportent les circonstances.* Quant à l'exil du Parlement, *il était devenu nécessaire de l'éloigner de Paris. L'éclat donné à ses dernières assemblées avait excité dans le peuple une fermentation que sa présence ne pouvait qu'entretenir et accroître. Je jugerai de l'époque où il sera prudent de l'y rétablir* (2).

La Cour voulut avoir le dernier mot. Le surlende-

(1) *Idem*, 30 août.

(2) Bachaumont, XXXV, 30 août.

main, 28, elle rédigea un second arrêté. Elle y déclarait persister dans ses premières résolutions et constatait que seule la demande nouvelle d'impôts du Roi avait forcé les *Cours, toujours fondées à réclamer les droits de la nation, à demander les Etats-Généraux...* Elle y déniait, par précaution, aux Assemblées provinciales le droit de consentir l'impôt, et justifiait l'attitude du Parlement proclamant son incompétence à enregistrer les édits. Puis, après avoir observé que *la fermentation populaire a plutôt suivi que précédé l'absence du Parlement* et que son retour est le vœu de tous les ordres de l'Etat qui gémissent de voir le cours de la justice interrompu dans tous les Tribunaux, elle décidait de nouvelles supplications tendant toujours au retrait des édits, à la convocation des Etats, et au rappel du Parlement (1).

La députation se présenta au roi le 2 septembre. Il lui répondit en reprochant à la Cour de repousser les taxes de parti pris : *J'avais attendu du zèle de ma Cour des Aides qu'elle m'apporterait des observations plus étendues.* Et, s'en référant pour le surplus à sa précédente réponse, il affirma son pouvoir absolu : *J'ai reçu des Rois mes prédécesseurs la plénitude de l'autorité qu'ils ont exercée, et la portion que j'en ai confiée à mes Cours ne peut jamais avoir pour effet de demander le retrait de mes lois sans les examiner*

(1) Bachaumont, XXXV, 30 août.

et sans me présenter les inconvénients qui peuvent résulter de leurs dispositions. Mes Cours ne peuvent pas penser qu'elles aient reçu tout pouvoir pour résister à mes volontés et aucun pour les faire exécuter. Il promet cependant de ne rien innover relativement aux édits avant la rentrée, et la réception des observations qu'il attendait *de plusieurs négociants et Chambres de Commerce* (1).

Par arrêté du 3 septembre, la Cour se hâta de prendre acte de cette promesse et chargea le Procureur Général de *veiller* à son exécution. Elle insistait à nouveau pour le retour du Parlement, en priant le Premier Président d'y *employer ses bons offices auprès du Roi* (2).

Le Châtelet voulut lui aussi protester. Dès le 17, personne ne s'était présenté à l'appel des causes ; les avocats qui étaient venus avaient affecté de se mettre en couleur et de ne se montrer que comme curieux (3). Il décida le 21 d'envoyer une députation au roi « en la personne du Garde des Sceaux ». Celui-ci la reçut le dimanche 26. Le lieutenant-civil, en la présentant, exprima dans un discours bien fait, la douleur profonde que sa Juridiction ressentait de l'absence du Parlement, et supplia le roi de le rappeler. Lamoignon

(1) Bachaumont, 3 septembre.

(2) Bachaumont, 3 septembre.

(3) Bachaumont, XXXV, 5 septembre.

répondit simplement qu'il rendrait compte à Sa Majesté et qu'elle écouterait volontiers les doléances de magistrats dont elle n'avait qu'à se louer. Il s'efforça néanmoins de justifier la translation du Parlement « dans une des villes les plus considérables du ressort », et de démontrer qu'il n'en résulterait « aucun changement dans l'administration de la justice ». Le 28, le Châtelet revint à la charge. Il décida que le lieutenant-civil ferait auprès du roi de nouvelles instances, pendant que, ce jour même, le lieutenant particulier et un conseiller se transporteraient à Troyes, pour exprimer au Parlement « sa douleur et ses vœux de retour (1) ».

Les autres juridictions suivirent les exemples donnés. Le 22 août, la Cour des monnaies prit à son tour un arrêté et décida d'envoyer une députation demander au roi le rappel du Parlement, en lui témoignant de « la douleur profonde » que causait son éloignement (2).

Le 30, les « Officiers des Eaux et Forêts de France au siège général de la Table de marbre de Paris prirent la même décision et envoyèrent en outre une députation à Troyes, pour complimenter le Parlement (3).

(1) Bachaumont, 3 septembre.

(2) *Idem*, XXXVI, 30 septembre.

(3) Bachaumont, 25 septembre.

La sénéchaussée de Lyon elle-même, après avoir enregistré le 7 septembre l'arrêté du Parlement en date 27 août, adressa le 13 des représentations au Garde des sceaux sur l'éloignement du Parlement et ses « désastreuses conséquences pour l'administration de la justice ». Et, en adressant expédition de cette protestation au Parlement, elle s'excusait de ce que la distance l'empêchât d'envoyer une délégation (1).

Bachaumont rapporte que « MM. du Grand Conseil, dont l'institution nouvelle est de remplacer au besoin le Parlement de Paris, et même les autres, lorsque le roi juge à propos de les punir., sans faire d'arrêté en règle et par écrit, sont convenus, dit-on, entre eux de ne point obtempérer aux ordres de la Cour, s'il leur en venait à cet égard (2) ».

Mentionnons enfin, parmi bien d'autres protestations, un arrêté, à la date du 20 août, de la Communauté des libraires et imprimeurs protestant contre le Timbre (3), et les lettres de condoléances des 6 corps de marchands de Paris au Parlement sur son exil (4).

(1) Bachaumont, XXXV, 21 août.

(2) Bachaumont, 18 août.

(3) Hardy, VII, f° 185.

(4) Joly de Fleury, vol. 2115, f° 1.

CHAPITRE VIII

ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Cette sorte de révolte générale de la Magistrature, entraînée par le Parlement, méritait une sanction sévère, si l'on voulait éviter de laisser périr l'autorité royale. Dès le début, en effet, il fut question d'appliquer à la Cour des Aides et à la Chambre des Comptes la même peine qu'au Parlement, et de transférer la première à Beauvais, la seconde à Amiens. Mais Mallesherbes obtint que les lettres de cachet, déjà signées, paraît-il, ne fussent pas expédiées (1). Bien au contraire, et à la surprise du public, M. de Nicolaï, premier Président des Comptes fut, après les protestations de sa Cour, nommé Chancelier de la Reine. On en conclut que Sa Majesté ne prenait point en mauvaise part l'opposition de ses magistrats (2). On alla même

(1) Sallier, 98.

(2) Bachaumont, XXXV, 20 août.

jusqu'à raconter que le roi était irrité contre Brienne, et qu'il lui aurait déjà dit, d'un air colère, quand le Parlement eut refusé d'admettre les édits : « Eh bien, Calotin, ils refusent d'enregistrer. Voyez à vous en tirer (1). » Et l'on rapprochait de tout cela la réponse particulièrement bénigne qui avait été faite aux supplications de la Cour des Aides.

Ce qu'il y avait de certain, en tous cas, c'est qu'il y avait lutte dans le Conseil du roi et dans le ministère même, entre les partisans de l'indulgence, peu ou prou animés des idées nouvelles, ou anciens magistrats, comme Malesherbes, et ceux qui voulaient une répression énergique de la rébellion parlementaire. La reine intervint pour qu'on fit une plus large place et un plus complet crédit à Brienne, son protégé. On voulait en faire le chef du Ministère. Mais Louis XVI, afin de montrer combien il était jaloux d'une autorité dont il ne gardait que les apparences, refusait obstinément d'avoir un premier ministre. On tourna la difficulté, et l'Archevêque de Toulouse fut nommé « ministre principal ».

Désormais, Brienne allait donc mener les choses à sa façon. Et les événements en portèrent bien la marque. Toujours tâtilleur et court de vue, il ne visa qu'un seul but : arriver d'une façon ou de l'autre à obtenir, avec le concours du Parlement, des impôts

(1) Bachaumont, XXXV, 23 août.

et par suite de l'argent. De la gravité des circonstances de la grave révolte des Corps judiciaires, il ne se préoccupa que peu. On fit cependant crier et publier à nouveau le procès verbal du lit de Justice, et cette fois, « avec l'authenticité la plus détaillée », dit Bachaumont. Mais « les colporteurs plus pudibonds n'osaient encore annoncer le véritable titre, et par une qualification dérisoire aux yeux de beaucoup de gens, mais à coup sûr autorisée et suggérée, criaient seulement : « Voilà du beau et du bon ! (1). »

En même temps, pour répondre aux publications de tout genre qui, journellement, attaquaient le ministère, Brienne prit successivement deux mesures, qui furent d'ailleurs aussi inefficaces l'une que l'autre. D'abord, il essaya de faire publier des répliques aux libelles hostiles et surtout aux publications du Parlement et de ses membres, arrêtés et discours. La plus remarquée de ces répliques, et celle dont on attendait le plus d'effet, était intitulée : *Observations d'un Avocat sur l'Arrêté du Parlement de Paris du 13 août 1787*, dont l'auteur était très probablement un sieur Moreau, en effet avocat au Parlement.

Elle reproduisait d'un côté l'arrêté et de l'autre le commentaire, plus long encore que le texte. C'était assez médiocre et précédé d'un *Avertissement* fait tout entier d'attaques personnelles contre les principaux

(1) Bachaumont, XXXV, 27 août.

meneur du Parlement. On y conseillait à Robert de Saint-Vincent, janséniste austère « qui joint une âme droite à une tête ardente, de ne plus s'occuper que de la bulle *Unigenitus*, à d'Epréménil de « recommencer à poursuivre la gloire dans le tombeau de Lally, ou dans le baquet de Mesmer » ; à Sabathier de « faire entériner ses lettres de grâce dans la Compagnie et de rejoindre les drapeaux de son général, Pierre Augustin Caron de Beaumarchais » ; à l'abbé le Coigneux, de « laisser reposer sa mémoire qui fait tous les frais de ses motions » ; et à Sémonville, « étonné de sa renommée et de son influence, de suivre un bon régime pour se garantir des frayeurs que cause la gloire (1) ». La brochure n'eut point l'effet attendu. Non seulement elle ne convainquit personne, mais elle provoqua une nouvelle rumeur populaire. Le 21 août, elle fut solennellement brûlée au Palais par la basoche oisive, qui saisit avidement cette occasion de manifester. On parodia, pour procéder à cette cérémonie, les usages de justice, et une procédure fut commencée contre l'auteur. Par la même occasion, on brûla aussi les déclarations du Timbre et de la Subvention Territoriale, dans la cour du Mai, au pied du grand escalier (2).

(1) Bachaumont, XXXV, 27 août.

(2) Bachaumont, XXXV, 21 août. Il dit plus loin (XXXV, 11 septembre) que « les Cours et le Châtelet avaient eu quelque velléité de sévir contre... les observations d'un avocat. » Et il loue un « écrivain patriote » d'avoir réfuté « ce

Ce premier moyen n'ayant point réussi, et comme il devenait d'ailleurs nécessaire de mettre un terme aux désordres, qui avaient dégénéré en véritables émeutes, le gouvernement résolut de contenir Paris par des mesures de répression. Le bailli du palais qui, en l'absence du Parlement, exerçait la police, donna ordre aux procureurs de contenir leurs clercs, principaux auteurs des troubles, et de les garder chez eux. Puis il rendit le 20 août une Ordonnance interdisant les attroupements tumultueux. Et, le 3 septembre, une autre Ordonnance vint enfin défendre de vendre aucune brochure, ou aucun imprimé qui ne fût revêtu des formalités requises. Cette dernière décision était maladroite entre toutes. Elle fut un prétexte de plus à l'agitation, et ne supprima pas le moins du monde la propagation des libelles, des pamphlets, et des arrêtés des Cours. Ils disparurent des boutiques du Palais-Royal et d'ailleurs, mais circulèrent sous le manteau avec une activité peut-être plus grande encore.

Enfin, par crainte d'une émeute sérieuse, on plaça un peu partout, et spécialement autour du Palais, des postes militaires. L'hôtel de la police demeura ouvert en permanence, et 1900 soldats du régiment des gardes occupèrent la ville, qu'ils sillonnaient de pa-

pamphlet... où les lois fondamentales du royaume sont renversées... et le despotisme le plus absolu mis à la place du gouvernement monarchique. »

trouilles. Les officiers furent consignés à leur poste. Bref, on prit toutes les mesures qui, en supposant une dangereuse fermentation populaire, la provoquent le plus souvent (1).

(1) Bachaumont, XXXVI, 22 septembre.

CHAPITRE IX

LE PARLEMENT A TROYES : LA RÉSISTANCE

Par suite d'obstacles et de retards de toute nature, le Parlement ne put se réunir, à Troyes, qu'à l'extrême limite du délai de huitaine que lui impartissaient les ordres royaux. C'est le mercredi 22 août que se tint cette séance, où le Procureur Général requit enregistrement des lettres-patentes ordonnant la translation, et dont la teneur n'a rien que de banal. Il y est enjoint à la Cour de commencer les audiences dans un délai maximum de huit jours ; on défend aux magistrats d'exercer leurs charges dans « la bonne ville de Paris », et aux justiciables du ressort de se pourvoir ailleurs qu'à Troyes. Un passage menaçant est seul à retenir : il y est dit que le Parlement rendra la justice dans sa nouvelle résidence « tant et si longuement qu'il plaira à Sa Majesté en temps de vacations comme en temps ordinaire (1) ».

(1) Joly de Fleury, vol. 2444, f° 204.

Le Parlement manda tout d'abord les gens du roi pour savoir s'ils avaient fait l'envoi aux bailliages et sénéchaussées de l'arrêté du 13, ainsi qu'il y était ordonné. Ils répondirent que non, en se retranchant derrière la défense que le roi en avait faite à son Procureur Général. Alors les Chambres, après en avoir délibéré, réitérèrent au parquet d'avoir à exécuter, nonobstant, les injonctions de la Cour, notamment, était-il dit, envers le bailliage de Troyes. Les gens du roi devaient le lendemain, rendre compte à l'Assemblée de l'exécution de ses ordres.

Puis, les lettres patentes furent enregistrées (1), mais non sans protestations. L'arrêté qui ordonnait cet enregistrement annonçait tout d'abord que le Parlement persistait *dans ses précédents arrêts, et notamment [dans ceux des 7 et 13 du présent mois.* C'était une manière d'affirmer nettement que la translation n'avait point modifié ses dispositions hostiles. Il faisait en outre les plus expresses réserves, non seulement sur la mesure qui le frappait, mais en général sur le procédé des lettres de cachet : *se réservant de délibérer au sujet des lettres de cachet qui frappent la Compagnie en général, ses membres en particulier, ou aucuns des citoyens.* Il proclamait en outre que le pouvoir du Parlement était, en quelque lieu qu'il se trouvât, *inhérent à son existence, et éga-*

(1) Sur rapport du conseiller clerc Gabriel Taudeau.

lement nécessaire, soit au roi qui, en le supprimant, se priverait *de ses vrais conseillers*, soit à la nation qui perdrait *l'appui qu'elle trouvera toujours dans la Magistrature*. La Cour expliquait d'ailleurs qu'elle consentait l'enregistrement pour *donner au Roi une nouvelle preuve de la fidélité inviolable dont elle ne se départira jamais*. Mais elle prenait soin d'observer que *lesdites lettres patentes... ne sont point nécessaires pour l'exercice de ses fonctions, et qu'elles pourraient préjudicier aux intérêts du roi, aux droits de tous les justiciables... et aux principes qui garantissent l'ordre légal et la tranquillité publique* (1). Somme toute, le Parlement gardait intactes ses affirmations, et ne faisait aucune concession. Il reconnaissait simplement au roi le pouvoir d'ordonner valablement sa translation, sous réserve des inconvénients pratiques.

Les lettres-patentes et l'arrêté furent imprimés et publiés dès le lendemain dans la ville, à son de trompe. Le Procureur Général, requis de faire procéder à ces formalités, y mettait une visible timidité : il craignait que le Ministère ne lui fit des reproches. Mais on le pressa vigoureusement ; il fut même question d'assembler la Compagnie le soir à 8 heures, pour le mander comparaître, en cas d'inexécution. Ces Messieurs se pressaient, ne voulant pas qu'il en advint de cela comme de l'arrêté du 13. Aussi leur impatience

(1) Flammermont, III, 692.

était grande. Ils se rendaient sans cesse chez l'imprimeur pour se rendre compte de l'avancement du travail, et ne tenaient pas en place. Quand ils entendirent la trompette du crieur, ce fut parmi eux une allégresse générale (1).

Le Parlement jugea bientôt qu'il était nécessaire de renouveler ses protestations. Le 27, on se réunit à nouveau. Des lettres de convocation avaient été adressées aux pairs. Mais il n'en vint aucun, pas même ceux qui avaient été jusque-là les plus ardents, ou qui avaient été chargés comme Commissaires de l'examen de certaines questions (2). Dix envoyèrent des lettres de regrets (3). Agissaient-ils par lassitude, par indifférence ou négligence ? Ou bien avaient-ils reçu des ordres du roi ? Il est difficile de le déterminer. Bachaumont dit que les lettres d'excuses ajoutaient que leurs signataires « n'avaient reçu aucune défense ». Sallier prétend que quelques-uns arguèrent précisément en avoir reçu. Son opinion semble plus autorisée, en tous cas.

La délibération fut longue. Et la rédaction définitive eut beaucoup de peine à passer. L'opposition et ses principaux chefs étaient engourdis, soit que le bruit déjà lancé de dispositions conciliantes du Gou-

(1) Bachaumont, XXXV, 1^{er} septembre.

(2) Parmi ceux-là se trouvaient les ducs de Luxembourg, d'Aumont, de Charost, de Praslin.

(3) Bachaumont, XXXV, 8 septembre.

vernement, eût amené une détente, soit que les sollicitations personnelles aient provoqué des défections. Le Président d'Ormesson profita de la circonstance pour proposer d'en revenir aux remontrances pures et simples. Toujours franchement irréductible, Robert de Saint-Vincent combattit avec fougue cette proposition. Mais son éloquence n'était pas entraînante et son discours ne porta point. Ce fut d'Epréménil qui enleva la situation et empêcha la reculade. Sa parole éloquente et ardente groupa encore une fois les résistances.

L'arrêté du 27 fut en définitive plus vigoureux que jamais, plus hardi surtout dans son langage. Il affirmait que le Parlement *continuait de persister dans les principes qu'il a soutenus avec tant de fermeté*. Il constatait tout d'abord que la Cour était *forcée par les obstacles qui ont arrêté son zèle à manifester la pureté de ses intentions et son activité vigilante...* Mais toujours soucieuse de modération autant que de respect pour la personne du Roi, elle ne cessera de veiller, *aux dépens de la fortune et de l'existence de tous et de chacun de ses membres, pour ce qui intéresse le service du roi et la tranquillité de ses sujets*. Ainsi les magistrats, en dénonçant durement les persécutions du ministère, se décernaient à eux-mêmes les palmes du martyre civique. Après avoir ainsi fait l'apologie de leur résistance, ils répétaient encore une fois *les maximes nécessaires au soutien de la Monarchie*, et

en premier lieu celle-ci que *les Etats-Généraux peuvent seuls sonder et guérir les plaies de l'Etat, et octroyer les impôts dont la nature et la quotité auront été jugées nécessaires après ample discussion et mûre délibération*. Enfin, elle lançait un violent réquisitoire contre l'arbitraire et les coups d'autorité. Cette fois, sa protestation eut un caractère d'ampleur vraiment révolutionnaire : elle ne se borna pas aux matières financières, ni aux intérêts particuliers des magistrats, elle alla générale et impérieuse, à toutes les manifestations de l'absolutisme. *La Monarchie française*, dit-elle, en propres termes, *serait réduite à l'état du despotisme s'il était vrai que des ministres qui abuseraient de l'autorité du Roi pussent disposer des personnes par des lettres de cachet, des propriétés par des lits de Justice, des affaires civiles ou criminelles par des évocations ou cassations, et suspendre le cours de la justice par des exils particuliers et des translations arbitraires* (1).

Et, pour donner plus de portée encore à d'aussi retentissantes paroles, le Parlement enjoignait au Procureur Général de faire imprimer l'arrêté et de l'envoyer aux bailliages et sénéchaussées du ressort. En prévision, du reste, d'ordres royaux qui viendraient interdire cette publication, des délais forts courts étaient imposés : l'impression devait avoir lieu dans le jour,

(1) Flammermont, III, 693.

et les expéditions devaient être faites dans les vingt-quatre heures. L'avocat général Séguier accepta cette mission au nom des gens du roi (1), et diligence fut faite. L'arrêté fut imprimé dans la nuit et, dès le lendemain, tous les paquets étaient remis à la poste, pendant qu'à 8 heures du matin, le bailliage de Troyes, convoqué en séance extraordinaire, procédait à l'enregistrement. La précaution n'était pas inutile. Le 28, au matin, le Procureur Général reçut du Baron de Breteuil, au nom du roi, défense expresse de publier ou de transmettre aucune décision du Parlement (2). Mais c'était fait. Il ne put qu'informer les ministres de la réception trop tardive de ces ordres (3), qu'il lut au Parlement au début de l'audience. Le Parlement n'eut qu'une pensée : vérifier aussitôt si l'envoi avait été fait, et une profonde satisfaction accueillit l'annonce, par le secrétaire qu'on avait dépêché à la poste, que tous les paquets étaient partis.

Devant l'attitude du Parlement, le ministère se dé-

(1) Joly de Fleury, vol. 244, f° 257.

(2) Joly de Fleury, f° 256. Voici la lettre : De par le Roy notre amé et féal, nous vous faisons cette lettre pour vous dire que notre intention est que vous ne fassiez sous aucun prétexte l'envoi à aucuns bailliages et autres juridictions du ressort de notre Parlement séant à Troyes, d'aucuns arrêts, arrêtés, lettres closes ou petentes autres que celles qui vous seront par nous adressées ou qui concerneraient l'exercice de la justice ordinaire. Si n'y faites faute. Car tel est notre plaisir. Donnée à Versailles le 27 août 1787. Louis et Le Baron de Breteuil.

(3) Joly de Fleury, f° 287 et 288.

cida à annuler les décisions qu'il avait prises. Un arrêt du conseil, en date du 2 septembre, cassa les arrêts en date des 7, 13, 22 et 27 août, c'est-à-dire, tous ceux intervenus après le lit de Justice. Cet arrêt est sévèrement motivé et exprime, avec une netteté parfaite les doctrines du pouvoir absolu. Il déclare *inouï* qu'une Cour de Justice se permette d'*attaquer ainsi la puissance du roi et d'exciter ses sujets à la fermentation par un prétendu examen des bornes de l'autorité royale*; et il proclame qu'il est du devoir de Sa Majesté d'*arrêter une entreprise également contraire aux lois et au respect dû à sa volonté*. L'opposition du Parlement est un *scandale* et un *abus de pouvoir*. Les magistrats ne tiennent leurs fonctions que du roi qui *a bien voulu les en revêtir*, et ils ne peuvent prétendre à l'exercice d'une partie de l'autorité royale, que pour s'occuper plus efficacement du soin de la maintenir. Puis, les décisions prises sont successivement combattues et anéanties. Le roi s'étonne que le Parlement ait *osé* déclarer nul et illégal l'enregistrement en lit de Justice, d'où il paraîtrait résulter, vis-à-vis des peuples, que les Cours peuvent réformer les actes émanés du Roi, ou leur ôter leur force par les qualifications qu'elles leur appliquent. Le Parlement a encore essayé de persuader au peuple que c'était par une déférence volontaire pour les désirs du Roi que, de tout temps, il s'était prêté à enregistrer les impôts et que le Roi ne pourrait, à l'avenir, obtenir

aucun impôt sans... les Etats-Généraux. Appuyé sur cette objection, il a refusé d'examiner les Edits... et, par cette conduite, mis en doute l'amour du Roi pour la vérité, sa justice et sa bonté. C'est cette énonciation de théories séditeuses qui est la cause de la translation du Parlement : Sa Majesté, persuadée que la réflexion ramènerait le Parlement à son devoir, n'a voulu prendre d'autre voie que de le rendre à lui-même, en le séparant de la fermentation qu'il excitait et qu'il recevait de la capitale. Du reste, il appartient essentiellement au Roi de déterminer le lieu où il juge à propos que la justice soit rendue. Contre ce droit, le Parlement s'est encore révolté par les arrêtés des 22 et 27 Août, ce dernier plus attentatoire que tous les autres à l'autorité du roi, et plus indécent dans ses expressions; car, non seulement il reprend toutes les déclarations des précédents, mais encore il essaye de présenter les magistrats comme ayant des droits indépendants de l'autorité du Roi. Tous ces arrêtés, d'ailleurs, sont contraires aux lois, attentatoires à l'autorité du Roi, et tendent à détourner de l'obéissance qui lui est due par les peuples, auxquels les Parlements doivent l'exemple de la soumission (1). Et, comme pour répondre à la publication par la Cour de l'arrêté du 27, le Conseil du Roi faisait défense aux officiers dudit Parlement de donner suite aux déci-

(1) Joly de Fleury, vol. 2115, f° 10.

sions cassées, de même qu'aux baillis, sénéchaux et intendants d'en tenir aucun compte. En même temps, il était stipulé que l'arrêt du Conseil serait affiché et publié dans tout le ressort de Paris.

Le 7, à Troyes, les Chambres assemblées, le Procureur Général annonça que notification venait de lui être faite de cet arrêt. Mais, comme on lui demandait s'il était « revêtu de lettres patentes », il dut répondre que non. On lui dit alors que « les gens du roi devaient savoir que la cour ne reconnaissait point d'arrêts du Conseil non revêtus de cette formalité. » Il se retira. Le greffier en chef fit part aussi que le même arrêt lui avait été signifié par un huissier à la chaîne, venu exprès de Paris : Là non plus, pas de lettres-patentes. Aussi la Cour arrêta qu'on ne prendrait aucune connaissance de la décision du Conseil, et qu'il n'y avait pas lieu d'en délibérer (1).

Le 5 septembre, Brienne prit une autre détermination. Il fit édicter des lettres-patentes prorogeant le Parlement à Troyes, dans son entier, durant les vacations. C'était un nouveau châtiment. D'habitude, en effet, d'août en octobre, on constituait une seule chambre dite « de vacation », et réduite au strict minimum. Le reste de ces Messieurs prenait vacances.

A la même séance du 7, où fut présenté l'arrêt du Conseil, le Procureur Général requit enregistrement

(1) Bachaumont, XXXVI, 12 septembre.

des lettres-patentes du 3 août. On protesta énergiquement contre la mesure, en montrant combien elle était vexatoire et, faussement motivée, aucune cause ne pouvait venir utilement à la barre, par suite du manque d'avocats et de procureurs. En effet, les séances ne se tenaient que pour la forme : elles étaient remplies par des discussions oiseuses, la lecture des représentations d'autres Cours, ou la réception de députations. Le plus souvent même, personne ne se présentant, l'audience était levée aussitôt ouverte (1). L'Assemblée vota donc la motion d'écrire une lettre au roi pour lui représenter l'inutilité de la prorogation. Déjà 90 voix s'étaient prononcées en faveur de cette protestation, lorsque le Président d'Ormesson fit valoir des objections de forme. Il argua que la Cour ne pourrait directement aborder le roi, qu'elle devrait donc correspondre avec des ministres, et compromettre sa dignité en portant sur son registre des lettres ministérielles. Ces remarques amenèrent de l'hésitation, et on remit le délibéré à la semaine suivante. Et le 11, un arrêté décida que le Premier Président se transporterait près du roi, pour lui demander de revenir sur ses décisions. Le Parlement considérait que *les lettres-patentes prorogeant à Troyes les séances ordinaires sont un gage de la sollicitude du roi sur la distribution de la justice*. Mais il faisait remarquer qu'on ne

(1) Sallier, 100.

pouvait juger à Troyes aucune affaire, *que des obstacles insurmontables éloignent les parties et leurs conseils... qu'ainsi le cours de la justice est interrompu, contre l'intention dudit seigneur roi* (1).

Cet arrêté, fort juste quant aux raisons qu'il invoquait, était d'une modération de forme remarquable, et fort éloignée de la violence des précédentes rédactions. D'autre part, comment, dans l'état actuel des choses, le premier Président pouvait-il quitter Troyes, s'il n'y avait été tacitement autorisé ? Il y avait, évidemment, anguille sous roche.

(1) Hardy, t. VII, *fo* 217.

CHAPITRE X

LES NÉGOCIATIONS

Depuis quelque temps, des bruits de paix couraient, tant à Paris qu'à Troyes. Dès le 23 août, Bachaumont note : « On ne sait si c'est pour calmer la fermentation des esprits, mais il court différents bruits de raccommodement ; on a dit que M. de Malesherbes était envoyé à Troyes à cet effet. On a nommé ensuite le duc de Nivernais ; cela ne s'est point trouvé vrai ; aujourd'hui l'on assure que les édits sont retirés et que l'on rappelle le Parlement... (1) »

A la vérité, chaque parti avait hâte d'en terminer. Les Conseillers avaient beau faire contre mauvaise fortune bon cœur, ils s'ennuyaient fort et ferme, à Troyes. Et, sur ce point, les calculs de Brienne semblent avoir été justes. Il voyait arriver le moment où il pourrait traiter, et obtenir des subsides. Déjà,

(1) Bachaumont, XXXV, 23 août.

dans le public, on voyait clair dans ce jeu. Le roi, de son côté, inclinait à la clémence. On rapportait ce propos de Monsieur : « Le roi, mon frère, veut qu'on reconnaisse son autorité, et tout ira bien ensuite (1). » Puis, des emprunts étaient urgents pour remplir les caisses vides ; et il fallait en obtenir à tout prix l'enregistrement.

Aussi le Parlement fut à peine installé à Troyes que les agents de l'archevêque de Toulouse commencèrent à sonder le terrain, et à faire le siège individuel des Conseillers. Cette dernière opération paraît, au grand dommage de la réputation du Parlement, avoir réussi à merveille. C'est du moins la note unanime des mémoires et écrits de l'époque. Peut-être convient-il, cependant, de remarquer que pareilles insinuations pourraient bien être dictées par le désappointement : l'opinion, en effet, accueillit très mal la soumission des magistrats qui « ternissaient la gloire dont ils s'étaient couverts (2) » ; on craignait qu'ils ne finissent « par se déshonorer (3) ». Quoi qu'il en soit, la corruption semble bien avoir trouvé ces Messieurs peu farouches. On promit des bénéfices aux clercs, des faveurs aux laïques, des honneurs à tous : la seule promesse de présenter une dame à la Cour suffit, dit-on, à enlever à l'opposition un de ses

(1) Bachaumont, XXXVI, 13 septembre.

(2) Bachaumont, 20 septembre.

(3) Bachaumont, 18 septembre.

membres les plus actifs. Bien plus, l'argent lui-même joua son rôle brutal : on en donna sur-le-champ à ceux qui préférèrent ce profit certain. Il n'y eut, dit Bachaumont (1), « que l'abbé Sabathier duquel on dit qu'on ne lui ferait pas l'honneur de chercher à le corrompre ». Le Premier Président d'Aligre lui-même fut gagné par l'espoir de l'érection de sa terre en duché-pairie. Seuls d'Epréménil et Robert de Saint-Vincent restaient incorruptibles et faisaient tout leur possible pour enrayer les défections.

Brienne avait choisi pour négociateur un Conseiller de Grand'Chambre, M. de Minière. Celui-ci était logé hors la ville, et ce point permit de mener assez mystérieusement les négociations. On fit dire d'abord au Parlement qu'une solution très prompte était désirable, toutes querelles intestines devant s'apaiser devant les menaces de la politique extérieure. L'Europe, affirmait-on, était à la veille d'être en feu. Enfin on promit, en sauvegardant par-dessus tout la majesté du trône, de veiller à ce que la dignité du Parlement ne subît aucune atteinte. Et, dans ce but, on invita les magistrats à chercher eux-mêmes un terrain de conciliation.

Le ministre, pour décider définitivement les plus intraitables, usa d'une manœuvre à coup sûr déloyale, mais dont l'effet fut très grand. Il promit la disgrâce

(1) Bachaumont, 30 octobre.

de Lamoignon. Le Garde des Sceaux était très mal vu du Parlement. Il en avait été membre, et ses anciens collègues, conservateurs jusqu'à la routine, lui en voulaient d'autant plus d'étudier et de poursuivre la simplification de la procédure, en la rendant plus rapide et surtout moins chère : il avait eu surtout à leurs yeux, le grand tort de proclamer ses vues avec une insistance de mauvais aloi sur les abus du système présent. En outre, on lui gardait une profonde rancune du remarquable discours qu'il avait prononcé au lit de Justice du 6 août.

Certain jour, comme en se jouant, Brienne avertit Lamoignon de sa démarche : « Ma lettre de créance est partie » lui dit-il. — « Quelle lettre ? » demanda l'autre. — « Celle, » répondit l'Archevêque de Toulouse, « où j'ai promis votre disgrâce, si l'on se met à la raison. Mais n'en soyez pas moins tranquille (1) ». Malgré cette assurance du sceptique ministre, le Garde des Sceaux dut éprouver une désagréable émotion.

Dès que la lettre de Brienne fut connue à Troyes, un mouvement soudain se produisit. C'est sur Lamoignon que retomba toute la responsabilité des événements. Il fut l'auteur du lit de Justice comme de l'exil. Brienne, disait-on, était trop faible pour en être arrivé là ; les décisions précises étaient contraires à son caractère. Celui qui avait tout fait, c'était bien

(1) Marmontel, *Mémoires*, t. IV, p. 8.

« l'ennemi commun... celui qui méditait depuis longtemps la ruine de la magistrature (1) ». Il est permis de supposer, à voir la facilité avec laquelle réussit la diversion imaginée par le Ministre principal, que ses émissaires l'avaient habilement préparée par des insinuations appropriées.

C'est sur ces entrefaites, et après ces manœuvres préliminaires que le Parlement décida, par son arrêté du 11 septembre, d'envoyer son Premier Président présenter ses observations au roi. Ce n'était là qu'un prétexte, évidemment, pour entrer dans le vif des négociations. D'Aligre arriva à Paris le 12, et, dès le 13, se rendit à Versailles. Il y fut fort bien accueilli, et la réponse du roi aux doléances des magistrats fut de bon augure. Il affirmait bien que la translation du Parlement était devenue indispensable. Mais il en reconnaissait les *inconvenients*, d'ailleurs prévus, et il ajoutait qu'on *connaîtrait prochainement ses intentions*. Le Premier Président, d'ailleurs, dîna chez Brienne (2), et, au lieu de se presser pour aller rapporter à ses collègues les paroles de paix qu'il avait recueillies, resta toute la journée, alla même à l'Opéra et ne repartit que le lendemain. Il y avait loin de là aux sévères injonctions des lettres de cachet.

L'entrevue avait été décisive. D'Aligre s'était fait

(1) Marmontel, *Mémoires*, t. IV, p. 8.

(2) « Les bons patriotes », dit Bachaumont (XXXVI, 18 septembre) « n'ont point aimé cette entrevue. »

fort que si, pour ménager l'amour-propre des magistrats, on retirait le Timbre et la Subvention Territoriale, le Parlement enregistrerait tout autre édit bursal, mais qu'il maintiendrait sûrement, par un arrêté, les principes qu'il avait déjà proclamés. Brienne, tout à la question d'argent, répondit qu'il « se moquait de l'arrêté » (1), pourvu qu'il y eut enregistrement pur et simple ; ce que le Premier Président crut pouvoir promettre. Quelle attitude pour un chef de Gouvernement ! Elle allait cependant s'affirmer encore moins digne. Brienne avait, en dernière analyse, proposé de retirer les édits, en échange de quoi le Parlement autoriserait « de nouvelles vérifications pour l'assiette des vingtièmes, d'assujettir le clergé à cet impôt, et de proroger pour 2 ans le second vingtième, qui aurait dû cesser en 1790 (2) ». Un courrier porteur du projet d'édit suivit le premier Président.

Mais, forts de trouver en face d'eux un pouvoir aussi faible, les principaux chefs de l'opposition, consultés, rejetèrent une proposition pourtant si modérée, et persistèrent à exiger la révocation pure et simple des Edits. D'Aligre notifia immédiatement cette décision à Versailles. La dignité du Ministère semblait exiger une rupture immédiate des négociations. Et, malgré tout, les Conseillers devaient craindre cette résolution. Ils furent fort surpris de se voir retourner,

(1) Bachaumont, XXXVI, 3 octobre.

(2) Sallier, 103.

dans les quarante-huit heures, l'édit tels qu'ils l'exigeaient. Brienne avait simplement maintenu la prorogation du second vingtième.

Une discussion s'engagea encore néanmoins entre la majorité, visiblement acquise, et les principaux opposants. Ceux-ci, plus logiques et plus loyaux, objectaient qu'en se rapportant aux principes énoncés par le Parlement lui-même, il n'avait pas plus le droit d'accorder la prorogation d'un impôt, que d'en décider la création, ce qui, juridiquement, d'ailleurs, impliquait le même pouvoir. Mais l'assemblée « considéra que les sacrifices de la cour en exigeaient nécessairement de la part des magistrats ; qu'une concession légère, exigée pour l'honneur du Ministère, et même de la dignité royale, ne devait pas être refusée. Le sort de la France semblait être entre les mains du Parlement. Il ne pouvait pas se dissimuler les désordres affreux qui eussent été la suite d'une résistance portée à l'extrême. Il devait craindre d'irriter la toute-puissance, et de provoquer son désespoir et sa vengeance. Des considérations aussi puissantes furent appréciées des hommes animés d'un véritable amour du bien public (1). » Autant de considérations, autant d'excuses que les magistrats cherchaient à leur inconséquence, autant de faux-fuyants pour échapper, en sauvant les apparences, aux théories d'hier, aujourd'hui gênantes ! Enfin d'Epréménil, en se rendant, abattit les dernières résistances.

(1) Sallier, 103.

CHAPITRE XI

LA PAIX. SES CONSÉQUENCES

L'édit portant suppression du Timbre et de la Subvention Territoriale fut donc enregistré purement et simplement (1). Le Parlement adopta ensuite un arrêté dans lequel il justifiait son attitude présente et passée, et où il motivait sa résolution en termes assez peu respectueux. A cela, il n'y avait pas grand courage, le gouvernement ayant promis à d'Aligre de n'y point prendre garde.

La Cour, considérant son égal attachement *aux véritables intérêts du Roi et de l'Etat, et aux principes contenus dans les différents arrêtés, dans lesquels elle persiste*, explique pourquoi elle a consenti la prorogation du second vingtième, quoiqu'elle

(1) A l'unanimité, dit Sallier (103), à « la pluralité de 55 voix contre 45 », dit Bachaumont (XXXVI, 21 septembre) qui à la date du 20, affirme au contraire qu'il y a eu partage des voix ».

affirme ne pouvoir *enregistrer même une simple prorogation d'impôt, provisoire et momentanée*. La raison en est uniquement dans *la nécessité des circonstances et le désir de ramener la tranquillité publique, qui lui ont fait impérieusement la loi*. Elle y a été amenée aussi *par la bonté qu'a eue ledit Roi de retirer deux édits désastreux et par la douce satisfaction de voir enfin réalisées une partie des économies que la Cour sollicitait depuis longtemps*. Elle exprime, d'ailleurs, *la certitude que le second vingtième cessera à l'époque fixée par l'Edit... et l'espérance que... le premier... perdra le caractère de perpétuité, contraire à la nature de tout impôt*. On arrête enfin que la Cour ne cessera de représenter audit Seigneur Roi que le moyen le plus sûr est d'égaliser la dépense à la recette et de continuer la plus sévère économie. Pour l'avenir, au surplus, le Parlement entend maintenir sa doctrine du consentement de l'impôt, qu'il formule encore une fois : *il regarde comme hors de son pouvoir d'enregistrer aucun impôt dont la Nation, préalablement assemblée en Etats-Généraux, n'aurait pas reconnu et fixé invariablement la justice, la durée et l'emploi*. La Cour décida, en outre, d'envoyer son Premier Président remercier le roi du retrait des édits.

En somme, la raison d'être du document, c'était de « pallier du mieux possible sa défection (1) », comme

(1) Bachaumont, XXXVI, 21 septembre.

on disait dans le public, plutôt que de « se rendre compte à elle-même des motifs d'une résolution opposée aux principes qu'elle venait de proclamer d'une façon si éclatante et si absolue (1) ». Au reste, la discussion fut assez vive sur la rédaction de l'arrêté. On proposa jusqu'à 13 textes différents. Mais on fut bientôt d'accord sur celui que proposa le président d'Héricourt. Une seule modification y fut faite : elle consista dans l'adjonction du membre de phrase qui affirmait l'impossibilité pour le Parlement d'enregistrer « même une simple prorogation d'impôt, provisoire et momentanée ». Cette correction fut admise sur la proposition de d'Epréménil. On alla aux voix, et l'abbé Sabathier en profita pour protester encore contre l'abandon, par le Parlement, des grands principes qu'il proclamait. Mais le Premier Président lui coupa sèchement la parole, en lui faisant remarquer, aux applaudissements de la Cour, qu'il était hors du sujet, et devait simplement opiner pour ou contre l'adoption de la phrase discutée. On était également pressé et désireux d'aboutir.

En réponse à la soumission du Parlement, le roi signa le 20 une déclaration transférant à nouveau le Parlement à Paris (2). Il y avait seulement trente-six jours d'écoulés entre cette date et celle des lettres-patentes ordonnant l'exil à Troyes. La déclaration éta-

(1) Sallier, 103.

(2) Joly de Fleury, vol. 2115, f^o 110.

blissait, en outre, une Chambre des vacations qui siégerait seule du 1^{er} octobre au 10 novembre. C'était le retrait des lettres-patentes qui avaient ordonné, le 5, prorogation du Parlement entier pendant la durée des vacances.

Cette dernière mesure était prise autant pour donner à l'enthousiasme populaire le temps de se calmer avant la réunion du Parlement à Paris, que pour effacer jusqu'aux dernières traces de la disgrâce.

Dès le 21, le premier Président retourna à Versailles, où il fut reçu par le roi. Il lui tint un discours de remerciements que le *Journal de Paris* inséra à la date du 22 (1). Il y disait, entre autres compliments : « Sa Majesté vient de donner à ses peuples une preuve bien signalée de son amour pour eux, et de sa justice. Héritier du sceptre et des vertus de Charles V, vous serez compté, Sire, parmi les plus sages d'entre les rois. Votre Parlement, empressé de concourir aux vues bienfaisantes de Votre Majesté a ordonné l'enregistrement de l'édit, et m'a chargé de porter aux pieds du trône... l'hommage de la reconnaissance publique, de son profond respect, et de sa fidélité inaltérable. » Le roi répondit : « Je suis satisfait des marques de fidélité et d'obéissance que mon Parlement vient de me donner. Je compte qu'il s'empressera toujours de concourir à mes vues pour le bonheur de mes peuples, et de mériter ma confiance. »

(1) Hardy, t. VII, f^o 235 ; Weber, 187.

Le 24, la déclaration fut enregistrée à Troyes (1), et, dès lors, les Conseillers purent regagner la capitale. A l'occasion de cette dernière séance, les autorités de la ville défilèrent encore une fois à la barre, et ce fut une nouvelle avalanche de discours et de félicitations. Successivement, le Parlement fut harangué par le chapitre de la cathédrale, le bailliage, les officiers municipaux, les officiers de l'élection, de la monnaie et des eaux et forêts, les juges consuls, les avocats. Enfin, parut une députation fort originale : elle était composée de plusieurs dames de conseillers qui, ayant au moyen d'une quête auprès des magistrats, réuni la somme nécessaire à la libération de tous les détenus pour dettes, se présentaient avec les prisonniers élargis pour remercier ces messieurs (2).

Le Parlement fut reçu à Paris avec un grand enthousiasme, et l'effervescence qui régna pendant quelques jours démontra que le gouvernement avait sagement agi en évitant, pour le moment, sa rentrée en corps et la reprise des audiences solennelles. Dès le 26, les huissiers audienciers eux-mêmes, qui arrivaient de Troyes par les voitures publiques, avaient fourni l'occasion d'une manifestation : ils portaient des branches de lauriers et, couronnés de fleurs,

(1) Des remerciements furent, à la même séance, votés au premier Président, pour « le zèle qu'il avait mis dans toutes ses démarches. »

(2) Bachaumont, XXXVI, 6 octobre.

s'avançaient au milieu des acclamations ; les cochers se disputaient pour leur offrir des voitures, fiers en quelque sorte de participer au triomphe.

Quand les magistrats arrivèrent, ce fut bien autre chose. Les dames de la halle allèrent les attendre au pont de Charenton ; elles les haranguèrent et décorèrent leurs postillons de cocardes et de rubans (1). Pendant quelques jours, ce fut une rumeur continue aux alentours du Palais, au mépris de l'Ordonnance rendue le 28 par le bailli, en prévision justement de ce qui allait arriver. Tous les soirs, on tirait des pièces d'artifice ; on forçait les habitants du quartier à illuminer leurs maisons (2). Pendant trois journées, il y eut des réjouissances populaires qui touchèrent au désordre. Le gouvernement dut remettre sur pied des détachements de troupes, auxquels on recommanda cependant la plus grande modération (3).

Le ministère lui-même manifestait à sa manière. A partir du 23 septembre, on commença à publier l'édit de révocation du Timbre et de la Subvention Territoriale, ainsi que la déclaration rappelant le Parlement à Paris. Mais ce n'était plus une publication clandestine. Les crieurs annonçaient le titre d'une voix éclatante, avec affectation.

(1) Hardy, VII, 244.

(2) Weber, 188.

(3) Bachaumont, XXXVI, 7 octobre : « Un garde-française ayant tiré un coup de fusil sur un petit polisson, fut vertement réprimandé par son officier. »

La Chambre des vacations se réunit le 1^{er} octobre, au milieu de ces transports d'enthousiasme. Elle parut s'y complaire. Cependant, on allait de plus en plus loin. Ce même 1^{er} octobre, Calonne fut brûlé en effigie sur la place Dauphine. Les clercs et autres « suppôts du palais » (1) procédèrent à l'opération en grand appareil et dans toutes les formes juridiques, après avoir fait illuminer la place. Un mannequin représentant le baron de Breteuil subit le même traitement. Le lendemain, on vendait dans les rues le procès-verbal imprimé de l'accusation contre Calonne, et de sa condamnation « pour avoir fait perdre au Roi l'amour et la confiance des peuples ». Encouragés par l'impunité, les mutins promènèrent et jetèrent par les fenêtres du Palais deux autres mannequins représentant deux amies de la reine, la duchesse de Polignac et Madame Le Brun. M. de Crosse affirma même avoir été prévenu qu'on voulait faire pour la reine ce qui avait été fait pour Calonne. Il écrivit au Parlement sur-le-champ pour lui demander de rendre les arrêts nécessaires pour empêcher pareils excès. Il fallut cette intervention du lieutenant de police pour amener la Cour à user de sa prérogative. Elle rendit les arrêts requis le 3 octobre, et les esprits pondérés blâmèrent le retard qu'elle y avait mis.

Puis, les événements s'écoulèrent doucement, et le

(1) Bachaumont, 8 octobre.

calme peu à peu revint. Le 13 octobre, M. Dizié, substitut du Procureur Général, de service à la Chambre des vacations, y prenant pour la première fois la parole, célébra, en un long et emphatique discours, le retour du Parlement. La harangue fut imprimée. Ce fut le dernier écho. La crise était, pour le moment, apaisée.

Elle ne devait pas tarder à renaître. Le Parlement en somme, triomphait matériellement : il maintenait intégralement ses prétentions, et il avait fait l'expérience de l'irréversible faiblesse du pouvoir royal. Celui-ci sortait très diminué de la lutte : il était désormais incapable de se relever des atteintes qu'il y avait subies. Les contemporains ne manquèrent point de marquer sa défaite, et le critiquèrent dans les termes les plus vifs : « Quelle idée avoir », s'écrie Bachaumont (1), « d'un gouvernement qui demandait une augmentation de plus de 100 millions d'impôts, qui, lorsqu'on parlait d'éclaircir le déficit, d'examiner si l'on ne pouvait pas diminuer cette surcharge, répondait que tout était vu, examiné... qui frappe coups d'autorité sur coups d'autorité, et qui, en moins de six semaines, est obligé de revenir sur ses pas, de convenir qu'il pourra se passer de ces ressources extraordinaires ? »

« Le roi achevait de perdre son autorité et de se

(1) Bachaumont, XXXVI, 20 septembre.

discréditer, » constate par ailleurs Besenval (1). Et Mallet du Pan déplore l'incohérence qui a régné dans toute cette affaire : « ...La cour a déclaré la conduite du Parlement scandaleuse, attentatoire, etc., on l'a rappelé... Le roi poursuit et flétrit le Parlement par arrêt. Huit jours après, il dit au Premier Président qu'il est content du zèle de la Cour... Le roi a révoqué par un nouvel édit perpétuel et irrévocable ceux aussi perpétuels et irrévocables donnés il y a un mois... enregistrés avec tout l'appareil de la souveraineté (2). »

Enfin, dès le mois d'octobre, Arthur Young constate un tel bouleversement que la réunion des Etats-Généraux « ne peut se faire sans provoquer une révolution dans le gouvernement. Tous s'accordent à pressentir quelque chose d'extraordinaire (3)... »

Ce n'est pas que le Parlement eût gagné tout ce qu'avait perdu l'autorité royale. Loin de là. Si on l'accueillit triomphalement à Paris, malgré tout, parce qu'il avait personnifié la résistance au pouvoir, on le critiquait d'avoir abandonné les principes qu'il avait d'abord soutenus, en consentant une prorogation d'impôt qui ressemblait fort à un impôt nouveau. On trouvait bien ridicule qu'un mois de pénitence à Troyes ait eu raison d'un patriotisme aussi fougueux. Et on

(1) Besenval, III, 281.

(2) Mallet du Pan, *Mémoires et Correspondance*, I, 147.

(3) Arthur Young, *Voyage en France*, I, 108.

ne se gênait point pour dire que la corruption avait été le principal artisan du raccommodement. On reprochait surtout aux magistrats d'avoir cédé sur la question du procès de Calonne, et sur celle des lettres de cachet (1).

De nombreux Parlements de Province, en refusant d'enregistrer l'édit de prorogation du deuxième vingtième, protestèrent contre l'attitude de leurs collègues parisiens. Celui de Bordeaux blâma leur « condescendance coupable » et constata qu'ils « avaient donné à beaucoup de gens à mal penser de leurs consciences (2). »

(1) Bachaumont, XXXVI, 27 septembre. D'Epréménil, ajoute l'auteur des *Mémoires secrets*, aurait dit à « Messieurs qu'ils étaient partis de Paris couverts de gloire et qu'ils y rentraient couverts de boue. »

(2) Cité par Gomel, dans ses *Derniers Contrôleurs Généraux* II, 410.

CHAPITRE XII

LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE SUR LES PARLEMENTS DE PROVINCE ET L'OPINION PUBLIQUE

Dans le même temps où le Parlement de Paris protestait contre le Timbre et la Subvention Territoriale, d'autres Cours, en province, résistaient de leur côté à l'autorité royale, soit qu'elles entrassent en lutte avec elle à l'occasion des mesures prises contre Paris, soit qu'elles aient des querelles particulières. En tous cas toutes, à un moment donné, se retrouvèrent sur le même terrain : protestations contre les dilapidations financières et les impôts nouveaux, affirmation de la nécessité du consentement de l'impôt, et réclamation des Etats-Généraux.

L'Edit sur les Assemblées Provinciales, qui avait été enregistré à Paris sans opposition, rencontra dans d'autres ressorts de vives résistances. Le Parlement de Grenoble protesta contre l'application de la ré-

forme au Dauphiné, et demanda qu'on y rétablît les anciens Etats. Le Parlement de Besançon fit entendre les mêmes récriminations pour la Franche-Comté.

Mais c'est à Bordeaux que la lutte fut la plus vive. Là, la Cour chercha par tous les moyens à empêcher l'application de l'Edit de juin, qui avait pour elle le tort impardonnable d'attenter aux privilèges des deux premiers ordres. Par arrêté du 2 août, elle interdit une réunion préliminaire de l'Assemblée Provinciale, convoquée par le roi. Et cet arrêté, ayant été cassé par arrêt du Conseil du 12, fut renouvelé le 18. Le roi signa alors des lettres-patentes transférant le Parlement à Libourne. Mais la Cour refusa d'enregistrer ces lettres, et de ce moment commença entre elle et le ministère une lutte identique à celle qui se poursuivait en même temps à Troyes ; et le sud-ouest s'émut autant que le ressort de Paris. Le Parlement de Bordeaux critiqua successivement tous les Edits, toutes les décisions du gouvernement, protesta contre les ministres et l'absolutisme, et finit par conclure à la nécessité des Etats-Généraux. Son langage fut peut-être encore plus hardi que celui du Parlement de Paris. Dans un de ses arrêtés, il s'exprime ainsi : « Le voile mystérieux qui dérobe aux yeux du public *les canaux détournés par où les finances de la nation passent et disparaissent*, les réclamations des Cours méprisées, *la liberté des enregistrements violée*, la fidélité des Parlements punie de l'exil, *l'autorité royale*

elle-même affaiblie par l'extension d'un pouvoir sans bornes, le vœu de tous les ordres de l'Etat, le cri général de la nation, la misère du peuple, tout enfin prouve la nécessité de revenir à l'ancienne constitution (1). »

C'est à peu près vers la même époque que se produisirent les dénonciations contre Calonne. Le Parlement de Grenoble reprit les accusations de Duport, en les aggravant encore (2). Le Parlement de Toulouse vint à la rescousse. Et ces accusations enflammées contre une administration à qui l'on imputait la dilapidation de 4 milliards en 3 ans, ces réquisitions contre une gestion financière qu'on qualifiait de criminelle, passaient par-dessus la tête du « commis », pour atteindre le roi lui-même, responsable d'avoir choisi un tel ministre et d'avoir toléré ses agissements.

Le Parlement de Rennes entra peu après dans la mêlée. La brochure intitulée : *Observations d'un avocat sur l'arrêt du Parlement de Paris du 13 août 1787* lui ayant été dénoncée, il la jugea et en condamna l'auteur. L'arrêt réfutait longuement le libelle en affirmant toutes les théories émises par la Cour de Paris et combattues par l'autorité royale.

Enfin, quand le Parlement de Paris fut transféré à Troyes, 8 Cours de province (sur 13) protestèrent avec

(1) Cité par Chérest. *La Chute de l'Ancien Régime*. p. 302.

(2) Cf. plus haut, p. 69.

véhémence et redemandèrent la convocation des Etats-Généraux : les arrêtés de Rennes (18 et 22 août), de Besançon (30 août), de Rouen (22), de Pau (31), de Grenoble (21), de Bordeaux et de Toulouse (27) portèrent aux quatre coins de la France les théories nouvelles et l'opposition au Gouvernement. Celui de Besançon exprime ces sentiments avec une hardiesse qui dépasse de loin tout ce que l'on avait entendu : « ... La nation opprimée », dit-il, « se trouve réduite au nom et au *simulacre de la liberté et de la propriété... Les coups d'autorité... la contrainte et les rigueurs mises à la place de la justice*, étonnent un siècle éclairé, blessent une nation idolâtre de ses rois, mais libre et fière, glacent les cœurs, et pourraient *rompre les liens qui attachent le Souverain au sujet et les sujets au Souverain*. »

Bien entendu, toutes ces remontrances, tous ces arrêtés étaient imprimés, vendus et lus partout, créant dans chaque province une agitation réformiste. Les idées des philosophes, les conceptions nouvelles prenaient corps par ces manifestations faites en leur honneur et sous leur influence. Le public, à son tour, les commentait avec fougue : il félicitait les corps judiciaires qui soutenaient le « parti de la nation », et témoignait bruyamment son enthousiasme pour les magistrats, non moins que son aversion pour le ministère.

A Paris, l'influence de la crise parlementaire sur

l'opinion fut plus particulièrement active, et bientôt, par une réaction inévitable, l'opinion elle-même influença et dirigea les magistrats. Il s'était établi entre la Cour et le public un frottement continu. Tout un parti s'était formé, composé principalement de jeunes avocats, d'étudiants en droit, de clercs de basoche surtout, qui était continuellement sur pied pour suivre les séances du Parlement. Au début, c'étaient seulement, à la sortie, des acclamations triomphales pour les magistrats de l'opposition (1) ; des huées suivirent bientôt à l'adresse de ceux que l'on supposait favorables au ministère. Peu à peu le désordre augmenta. La foule s'accrut de toute cette multitude, qui sort on ne sait d'où, et qui est toujours portée aux endroits où il peut y avoir du tumulte. Pendant les séances, la salle se remplissait de curieux : ils ne ménageaient point, durant la discussion, leurs acclamations à certains orateurs, leurs vociférations à d'autres. Des groupes nombreux attendaient l'issue des audiences à la porte de la Grand'Chambre, dans les couloirs et sur la place. Et lorsque les conseillers sortaient, des louanges ou des insultes, des félicitations ou des outrages les attendaient, suivant qu'ils étaient ou non « patriotes ». Les jeunes conseillers des enquêtes, fougueux dans leur opposition, goûtaient avec joie les ivresses du triomphe, et se montraient pleins de complaisance

(1) Lacroix, *Histoire de France pendant le XVI^e siècle*, t. VI, p. 180.

pour leurs adorateurs, dont l'ardeur redoublait d'autant.

Les choses allèrent plus loin encore. « Les magistrats, oubliant que le secret des délibérations était pour eux un devoir, avaient habitué le public à connaître leurs arrêtés aussitôt qu'ils étaient rendus. Les choses en étaient même venues au point que cette multitude regardait cette communication comme un droit dont elle n'eût pas supporté la privation (1). » L'archevêque de Paris, qui voulut un jour opposer à des questions indiscretes « la religion de son serment », fut grossièrement insulté et presque frappé (2). D'Epréménil, au contraire, fut obligé, le 7 août, de sortir par une porte dérobée pour se soustraire au triomphe qui l'attendait (3).

L'écho de ses manifestations était vite répandu dans toute la ville, et Paris entier vibrait de l'agitation du Palais. C'est ce mouvement populaire, qui donne au sage Malesherbes, dès avant le lit de justice, les craintes les plus vives. Dans son *Mémoire sur les économies*, il envisage la rébellion comme possible et, évoquant les souvenirs de Hollande et d'Amérique, il écrit que « les effets du mécontentement public sont incalculables ». L'agent autrichien Mercy Argenteau dénonce, dans une lettre de la même époque, « l'esprit de li-

(1) Sallier, 93-94.

(2) Sallier, 94.

(3) Bachaumont, XXXV, 7 août.

cence et d'indépendance », qui gagne au point qu'il deviendra très difficile d'y remédier... Petit à petit, l'agitation a gagné toutes les classes de la société... On ne saurait croire avec quelle audace on s'exprime, même dans les endroits publics, sur le Roi, les Princes et les Ministres... La fièvre est devenue si générale que, quand bien même on mettrait les gens en prison par milliers, on n'aurait point raison du mal ; mais la colère du peuple serait portée au plus haut degré et l'émeute éclaterait : c'est ce que dit la police (1). »

L'agitation grandit peu à peu, d'abord parce qu'elle prend de plus en plus conscience de la faiblesse du gouvernement, ensuite parce qu'elle croit à proportion de la gravité des événements. Nous avons vu les manifestations contre le comte d'Artois au lit de Justice de la Cour des Aides, le 17 août. C'est à partir de ce moment, après l'exil du Parlement, que les troubles devinrent graves. Des bandes organisées couraient les rues sous prétexte de châtier les « mouches » ou espions de police. On fouettait des femmes, on rossait le guet. Un page du comte d'Artois fut poursuivi et harcelé, à grand renfort de propos injurieux pour son maître. Les clubs s'agitaient, le peuple parlait couramment de guerre civile (2). Les scènes de désordre devinrent journalières. Le 18, eut lieu la manifestation en faveur de la Cour des Aides.

(1) *Correspondance avec Joseph II*, II, 102.

(2) Target, *Un avocat au XVIII^e siècle*, p. 49.

Le 20, on brûla solennellement les édits et divers écrits favorables à Brienne. La boutique d'un sieur Vinot, marchand de vins, qu'on supposait être espion de police, fut pillée et saccagée : on voulait massacrer le propriétaire. Heureusement, le guet arriva à temps et arrêta deux mutins. Mais la foule accourut fit relâcher les prisonniers en menaçant de mettre le feu chez le commissaire. Puis, comme on refusait de lui livrer le pauvre Vinot, elle cassa toute la porcelaine, les vitres et les glaces du commissaire (1). Devant ces excès et l'impuissance du lieutenant du bailliage, Brienne fit occuper Paris militairement ; le commandement des forces fut confié au maréchal de Biron.

Les publications, les brochures, d'un côté, les clubs de l'autre aidaient encore à la surexcitation de l'opinion. Les remontrances du Parlement et ses arrêtés étaient à peine adoptés, qu'on les imprimait et qu'on les colportait dans tout Paris. Le public s'arrachait les feuillets dont l'encre était encore humide. Les protestations des autres cours de justice étaient pareillement publiées. Dans les cafés, sur les promenades, on les lisait et on les commentait, avec d'autant plus d'ardeur que les théories des magistrats répondaient aux désirs de la société, travaillée depuis le début du siècle par les idées réformatrices. Le consentement de l'impôt, les Etats-Généraux, les lois

(1) Bachaumont, XXXV, 24 août.

constitutionnelles de la monarchie, la critique de l'absolutisme, qui faisaient le fond de toute la discussion, et qui jusque-là n'étaient connues que de l'élite, pénétraient le peuple qui s'enthousiasmait : « La résistance des Parlements, quoique purement passive, » écrit Bachaumont (1), « est très capable d'embarrasser la cour, et par la demande des Etats-Généraux, réveille la nation sur ses droits. »

Parmi les brochures, une des premières fut le discours de Sémonville à la séance du 16 juillet : il était intitulé : *De la nécessité d'assembler les Etats-Généraux dans les circonstances actuelles, et de l'admission du Timbre*. Le sujet fut traité plus à fond dans une seconde publication, anonyme, qui parut vers la même époque : *Conférence entre un Ministre d'Etat et un Conseiller du Parlement*. On y développait cette thèse que le Parlement n'avait point l'autorité de consentir les impôts, et que si, l'on pouvait inférer des délibérations des Etats-Généraux de Blois, en 1579, que la nation lui en avait délégué le pouvoir, ce n'était tout au plus qu'en cas de nécessité urgente, invasion ou guerre malheureuse, qui ne laisserait point le temps matériel d'assembler les Etats. Une autre libelle portait ce titre caractéristique : *le jurisconsulte national, ou principes sur la nécessité du consentement de la nation, pour accorder ou proroger les impôts* (2).

(1) Bachaumont, XXXV, 12 août.

(2) Bachaumont, XXXVI, 14 décembre.

Peu à peu, un conflit s'était donc affirmé et nettement précisé, entre les droits de la nation et la tradition absolutiste. Dans cette dispute passionnée, disparut bien vite ce qui seul faisait encore la force de la monarchie, le respect religieux dont on entourait jadis le roi et la famille royale. Les chansons, les quatrains, les placards et la caricature s'en donnèrent à cœur joie, une fois lancés. En présence de la révolte ouverte de la magistrature, gardienne des lois de l'Etat, le peuple ne crut plus devoir se modérer.

Les gens perspicaces, les agents des gouvernements étrangers sentirent toute la gravité des symptômes. Mercy écrit, après le lit de Justice du 6 août : « Il est certain que le prestige du roi est profondément ébranlé et qu'il ne pourra être relevé sans beaucoup de peine et de temps (1). » Et Staël-Holstein, le 19, dans une lettre à Gustave III, dont il est l'ambassadeur : « Il est impossible de se faire une idée de tout ce que l'on dit contre le roi et la reine (2). »

Les incidents se multiplient. Un jeune homme se fait arrêter dans un café pour avoir demandé la monnaie d'un louis en chantant : « Changez-moi cette tête (3). »

C'est surtout à la reine qu'on en veut. On dit qu'elle est la cause principale de la ruine financière, on cri-

(1) *Correspondance avec Joseph II*, II, 102.

(2) Staël-Holstein, *Correspondance diplomatique*, 66.

(3) *Correspondance secrète*, II, 168.

tique ses dépenses, ses favoris, et on l'accuse d'avoir soutenu Calonne. Bachaumont écrit, le 12 août : « La haine qu'on inspire contre cette Majesté est si forte que le lieutenant général de police a cru devoir avertir le ministre de Paris qu'il ne croyait pas prudent qu'elle s'y montrât durant les troubles actuels ; celui-ci, n'osant donner lui-même cet avis à la reine, en a rendu compte au roi. Le roi est passé sur-le-champ chez son auguste compagne, et lui a dit : « Madame, je vous défends d'aller dans la capitale jusqu'à nouvel ordre (1). » C'est contre elle que sont spécialement dirigés les placards extrêmement violents qu'on affiche partout, sur les arbres même, à Paris et à Versailles, lors de la translation du Parlement. Au Palais, il y en a plus de dix. On appelle couramment déjà Marie-Antoinette « Madame Déficit (2) ».

Deux caricatures, lancées vers la fin août, sont particulièrement irrespectueuses. La première représente, par allusion au siège de Troie, « un cheval que monte la reine de France ; d'une des oreilles passe l'édit de l'impôt territorial, de l'autre, la déclaration du Timbre ; le garde des sceaux tient la bride, l'abbé de Vermont l'étrier de la droite, et la duchesse Jules [de Polignac] l'étrier de la gauche. De la bouche du quadrupède sort l'archevêque de Toulouse et du côté opposé le baron de Breteuil. Au bas on lit cette ins-

(1) Bachaumont, XXXV, 12 août.

(2) Target, *Un avocat au XVIII^e siècle*, 49.

cription : « Troyens, rassurez-vous, ces gens-là ne sont pas des Grecs (1). » La seconde est bien pire encore. On y voit le roi et la reine à table, le roi le verre en main, la reine portant un mets à sa bouche. Autour d'eux, une foule nombreuse, la bouche ouverte. Et au-dessous cette phrase : « Le roi boit, la reine mange, le peuple crie (2). »

Le 17 août, quand les frères du roi vont procéder à l'enregistrement des édits à la Cour des Aides et à la Chambre des Comptes, on trouve ces deux vers affichés :

Louis XVI interdit, Antoinette au couvent
D'Artois à Saint-Lazare et Provence régent (3).

A la rentrée du Parlement, on lit sur plusieurs murs de la ville ce quatrain grossier :

Le Parlement est fou, je pense.
Car il y perdra son latin,
De vouloir régler la dépense
D'un ivrogne et d'une p.....

(1) Bachaumont, XXXV, 27 août.

(2) Bachaumont, XXXV, 27 août.

(3) Mallet du Pan, *Mémoires*, t. I, 17 août 1787.

CHAPITRE XIII

LA FIN DE L'ANNEE 1787 : REPRISE DE LA QUERELLE

La lutte du Parlement et du ministère recommença dès la rentrée. Déjà la Chambre des vacations avait eu quelques démêlés avec Brienne, à l'occasion de deux arrêtés qu'elle avait rendus : l'un protestant contre la translation à Libourne du Parlement de Bordeaux, l'autre faisant défense au Trésorier de la ville de Paris de verser au Trésor le montant d'une loterie de 12 millions. Le gouvernement s'irrita ; le bruit courut qu'on allait adopter un projet de Lamoignon retirant au Parlement l'enregistrement des lois. Des négociations eurent lieu qui aboutirent à une transaction, sur la proposition de d'Epréménil. Soit que le Parlement fut réellement intimidé, soit que, réflexion faite, il s'effrayât du mouvement qu'il avait créé, il consentit en principe à enregistrer un édit créant, pour une somme considérable, des em-

prunts échelonnés sur plusieurs années. Il n'y mettait qu'une condition : le roi promettrait solennellement de convoquer les Etats-Généraux dans un délai maximum de 3 ans. Lamoignon accepta avec effusion les termes de cet arrangement. Il s'engagea même peut-être un peu trop : il promit que le roi viendrait lui-même apporter l'édit au Parlement, non pas dans un lit de Justice, mais « dans une séance privée semblable à celles où Henri IV venait chercher des conseils avec tout l'abandon de la confiance et de la loyauté (1) ».

Brienne prépara le projet d'emprunt, avec de légères modifications. Il demandait 120 millions en 1788, 90 en 1789, 80 en 1790, 70 en 1791, 60 en 1792, soit en tout 420, et il élargissait jusqu'à l'expiration de cette période de 5 ans le délai de convocation des Etats. D'autre part, pour faire une concession à l'esprit nouveau, il décidait de présenter en même temps un autre édit qui rendait l'état-civil aux protestants. Enfin, il résolut de brusquer les choses : les conseillers prolongeaient d'habitude leurs vacances, et il comptait que ceux qui lui étaient hostiles, n'auraient pas le temps de revenir à leur poste, tandis que, prévenus, tous ses partisans seraient là.

Cependant, malgré toutes ces précautions, il redoutait de ne point encore avoir la majorité, et

(1) Sallier, 112. « D'Epréménil », ajoute-t-il, « m'a dit que le Garde des sceaux poussa la comédie jusqu'à pleurer. »

comme, d'autre part, il ne voulait point de lit de Justice, soit que l'expérience lui en ait semblé funeste, soit qu'il voulût paraître respecter l'engagement de Lamoignon, il imagina une forme nouvelle qu'il décora de l'ancien nom de *séance royale* : chaque membre du Parlement aurait le droit d'exprimer et de développer son avis ; mais les votes ne seraient point recueillis, et l'enregistrement serait acquis sans qu'il y eût lieu de tenir compte de la majorité (1). Toutes ces mesures furent arrêtées au conseil des ministres du 18 novembre et on décida de les soumettre au Parlement dès le lendemain matin.

Le 19, en effet, dès 8 heures la Cour prit séance. On remarquait autour du roi tous les princes et de nombreux pairs. Les ministres Malesherbes et Lambert (2) seigeaient à leur rang de conseillers. Les conseillers honoraires (conseillers d'Etat et maîtres des Requêtes), dont la voix délibérative devait être acquise au ministre, étaient aussi présents (3). En revanche, beaucoup de titulaires manquaient. D'Aligre présidait.

Des bruits moins favorables couraient à l'ouverture de la séance. On disait que l'opinion, avertie, blâmait les magistrats, et que plusieurs, pour cette raison ou par suite de l'affectation qu'on semblait avoir mise à publier

(1) Talleyrand, *Mémoires*, I, 183.

(2) Celui-ci était Contrôleur général.

(3) Brienne n'avait pas entrée au Palais, quoique ministre.

la démarche de d'Epréménil (1), étaient revenus à des dispositions hostiles. En tous cas, sans qu'il fût besoin d'autres raisons, le Parlement devait être irrité en voyant combien la réalité différait des promesses qu'on lui avait faites, et quelles mesures tâtilloannes on prenait pour le mieux duper. Dans une réunion qui avait eu lieu chez lui, la veille, le duc d'Orléans avait promis d'exprimer lui-même les sentiments des protestataires.

Le roi prit le premier la parole et rappela à la Cour d'un ton fort sévère « les principes dont elle ne devait pas s'écarter. Ils tiennent, » ajouta-t-il, « à l'essence de la monarchie, et je ne permettrai pas qu'ils soient méconnus ou altérés. » Il affirma qu'il était seul juge de la nécessité ou de l'utilité de rassembler les Etats-Généraux et ordonna aux Parlements de se renfermer désormais dans les fonctions qui leur étaient confiées « en ayant attention de ne pas s'en écarter et de ne s'y refuser jamais et surtout en donnant à mes sujets l'exemple de la fidélité et de la soumission ». Ce langage hautain, qui eût été tenu avec profit au début du mois de juillet, était on ne peut plus inopportun dans une circonstance où l'on devait sceller un pacte de réconciliation.

(1) Sailier, 112 : « Ils affectent de publier la démarche de d'Epréménil ; ils font répandre que, accessible à l'ambition,... pour prix de sa conduite, il a reçu la promesse d'une charge de maître des requêtes et d'une intendance. »

Lamoignon, qui parla ensuite, accentua encore. Il prononça un discours remarquable sur les principes constitutifs de la monarchie absolue. Après avoir rappelé, trop crûment, la récente soumission du Parlement, il aborda tout de suite la question des Etats-Généraux. Le roi, dit-il, n'a pas jugé à propos de s'arrêter jusqu'ici à cette demande « qui semblait avoir le caractère d'une réquisition » inadmissible. Mais le moment est aujourd'hui venu de « confronter » les prétentions des Cours de Justice « avec les principes de la monarchie... universellement admis par la Nation ». Ces principes, les voici : *Au Roi seul appartient la puissance souveraine de son royaume ;... il n'est comptable qu'à Dieu de l'exercice du pouvoir suprême ;... le lien qui unit le Roi et la nation est indissoluble par sa nature ;... le Roi est chef souverain de la nation et ne fait qu'un avec elle. Enfin... le pouvoir législatif réside dans la personne du souverain, sans dépendance et sans partage*. Et le garde des Sceaux ajoutait malicieusement que ces principes n'étaient point affirmés à la légère, mais littéralement transcrits d'un arrêté du Parlement lui-même, en date du 30 mars 1766.

La conséquence directe de cette doctrine, c'est que *le droit de convoquer les Etats-Généraux appartient au Roi seul ; lui seul doit juger si cette convocation est utile ou nécessaire... Il n'a besoin d'aucun pouvoir extraordinaire pour l'administration de son*

royaume... Un Roi de France ne pourrait trouver dans les représentants des trois ordres qu'un conseil plus étendu, composé des membres choisis d'une famille dont il est le chef... Il serait toujours l'arbitre suprême de leurs représentations et de leurs doléances.

Pour le moment, le monarque ne permettra à personne « d'exercer sur ses résolutions quelque apparence de contrainte ». Il ne veut convoquer les Etats qu'après avoir rétabli l'ordre dans les finances, c'est-à-dire dans cinq ans au plus tard. Encore n'en prend-il point l'engagement formel. Il se contente d'en insérer la promesse vague dans l'édit d'emprunt : — « Quelle satisfaction n'éprouverons-nous pas lorsque, avant l'année 1792, nous pourrons montrer à la nation assemblée, comme nous nous le proposons, que l'ordre est rétabli ! »

En terminant, Lamoignon, après avoir annoncé 50 millions d'Economies pour l'année 1788, et présenté l'Edit sur les Protestants, répond avec hauteur aux représentations touchant le Parlement de Bordeaux. Celui-ci ne « doit pas attendre le retour des bontés du Roi » que « de sa seule soumission aux ordres qui lui ont été notifiés ».

Ce discours produisit chez les magistrats un vif mécontentement : il reprenait contre eux tous les griefs que la paix, conclue d'hier, semblait devoir faire oublier ; il affirmait avec une raideur extrême la volonté du gouvernement de maintenir intégralement

un absolutisme désormais impopulaire, et qu'on aurait pu croire abandonné. Enfin, dans sa forme même, parce qu'elle était éloquente et forte, la harangue du Garde des Sceaux blessait l'amour-propre du Parlement.

On s'en aperçut quand vint le moment d'opiner sur l'édit d'emprunt, lu le premier et rapporté par l'abbé Taudeau, qui conclut à l'enregistrement pur et simple. Le contrôleur Général Lambert, parla un des premiers (1) et commit la faute d'insister sur le déficit annuel qui était, disait-il, de 140 millions en moyenne par an, et même de 172 pour 1787 (2).

Lamoignon lui-même, ayant repris son rang de Président, opina en cette qualité. Le Conseiller Fréteau protesta contre cette irrégularité et proposa que le Garde des Sceaux sortit pendant la délibération (3).

L'abbé Sabathier combattit énergiquement l'édit, en affectant une exagération de formes respectueuses (4). On ne pouvait selon lui qu'enregistrer un seul emprunt, pour permettre de passer la première année, les Etats-Généraux devant être convoqués dans le plus bref délai.

Robert de Saint-Vincent, presque seul opposant dé-

(1) Traditionnellement, la Grand'Chambre opina la première, en suivant le rang d'ancienneté. Presque tous les avis y furent favorables.

(2) Sallier, 115.

(3) Bachaumont, XXXVI, 26 novembre.

(4) Sallier, 115.

claré parmi les Conseillers de Grand'Chambre, énonça la même opinion. Puis, élevant le débat avec une rude franchise, il montra toute l'étendue du conflit, les dangers de sa répercussion sur le peuple, et l'hostilité de celui-ci. Il laissa entendre toutes les éventualités qu'il prévoyait, et fit de hardies allusions à l'audace grandissante des manifestations de l'opinion. Le roi l'écouta attentivement et admira la netteté de son discours (1).

Mais l'avis sensationnel fut celui de d'Epréménil. Il convint avoir, dans une conférence avec le Garde des Sceaux, approuvé l'emprunt, mais tout autre qu'on le présentait maintenant : moins considérable quant au chiffre, et avec cette conséquence que la nation serait consultée le plus promptement possible. Puis, s'élevant à un mouvement de haute éloquence, il supplia le roi de la façon la plus émouvante, d'écouter la voix de son cœur et de convoquer les **Etats-Généraux** pour 1789. Louis XVI, dit-on, fut touché jusqu'aux larmes ; on vit le moment où il allait céder et faire, d'enthousiasme, la promesse que lui demandait le jeune Conseiller (2). L'impression produite par ce discours fut énorme au Palais et dans la Capitale.

Les opinions se succédèrent ainsi pendant sept heures, sur les huit et demie que dura la séance. Le

(1) Sallier, 115.

(2) Sallier, 126.

roi entendit sans broncher les avis les plus durs (1). Enfin, quand le dernier membre eût donné son avis, et après que le Garde des Sceaux lui eût parlé à voix basse, il dit que, le Parlement ayant été entendu, il estimait nécessaire d'établir les emprunts projetés. « J'ai promis les Etats-Généraux avant 1792 », ajouta-t-il, « ma parole doit vous suffire. J'ordonne que mon édit soit enregistré. » Aussitôt Lamoignon se leva et prononça la formule d'enregistrement forcé. Une profonde surprise, un mécontentement général envahirent l'Assemblée. Brienne avait joué le Parlement : c'était un lit de Justice véritable qui venait d'être tenu (2). Beaucoup de ceux qui étaient décidés à soutenir le gouvernement se plaignirent de cette manœuvre (3). Une rumeur courut sur les bancs. Le duc d'Orléans, qui était placé très près du roi « éleva la voix pour demander si c'était une séance royale ou un lit de Justice qui se tenait actuellement. » Sur la réponse du Garde des Sceaux que c'était une séance royale, le prince soutint qu'on devait compter les voix. On ré-

(1) « Le roi s'en est allé... », dit Bachaumont, XXXVI. 19 novembre; « sans s'être déplacé et même sans s'être mou-
ché. »

(2) Sallier, 128.

(3) Sallier, 128 : « Au moment où le roi se leva..., Molé de Champlâtreux, gendre du Garde des Sceaux, quitta sa place et vint se mettre à côté de moi qui, étant le dernier reçu du Parlement, étais auprès de la barre, et, lorsque Lamoignon passa, il lui dit : « Quelle scène vous venez de faire ! » Lamoignon, continuant sa marche, répondit gravement : « C'est l'usage. »

péta l'assertion contraire et le duc demanda qu'on insérât dans l'enregistrement qu'il avait été fait du très exprès commandement du roi. On repoussa cette proposition ; le duc, sans hésiter, dit « qu'il ne lui restait plus qu'à protester contre l'illégalité avec laquelle cette séance était terminée (1) ». Très embarrassé, Louis XVI répondit : « Cela m'est égal... vous en êtes bien le maître...; si, c'est légal parce que je le veux (2). » Comme il était 3 heures du soir, on se contenta de lire l'édit sur les Protestants, et on remit la délibération au lendemain, en séance ordinaire. Le roi sortit alors.

Tout aussitôt, de nombreux Conseillers demandèrent qu'on continuât l'Assemblée générale. Leur avis fut favorablement accueilli. Le duc d'Orléans fut prié de renouveler sa protestation, pour qu'on la consignât sur les registres. Et comme il s'embarrassait à chercher la formule définitive, ce fut l'abbé Sabathier qui la dicta au greffier en ces termes : « Sire, je supplie Votre Majesté de permettre que je dépose à ses pieds, et dans le sein de la cour, la déclaration que je regarde cet enregistrement comme illégal, et qu'il serait nécessaire, pour la décharge des personnes qui sont censées y avoir délibéré, d'y ajouter que c'est par l'exprès commandement du Roi. » Alors le Parlement,

(1) Weber, 191.

(2) Ou d'après les *Archives parlementaires*, I, 269 : « C'est légal, puisque j'ai entendu les avis de tous. »

après une très courte délibération, qui réunit en un ressentiment unanime tous les partis, prit un arrêté conçu dans le même sens que la protestation du prince. « La Cour, *considérant l'illégalité de ce qui vient de se produire à la séance du roi, où les voix n'ont pas été réduites en la manière prescrite par les ordonnances, de sorte que la délibération n'a pas été complète ; déclare qu'elle n'entend prendre aucune part à la transcription ordonnée être faite sur ses registres, de l'édit portant établissement d'emprunts graduels et successifs pour les années 1788, 1789, 1790, 1791, et 1792 ; pour le surplus, a continué la délibération au premier jour ».*

Brienne venait de commettre une maladresse insigne, et de s'aliéner inutilement le Parlement. Son attitude est d'autant plus incompréhensible que, même après toutes les vaines provocations qu'on lui avait faites, le Parlement aurait donné la majorité à l'enregistrement de l'édit (1). Pourquoi, dès lors, ne point aller aux voix ? L'impression sur le public fut désastreuse. Le roi, quand il sortit, au milieu de la foule innombrable qui attendait, fut accueilli par un silence respectueux, mais morne et attristé (2), tandis que le

(6) Les contemporains sont unanimes sur ce point. Et le roi lui-même le reconnut, dans sa réponse à la députation du Parlement, le 21. Bachaumont (XXXVI, 24 novembre) dit qu'il est « constant » que l'édit « passait à la pluralité de 20 voix. »

(2) *Correspondance secrète*, II, 102.

duc d'Orléans était acclamé à grands cris et reconduit en triomphe à son carrosse (1).

Le ministère résolut de continuer et d'accentuer la rigueur de sa politique. Dès le 20, à 6 heures du soir, le baron de Breteuil apportait au duc d'Orléans l'ordre qui l'exilait dans son château de Villers-Cotterets. Le lendemain, à la première heure, des commissaires et exempts de police, porteurs de lettres de cachet, arrêtaient à leur domicile Fréteau et l'abbé Sabathier, qui furent emprisonnés l'un au château de Ham, l'autre au Mont Saint-Michel (2). L'effet produit par cette sévérité fut encore plus déplorable pour l'autorité royale que ne l'avaient été les incidents qui la provoquaient. On protesta partout, bien haut, contre les lettres de cachet et l'arbitraire.

Le 21, la Grande Députation du Parlement, mandée à Versailles, y comparut devant le roi. Celui-ci se fit remettre la minute de l'arrêté du 19, le biffa sur les registres, et défendit « de le remplacer en aucune manière ». Puis il légittima, dans une admonestation sévère, la tenue de la séance royale « cette forme antique, si souvent réclamée par mon Parlement auprès des Rois mes prédécesseurs », et qui n'est pas soumise, pas plus que le roi lui-même aux ordonnances ou aux « règles qui ne regardent les tribunaux

(1) Bachaumont, XXXVI, 22 novembre.

(2) Marmontel, *Mémoires*, IV, p. 16.

que dans l'exercice habituel de leurs fonctions (1) ».

Le Premier Président crut devoir protester contre l'exil du duc d'Orléans et l'incarcération des deux Conseillers. « Votre Parlement consterné, » dit-il, « supplie très humblement Votre Majesté de rendre au prince de votre sang et aux magistrats la liberté qu'ils n'ont perdue que pour avoir dit librement ce que leur ont dicté, en votre présence, leur devoir et leur conscience, dans une séance où Votre Majesté a annoncé qu'elle venait chercher des suffrages libres (2). » Le roi, qui n'attendait point cette supplique, répondit simplement que son Parlement devait croire qu'il avait « de fortes raisons » d'éloigner un prince du sang. Quant aux magistrats, s'il les avait « punis », c'est qu'il en était mécontent.

Le 22, d'Aligre rendit compte à la Cour de sa démarche de la veille. Puis il lut des lettres de pairs (3) s'excusant de ne pouvoir assister aux délibérations, Sa Majesté leur en ayant enjoint la défense. On délibéra alors sur cette défense, qui empêchait la Compagnie d'être au complet, et l'on adopta un arrêté décidant de « passer outre », vu « l'importance et l'urgence de l'objet de la délibération ». Mais la Cour

(1) Flammermont, III, 703.

(2) Flammermont, III, 704.

(3) L'évêque comte de Beauvais et le duc de Saint-Cloud. — Les princes du sang avaient été avisés de cette décision par une lettre du roi même, les pairs par une communication du ministre au nom de S. M. (Bachaumont, XXXVI, 2 décembre).

déclara que ce cas de force majeure « ne pouvait en aucun temps préjudicier aux droits respectifs de la Pairie et de la Cour des Pairs », et qu'elle se réservait « de prendre en tout temps les mesures qu'il appartiendrait pour la conservation desdits droits (1) ».

On en vint alors à la séance royale et à ses suites. Un Conseiller proposa, et on adopta à l'unanimité, par acclamation, d'envoyer un secrétaire témoigner à la duchesse d'Orléans les sympathies du Parlement pour le duc, et les assurances « de son zèle et de sa douleur ». Ce qui fut fait sur-le-champ.

Les avis les plus violents furent émis. On proposa de dénoncer l'emprunt comme illégal, son enregistrement n'ayant pas été transcrit sur les registres. D'autres voulaient « décréter les commissaires, exempts et sup pôts de police porteurs et exécuteurs des ordres illégaux contre MM. Fréteau et Sabathier (2) ». Ces deux résolutions furent repoussées, la dernière par 40 voix contre 27 (3). Enfin, la Cour « délibérant tant sur la forme de la séance du roi tenue en sa Cour le 19 de ce mois, que sur le récit fait par M. le Premier Président », adopta un arrêté remerciant le roi « très humblement... *au nom de la nation*, de la promesse... de convoquer les Etats-Généraux », mais le suppliant « d'en accélérer l'époque ». Elle décidait, en

(1) Flammermont, III, 705.

(2) Bachaumont, XXXVI, 29 novembre.

(3) Bachaumont, XXXVI, 29 novembre.

outre, de présenter au souverain d'itératives remontrances, que prépareraient des commissaires, et qui porteraient sur deux points : premièrement, la forme de la séance royale et le « surplus du discours dudit seigneur roi » ; deuxièmement « la situation où se trouvent M. le duc d'Orléans et MM. Fréteau et Sabathier », en même temps que la réponse du roi au Premier Président touchant cet objet. Ces dernières devaient être soumises dès le lendemain à l'approbation des Chambres (1).

Elles furent, en effet, adoptées dès l'assemblée du 23. Le Parlement y demande « quel est le crime de cet auguste prince », le premier du sang royal, « quel est le crime de ces deux magistrats ». Serait-ce « d'avoir dit la vérité... ? de l'avoir dite avec une franchise respectueuse ? » Le roi avait cependant annoncé plus de tolérance, par la bouche même de son Garde des Sceaux. Mais « les conseils qu'on s'est permis de [lui] donner... ne feraient plus du sanctuaire de la justice, de l'asile des lois et de la vérité, que le séjour de la terreur et du silence ». Et le langage devient au fur et à mesure plus hardi : « *Si M. le Duc d'Orléans est coupable, nous le sommes tous.* » Son attitude a été « digne du premier prince du sang... *Sa déclaration n'a fait qu'énoncer nos sentiments, sa conscience a deviné la nôtre,* et... si M. le

(1) Flammermont, III, 706.

duc d'Orléans a montré un courage digne de sa naissance et de son rang, il n'a pas moins manifesté un zèle nécessaire à votre gloire. » Il est impossible de se solidariser plus complètement avec la victime de la disgrâce royale. Non content de cette affirmation, le Parlement proteste encore contre les décisions de Sa Majesté. « Les étrangers ne pourraient concevoir, la postérité refuserait de croire *qu'on se soit exposé en disant la vérité à Votre Majesté*, qui la demandait en personne. » Mais la séance royale serait plus dangereuse que le lit de Justice. La présence du roi n'entraînerait-elle désormais que « la crainte et la douleur ? »

Les remontrances en viennent à « l'enlèvement » de Sabathier et de Fréteau. « Et quel enlèvement !... L'honneur en frémit et l'humanité en gémit comme la justice... » Suit une peinture romanesque des souffrances des deux victimes (1), qui n'ont commis « d'autre crime... que d'avoir dit la vérité, qu'ils vous doivent, Sire, et que vous leur demandiez... et qui comptaient avec raison sur la générosité person-

(1) Elle fut démentie formellement, en ce qui concerne Fréteau, par une lettre que ce conseiller adressa, sur sa demande, le 25 novembre, à l'inspecteur Quidor, qui présidait à son arrestation : «...Dans l'exécution de l'ordre du roi », y lit-on, « ni vous, ni le commissaire..., ni les deux personnes qui sont montées... dans mon appartement pour me garder, n'avez point agi avec une dureté barbare, ni poussé l'atrocité jusqu'à porter la main sur moi. » Bachaumont, XXXVI, 10 décembre.

nelle de Votre Majesté. »... « *Des mains viles* se sont portées » sur Fréteau ; « sa maison était assiégée. Des suppôts de la police écartaient la famille : il a fallu descendre auprès d'eux jusqu'à la prière pour qu'il vit sa femme, ses enfants... » et il est parti « pour une prison éloignée, seul au milieu de trois hommes dévoués au *pouvoir arbitraire*. » Sabathier n'est pas moins malheureux ; traité moins durement peut-être, mais « contraint de partir avec la fièvre, et menacé d'une maladie inflammatoire, pour un lieu où la vie est un supplice continuel : un rocher est sa demeure, les flots de la mer battent sa prison, l'air en est malsain... et Votre Majesté, sans l'en vouloir, sans le savoir, en signant l'ordre de son enlèvement, a peut-être signé celui de sa mort. »

S'il doit en être ainsi désormais, ajoutent les magistrats, *nous pouvons nous demander à nous-mêmes avec effroi, avec douleur, ce que vont devenir les lois, la liberté publique, étroitement liée à la nôtre, l'honneur national et les mœurs françaises*, ces mœurs si douces, si nécessaires à conserver. »

Persuadé que de pareils moyens ne viennent pas du roi lui-même, mais « d'une autre source », le Parlement le supplie enfin, en rapportant les mesures prises, « de repousser des conseils déplorables », d'écouter « son propre cœur » et « d'effacer un exemple qui finirait par opérer la destruction des lois, la dégradation de la magistrature, un découragement uni-

versel, et le triomphe des ennemis du nom français (1). »

De pareilles représentations, faites sur un tel ton, aussi volontairement alarmistes dans l'expression des griefs qu'elles exposaient, devaient avoir dans l'opinion un profond retentissement. Il n'est pas possible de n'y pas voir une exagération, ou du moins un manque de modération, si l'on fait bien attention que ce sont des magistrats qui parlent. Et tout laisse à supposer, au reste, qu'elles étaient ainsi formulées à dessein, leurs rédacteurs sachant et voulant bien que, connues et publiées, elles occasionnent des protestations au dehors, dans le peuple.

C'est ce que reprocha, au fond, le roi au Parlement, dans sa réponse au Premier Président qui lui présentait, le 26, des remontrances : « Si je ne blâme pas » dit-il, « l'intérêt que vous me témoignez sur la détention de deux magistrats de mon Parlement, *je désapprouve que vous en exagériez les circonstances et les suites, et que vous sembliez l'attribuer à des motifs que le libre cours que j'ai laissé aux opinions ne vous permet même pas de présenter.* Ne cherchez pas plus longtemps à *lier la cause particulière de ceux que j'ai punis avec l'intérêt de mes autres sujets et des lois.* » Il fut du reste inflexible. Tout au plus promit-il de changer le lieu de détention des prison-

(1) Flammermont, III, 706.

niers, s'il était nuisible à leur santé. Du duc d'Orléans, il n'a rien à dire que ce qu'il a déjà répondu. Enfin, il affirme sèchement son pouvoir absolu : *« Je ne dois compte à personne de mes résolutions... L'ordre public tient essentiellement au maintien de mon autorité (1). »*

Brienne avait abouti à mettre la royauté dans la plus mauvaise posture. Désormais la querelle initiale s'était élargie. La liberté individuelle, la libre expression des opinions dominaient le débat, intéressant le pays tout entier, et groupant tous les esprits libéraux derrière l'opposition. Débat particulièrement dangereux « par sa nature et par ses conséquences... non sur l'emploi, mais sur l'existence même des lettres de cachet ;... réclamation, non d'aucun droit particulier appartenant au prince exilé, aux deux magistrats captifs, mais du droit universel inhérent à 24 millions de Français (2). »

L'opposition grandissait, et devenait chaque jour plus menaçante. Le roi lui-même n'était plus épargné. Les pairs, qui n'osaient enfreindre la défense du roi et venir au Parlement, se réunirent chez le duc de Luynes et décidèrent de protester auprès de Louis XVI contre l'exil du duc d'Orléans. Dix-sept d'entre eux signèrent un mémoire, de forme très respectueuse, où ils réclamaient le droit de siéger en Cour de Parlement,

(1) Flammermont, III, 708.

(2) Weber, 195.

qu'une déclaration de Louis XV leur avait reconnu.

Cependant, le trésor était presque vide, et Brienne émit à la hâte un emprunt de 120 millions. Mais les fonds hésitaient à venir : personne n'avait confiance. La Cour comprit qu'il lui fallait user de sagesse et de modération pour éviter les responsabilités, et ôter surtout au ministre tout prétexte de tenter un coup de désespoir, dont elle serait la victime désignée. Car elle devait bien penser, qu'après le résultat qu'avait eu la paix de Troyes, le gouvernement ne tenterait pas une seconde réconciliation. Puis, à cause même de la facilité avec laquelle les magistrats avaient cédé la première fois, l'opinion publique commençait à ne point les soutenir avec le même enthousiasme. Tout les exposait désormais à un coup d'autorité définitif. Enfin, des bruits de banqueroute commençaient à courir avec persistance, et le Parlement ne voulait pas donner à Brienne le moindre prétexte de recourir à cette solution.

Il résolut donc de se tenir sur un terrain tout favorable, et de protester uniquement, à l'occasion de l'arrestation du duc, de Fréteau et de Sabathier, contre les lettres de cachet, contre l'exil et l'emprisonnement arbitraires. Sur les conseils des opposants les plus notoires, de d'Epréménil lui-même, toute motion compromettante fut écartée, et on abandonna pour le moment l'idée de poursuivre les protestations contre la séance royale. Sous le prétexte de ne pas

entraver l'émission de l'emprunt, on ajourna de simples remontrances décidées à ce sujet. Le plan adopté consista à réclamer sans cesse le retrait de la mesure qui frappait le prince et les deux magistrats. Des commissaires avaient été nommés pour examiner l'édit sur les Protestants, mais on remettait chaque fois à huitaine de délibérer sur l'enregistrement, en « redemandant toujours les exilés (1) ».

Soudain, le ministère parut faiblir. Le roi permit aux pairs, en considération de leur demande respectueuse, de tenir à nouveau séance au Parlement à partir du 7 décembre. Cette décision donna un nouveau courage aux magistrats. Ils attachaient une grosse importance à la participation des princes et des pairs à leurs délibérations. Aussi, réconfortés de leurs présence, résolurent-ils de présenter dès lors au roi d'itératives remontrances. Arrêtées le 1^{er} décembre, elles furent portées à Versailles le 8 par le Premier Président et deux présidents à mortier. D'Ormesson dut, à la présentation, suppléer d'Aligre qui s'était trouvé indisposé (2).

Ces représentations (3) touchent la réponse du roi du 23 novembre. « Les vrais magistrats et les bons citoyens sont également consternés des reproches

(1) Besenval, III, 308.

(2) Bachaumont, XXXVI, 9 décembre.

(3) On indique qu'elles émanent du Parlement « les princes et les pairs y séant. » Flammermont, III, 709.

qu'elle renferme et des principes qu'elle manifeste. » Le Parlement, après avoir émis l'opinion que tout cela ne vient pas des « sentiments personnels » de Louis XVI, rectifie quelques exagérations de ses précédentes supplications, rédigées « dans le premier moment de la douleur et de l'effroi ». Mais, s'il avoue s'être trop avancé en ce qui concerne l'arrestation de Fréteau, il n'en maintient pas moins que *la décence publique n'était que trop blessée* par l'arrestation de ce magistrat, « réduit à l'humiliation d'essayer plusieurs fois les interpellations d'un commissaire, sur sa soumission aux ordres de Sa Majesté. »

En se vouant, eux et leurs enfants, au service du roi et de la justice, les membres du Parlement n'ont pas cru s'exposer à *de pareils malheurs, moins encore à de pareils outrages*. Ce qu'ils réclament cependant avant tout, c'est *moins... les bienséances que les lois*. Et à ce propos, les remontrances se livrent à une critique acerbe de l'absolutisme. S'élevant aux vues générales, elles réclament, avec une rare éloquence, l'indépendance de la justice, aux règles de laquelle « les rois mêmes sont assujettis... *Une de ces règles est de ne condamner personne sans l'entendre* ». Au surplus, le roi n'a pas à rendre la justice. S'il conserve le droit « de faire grâce aux criminels condamnés, *les condamner Elle-même n'est pas une des fonctions de Votre Majesté*. » Ceux qui lui conseillent de « punir sans entendre » et de « punir elle-même...

blesse également et l'éternelle justice, et les lois du royaume, et la plus douce prérogative de Votre Majesté. »

Si donc le prince et les magistrats punis sont coupables, c'est au Parlement à les juger. Il demande « seulement que leurs crimes soient connus ».

La portée de ces réclamations dépasse les cas particuliers qui les ont motivées, et la Cour la précise avec une force remarquable : *Le dernier de vos sujets n'est pas moins intéressé au succès de nos réclamations que le premier prince du sang. Oui, Sire, non seulement un Magistrat, non seulement un prince de votre sang, mais tout Français puni par Votre Majesté, et surtout puni sans être entendu, devient nécessairement le sujet de l'alarme publique. Et ce n'est pas là, comme l'a laissé entendre la réponse du roi, une imagination du Parlement; c'est l'ouvrage de la nature... le cri de la raison... le principe des plus saintes lois, de ces lois qui sont gravées dans toutes les consciences... qui ne séparent point dans les vues d'ordre public, la liberté des citoyens d'avec l'autorité du Prince, et placent la sûreté personnelle à la tête de toutes les propriétés; de ces lois enfin... qu'on ne peut violer, suivant les magnifiques expressions de M. Bossuet, sans ébranler les fondements de la terre et préparer la chute des empires.*

La cause des exilés est donc « par la seule force de ces principes, la cause du trône et de la nation, du

trône dont la justice est l'unique fondement, de la nation qui ne peut être heureuse que par la justice.

C'est au nom de la *liberté* que les magistrats réclament le jugement ou l'élargissement des trois victimes, « emprisonnées par des ordres surpris, aussi contraires aux sentiments qu'aux intérêts de Sa Majesté » (1).

Peut-on trouver plus ardent et plus magnifique plaidoyer pour la liberté individuelle ? Mais c'est déjà l'esprit révolutionnaire ! Ce sont ses idées, et jusqu'à ses termes propres. Jamais, à la forme respectueuse près, on n'en exprimera plus nettement les principes, à la tribune de la Constituante.

Il y a là deux idées dominantes, deux idées maîtresses de l'ordre nouveau qui sera la loi de demain : la séparation absolue du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif, et les garanties d'inviolabilité personnelle. Emises dans de telles conditions, par la Cour de Justice, ces idées vont faire leur chemin, irrésistiblement. Il n'est que juste de constater quel rôle initiateur eût, en cela, le Parlement de Paris.

Le roi répondit simplement : « Je ferai connaître mes intentions à mon Parlement ». Et le 27 décembre, il annonça, pour en finir, qu'après avoir examiné attentivement les représentations, il n'avait rien à dire de plus que ce qu'il avait déjà répondu. « Mon

(1) Flammermont, III, 709.

Parlement ne doit pas solliciter de ma justice ce qu'il doit attendre de ma bonté. »

L'agitation fut grande au Palais, pendant ces quelques jours où l'on attendait la parole du roi. Il avait renvoyé la Cour de délai en délai, puis il avait souffert d'un érysypèle et n'avait pu recevoir. Pendant ce temps, on discutait et on était généralement d'avis qu'il pencherait pour la clémence. Aussi la colère gronda devant le résultat négatif. Quelqu'un proposa, à l'assemblée du 28, d'interrompre tout service jusqu'à ce qu'on eût eu satisfaction. Duport et l'abbé le Coigneux proposèrent une motion condamnant les lettres de cachet. Le prince de Condé lui-même protesta « contre l'étrange réponse du roi (1) ». Enfin, on adopta l'avis du président d'Ormesson : remettre la délibération à huitaine, pour donner aux Ministres le temps de réfléchir.

(1) Bachaumont, XXXVI, 29 décembre.

CHAPITRE XIV

L'ANNÉE 1788 : NOUVELLES CRISES

Dès janvier 1788, les événements se succèdent avec rapidité, et sans grande nouveauté. L'agitation parlementaire a gagné la nation tout entière ; les magistrats passent un peu en second plan (1).

Le 4, on reprend la délibération sur la dernière réponse du roi. Les esprits paisibles lisaient entre les lignes un espoir de détente : si le Parlement eût consenti, aux termes de la réponse elle-même, à s'adresser à la bonté de Louis XVI, il est probable

(1) Nous nous bornerons, dès lors, à une courte analyse. A partir de janvier 1788, l'opinion est lancée, l'esprit révolutionnaire est né et se développe. La démonstration nous semble faite du rôle essentiel du Parlement de Paris dans cette circonstance. Si donc nous avons tenu à donner un aperçu des événements postérieurs, c'est uniquement pour suivre jusqu'au bout nos personnages. — Ce seront du reste désormais toujours les mêmes griefs et les mêmes réclamations que le Parlement formulera.

qu'une mesure de clémence eût tout terminé. Mais la cour était montée à la plus vive indignation. On vit dans cette défense de rien n'exiger de la justice une prétention injurieuse, vraiment despotique et tyrannique, une atteinte aussi aux droits de la Compagnie. Toute idée de soumission disparut. Duport proposa une motion déclarant les lettres de cachet *nulles, illégales, contraires au droit public et au droit naturel*. Un arrêté en ce sens fut pris aussitôt, réclamant des garanties en faveur de la liberté individuelle. On décida de faire au roi de nouvelles remontrances sur sa réponse.

Elles furent arrêtées le 9. Le 16, le Parlement reçut l'ordre d'envoyer à Versailles la grande députation avec les minutes de l'arrêté du 27 août 1787, de celui du 4 janvier 1788, et des remontrances du 9. On prétendit à un moment que le Gouvernement avait décidé, après le 9, d'exiler une grande partie des membres du Parlement. Même des lettres de cachet auraient été expédiées, puis retirées au moment où les gardes du corps allaient les porter (1).

Le Premier Président, en présentant le 16 la grande députation, protesta encore une fois contre les lettres de cachet, et affirma à nouveau les sentiments de ses collègues, à propos du duc d'Orléans, de Fréteau et de Sabathier, dont « les délits... loin d'être jugés, ne sont

(1) Sallier, 137.

pas même connus. Nous serions désavoués par eux », ajouta-t-il, « si nous demandions à Votre Majesté une autre grâce que leur liberté ou leur jugement ». Il dénonça *la grande atteinte portée à la liberté* des sujets du roi. *La loi seule*, dit-il, *est le seul recours du Parlement*, organe « d'un peuple généreux et fidèle qui parle plus volontiers de ses devoirs que de ses droits (1) ».

Le roi prit les minutes qu'il avait réclamées et, après être passé dans son cabinet où il conféra quelques instants avec ses ministres, il revint donner sa réponse. Il ne jugeait pas à propos de déférer aux instances du Parlement, et il ajouta sévèrement que « la façon dont elles étaient conçues n'était pas faite pour mériter son indulgence ». Quant aux lettres de cachet, elles constituent *l'exercice d'un pouvoir que l'intérêt des familles et la tranquillité de l'Etat réclament souvent*, que des magistrats eux-mêmes ne cessent d'invoquer, *et dont j'ai la douce satisfaction de penser que j'ai usé avec plus de modération qu'aucun de mes prédécesseurs* (2). Et le monarque congédia ses magistrats après leur avoir annoncé qu'il supprimait, avec défense d'y donner suite et d'en prendre de pareils, les arrêtés du 27 août et du 4 janvier, aussi « indiscrets » l'un que l'autre dans leurs expressions et

(1) Flammermont, III, 741.

(2) C'était parfaitement vrai. Voyez le témoignage de Weber, 120.

« contraires à la soumission et au respect dont le Parlement doit l'exemple (1) ».

Le 18 janvier, le Premier Président rendit compte de sa mission au Parlement assemblé qui décide de faire des remontrances au roi sur sa réponse, et de les lui présenter avec celles précédemment adoptées sur les lettres de cachet. Des commissaires seraient nommés pour proposer une rédaction dans la quinzaine. L'arrêté se motivait sur le maintien des *véritables principes qui peuvent seuls assurer l'ordre légal de la monarchie et la liberté individuelle des citoyens*.

Le projet des commissaires ne fut terminé que le 11 mars. A la date de ce jour, le Parlement l'adopta. Ce nouveau texte est la réédition des protestations précédentes, rendues plus pressantes, et exprimées avec la même énergie.

La Cour s'y donne la mission de *veiller sur les droits du souverain*, toujours « exposé à des surprises ». Elle a le dessein de *rallier la puissance*

(1) « Je fus de cette députation », dit Sallier, 138, « et... j'eus occasion de remarquer combien quelques-uns de ceux que leur devoir appelait à être les défenseurs du trône, et qui travaillaient dès lors à la révolution, se jouaient déjà du respect et des bienséances. La députation se retirait. Je sortais le dernier du cabinet avec les gens du roi. Nous touchions encore au seuil de la porte, lorsqu'un des ayocats généraux, Séguier, vieilli dans l'habitude de respect pour les paroles du roi, nous dit à voix très basse : « Mais cette réponse n'est cependant pas aussi dure qu'on pouvait le craindre. » Hérault de Séchelles, éclatant de rire et parodiant en bouffon la stupidité populaire, répondit tout haut : « O mon Dieu ! vive notre bon roi ! »

royale à la justice, la liberté publique à la fidélité. Ses membres sont « jaloux... *d'assurer la liberté de leurs concitoyens.* » Ils sont « autorisés à croire que le duc, Fréteau et Sabathier ne sont point coupables. » Mais, si cela était, « *le droit de les juger est réservé au Parlement*, celui de faire grâce est l'heureuse prérogative de Sa Majesté ».

Au nom de la sincérité de ses délibérations, le Parlement proteste contre les procédés employés à l'égard de ses membres et qui tendent à peser sur le corps tout entier. Il proteste surtout contre l'usage des *lettres de cachet* qu'il appelle *l'erreur la plus funeste qui pût séduire des souverains*. Il en demande l'abolition.

Enfin, en réclamant une dernière fois « la liberté personnelle » des exilés, il ajoute, fier et menaçant : *Ce n'est plus un prince de votre sang, ce ne sont plus deux magistrats que votre Parlement redemande AU NOM DES LOIS ET DE LA RAISON : CE SONT TROIS FRANÇAIS, CE SONT TROIS HOMMES (1).*

De nouveau donc, la question se précise : c'est la liberté individuelle, ce sont ses garanties que le Parlement met en jeu de la façon la plus formelle, au risque d'ébranler tous les vieux principes qui maintenaient traditionnellement le pouvoir royal.

Les remontrances furent apportées au roi le

(1) Flammermont, III, 743.

13 mars. Le 16, il donna sa réponse au Premier Président. Brève et dure, elle maintenait simplement, et à peu près textuellement les termes de celle du 16 janvier.

Alors le Parlement, à qui d'Aligre communiqua le 17 mars le résultat de sa démarche, nomma le 8 avril des commissaires chargés de rédiger d'itératives remontrances. Mais les événements ne lui laissèrent pas le temps de mener à bien cette entreprise.

En province, l'agitation continuait. Là, les Parlements n'ont pas un instant cessé la lutte. Soit à propos des Assemblées provinciales, comme à Bordeaux, comme à Grenoble, où la Cour empêcha le fonctionnement de celles du Dauphiné, soit à propos de la perception des nouvelles taxes, comme à Toulouse, à Rennes, à Metz, à Rouen, soit un peu partout à propos des translations ou de l'arrestation de Fréteau et de Sabathier, la résistance au pouvoir royal est générale et prend des airs de coalition (1). Elle n'hésite devant aucune considération; elle emprunte les formes de la plus significative gravité. Non contents de publier dans toutes leurs remontrances, dans tous leurs arrêtés, les théories condamnées par le roi et ses ministres, les Parlements se mettent parfois en état de révolte ouverte.

C'est le cas du Parlement de Toulouse qui interdit

(1) Weber, 197; Besenval, III, 324.

de ses fonctions le procureur général pour avoir refusé de transmettre aux tribunaux du ressort des arrêtés véritablement séditieux. Un avocat général remplace le magistrat ainsi destitué et exécute les ordres de la Cour, jusqu'à ce qu'une lettre de cachet l'enferme à Lourdes (1).

La Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier annule une ordonnance rendue par les Commissaires des Etats et les Commissaires royaux ; elle menace des poursuites les plus rigoureuses ceux qui en tiendront le moindre compte (2).

La Cour des Monnaies, à Paris, exerce des poursuites contre son procureur général à raison de sa compromission avec Calonne dans la refonte de la monnaie d'or. Le roi lui défend de les continuer, en affirmant que le Contrôleur général n'a agi que sur ses propres instructions. Rien n'y fait, et la Cour refuse formellement d'abandonner la procédure (3).

Tout le monde, sentant que de pareils événements étaient le prélude d'une crise inévitable et prochaine, déplorait la faiblesse des ministres qui se bornaient à renvoyer les arrêtés aux Parlements sans réponse ou avec des lettres de réprimande (4).

(1) Sallier, 140.

(2) Arrêté du 11 mars 1788, Bibliothèque Nationale Lb⁹⁹ 531.

(3) Gomel, II, 422.

(4) Sallier, *loc. cit.*

Le Parlement de Paris reprit le 11 avril la discussion, qu'il avait ajournée le 22 novembre 1787, des remontrances relatives à la séance royale et à la suppression par le roi de la minute de l'arrêté qui l'avait suivie. Les commissaires déposèrent leur projet et un arrêté fort long fut adopté. Il protestait tout d'abord contre la violation du greffe de la Cour que constituait la suppression des minutes. Le greffe est un dépôt sacré qui conserve avec soin les « arrêts mémorables qui plus d'une fois ont affermi ou rétabli sur le trône » la race capétienne. *Les actes conservatoires des droits de la nation ne méritent pas moins la vigilance et l'immortalité.* Venait ensuite une énergique réclamation du droit de suffrage en présence du roi, *droit national* compromis à la séance de Votre Majesté, mais *réclamé par l'intérêt public et la Constitution.* Enfin, le Parlement se plaignait que le garde des sceaux ait « dénaturé ou supprimé », dans son discours, « les phrases décisives » de l'arrêté du 20 mars 1766, et insistait à nouveau pour le rappel du Parlement de Bordeaux.

La disposition la plus grave était celle qui taxait d'illégalité l'édit d'emprunt, au risque d'en empêcher l'émission. La Cour constatait, d'un ton dégagé, que les Etats-Généraux pourraient, seuls, remédier à ce vice en approuvant eux-mêmes l'emprunt.

Le tout était accompagné de nouvelles formules des principes déjà affirmés, et la vigueur de l'expression

n'avait point diminué : Les remontrances sont motivées par *la liberté publique attaquée dans son principe, le despotisme substitué à la loi de l'Etat, la Magistrature enfin réduite à n'être plus que l'instrument du pouvoir arbitraire*. Elles ont leur source dans le désir de conserver *les principes essentiels, les preuves historiques et les lois positives sur lesquelles reposent depuis 1300 ans les droits des sujets*. Parmi ces principes retenons celui-ci, formellement posé : *la seule volonté du roi n'est pas une loi complète ; la simple expression de cette volonté n'est pas une forme nationale*. Il faut pour qu'elle acquière la force obligatoire, qu'elle soit *publiée légalement* et, par voie de conséquence, *librement vérifiée*. C'est là *la Constitution française... née avec la monarchie* (1).

Le roi reçut ces remontrances le 13, et convoqua, pour le 17, la grande députation. Il lui donna sa réponse en grand apparat, entouré des princes du sang, des ministres et de nombreux courtisans. Il se borna à répéter une fois de plus, que tout s'était passé légalement à la séance du 19 novembre parce que, lui présent, le Parlement n'avait que le droit d'émettre un avis, la volonté du roi prononçant seule la décision. Il reprocha aux prétentions contraires de viser à réduire le roi à la valeur d'un simple conseiller, et à préparer la constitution d'« *une aristocratie de magis-*

(1) Flammermont, III, 722 et ss.

trats aussi contraire aux droits et aux intérêts de la nation qu'à ceux de la souveraineté ». Je dois, ajoutait-il, « garantir la nation d'un pareil malheur ».

Le 22, le Parlement procéda à la nomination de commissaires chargés de rédiger un projet d'itératives remontrances.

Entre temps, le 29, en assemblée des Pairs, il entendit un discours de Goislard de Montsabert ; ce conseiller dénonçait, d'ailleurs avec des raisonnements dénués de justesse, l'illégalité dont les contrôleurs des vingtièmes se rendaient, disait-il, coupables, en revisant et en augmentant les cotes individuelles, contrairement aux intentions et aux décisions du Parlement. Un arrêté intervint ordonnant que cette dénonciation serait communiquée au parquet, pour qu'il informât sur les faits qui y étaient visés.

Le 30, le texte des itératives romontrances est arrêté. Il reproduit toutes les dispositions essentielles de ceux qui l'ont précédé, en s'étendant d'une façon particulière sur la *constitution française* qu'on paraissait avoir effacée depuis « Richelieu et ses cruautés » ; Le Parlement se fait gloire de l'avoir restaurée, en revenant sur l'attitude léthargique qu'il observait depuis longtemps. Il a conscience de l'extrême importance des résultats qu'il a déjà obtenus. « Qu'on trouve sur la terre, qu'on cherche dans l'histoire un seul empire où le Roi et la nation aient fait paisiblement d'aussi grands pas en si peu de temps. » Mais

la besogne n'est pas terminée et le Parlement la poursuivra, sans souci des reproches ministériels, comme sans arrière pensée. *Le droit de vérifier librement les lois ne fait pas des parlements une aristocratie de magistrats, pas plus que le droit d'accorder librement les impôts ne fait des Etats-Généraux une aristocratie de citoyens.* Exprimant simplement la décision de ces lois dont ils sont les gardiens, les magistrats protesteront encore, jusqu'au bout contre les mesures ministérielles qui tendraient à faire des rois de France *non plus des monarques, mais des despotes.* Non ! *point d'aristocratie en France, mais point de despotisme,* dussent les membres du Parlement « s'immoler aux lois. » Car *telle est leur honorable et périlleuse condition, qu'ils doivent cesser d'être, avant que la nation cesse d'être libre* (1).

Ainsi, chaque réponse du roi, plus elle était nette et catégorique, amenait une réplique encore plus accentuée. Et l'agitation croissait en raison directe de la faiblesse que montrait, en face de ses audacieux adversaires, un gouvernement qui n'osait point sévir. A la fin, cependant, il y fut forcé. Les décisions du Parlement vis-à-vis des contrôleurs des vingtièmes avaient effrayé ces agents du fisc, et encouragé les contribuables à toutes sortes de résistances. L'argent rentrait mal. L'emprunt ne réussissait pas mieux : les

(1) Flammermont, III, 725.

capitalistes étaient effrayés de l'arrêt de la Cour qui l'entachait d'illégalité. Il fallait en finir. Brienne résolut d'enlever au Parlement l'enregistrement des lois, et de le confiner dans de simples attributions de judicature. Le bruit, au surplus, commençait à courir depuis quelque temps, de la prochaine réalisation de cette réforme, et de la création d'une *Cour plénière*.

Cependant, le ministère opérait en grand secret. Si les ordres, donnés aux gouverneurs des provinces et aux intendants, de se rendre tous à leur poste avaient donné l'éveil, on ne savait encore rien de précis sur les dispositions prises, au début de mai. Les ouvriers de l'imprimerie royale travaillaient activement, mais ils étaient soigneusement isolés du public, et toutes les avenues qui conduisaient à leurs ateliers étaient gardées. D'Epréménil parvint, par la corruption, à se procurer quelques épreuves. Sur sa demande, le Premier Président convoqua immédiatement les magistrats et les pairs en assemblée générale pour le 3 mai.

On adopta tout de suite et à l'unanimité, l'arrêté de protestation que proposa d'Epréménil. Le Parlement s'efforce d'y lier indissolublement sa cause à celle de la Nation : en le frappant, dit-il, c'est elle qu'on menace. Et le coup d'autorité qu'on prépare contre lui a évidemment pour cause le parti qu'a pris la Cour de résister à deux impôts désastreux, de se reconnaître incompétente en matière de subsides, de solliciter la convocation des *Etats-Généraux*,

et de réclamer la liberté individuelle des citoyens.

Les ministres ont voulu se débarrasser de tous les obstacles qui pouvaient gêner leurs dissipations et surtout éviter les Etats-Généraux qui les auraient rendues impossibles. Ils ont décidé de faire triompher « le système de la seule volonté ».

Contre ces entreprises, le Parlement dresse à la hâte le résumé « des maximes qu'il est chargé de maintenir, et des sentiments qu'il ne cessera de professer ».

Voici cette sorte de Déclaration des Droits de la France monarchique, qui est comme le testament politique du Parlement de Paris :

« La France est une monarchie gouvernée par le Roi, suivant les lois.

« ... De ces lois, plusieurs, qui sont fondamentales, embrassent et consacrent :

Le droit de succession au trône de la race capétienne, suivant la loi salique ;

Le droit de la nation d'accorder librement les subsides par l'organe des Etats-Généraux régulièrement convoqués et assemblés ;

« Les coutumes et capitulations des provinces ;

« L'inamovibilité des magistrats ;

Le droit des cours de vérifier dans chaque province les vérités du roi, et de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles sont conformes aux lois consti-

tutives de la province, ainsi qu'aux lois fondamentales de l'État ;

Le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit en aucune matière devant d'autres juges que ses juges naturels, qui sont ceux que la loi lui désigne ;

Et le droit sans lequel tous les autres sont inutiles, celui de n'être arrêté, par ordre de qui que ce soit, que pour être remis sans délai entre les mains des Juges compétents. »

De ces droits et de ces principes, le Parlement « remet dès à présent le dépôt inviolable entre les mains du Roi, de son auguste famille, des pairs du royaume, des *Etats-Généraux*, et de chacun des ordres, réunis ou séparés, qui forment la nation. » Et il ordonne l'envoi au bailliage de son arrêté, pour y être lu et publié.

Enfin, pour tout prévoir la Cour décida, « dans le cas où la force, en la diépersant, la réduirait à l'impuissance, de maintenir par elle-même les principes contenus au présent arrêté (1) ».

Les magistrats allèrent plus loin. Toujours sur l'initiative de d'Epréménil, pairs et conseillers s'engagèrent par serment « à n'autoriser aucune innovation, et à ne prendre place dans aucune Compagnie qui ne serait pas le Parlement lui-même, composé des mêmes personnages et revêtu des mêmes droits (2) ».

(1) Flammermont, III, 745. Bib. Nat., Lb.³⁹, 547.

(2) Weber, 125 : « Ce serment, ajoute-t-il, « servit de pré-

Le lendemain, 4 mai, les remontrances du 30 avril furent apportées au roi, qui se contenta d'annoncer une prochaine réponse.

Dès qu'on connut à Versailles les détails de la séance du 3 mai, le désarroi fut grand : le gouvernement espérait beaucoup du secret et de l'improvisiste pour la réussite de ses projets. D'autre part le caractère de violence que prenait la résistance parlementaire frappa le roi lui-même. Les mesures de répression ne trouvèrent plus aucun adversaire. On ne se contenta donc plus de la vaine formalité de casser l'arrêté. Ordre fut donné, le 4, d'arrêter, sur-le-champ, dans la nuit, à leurs domiciles, Goislard et d'Epréménil. Prévenus par la trahison du chef de la police (1) ou d'un Secrétaire d'Etat (2), ceux-ci s'enfuirent et se réfugièrent au Palais.

Il revêtirent leur robe et dénoncèrent l'attentat au Premier Président. D'Aligre convoqua immédiatement l'assemblée des pairs et des conseillers. Ce fut la fameuse séance de 30 heures (5 mai). Les deux fugitifs exposèrent la tentative d'enlèvement dont ils avaient failli être victimes.

La Cour, délibérant sur leur récit, « considérant que les ministres viennent encore d'attenter à la li-

lude à celui des Etats-Généraux qui devait suivre onze mois après. »

(1) Magistrat lui-même. Weber, 126.

(2) Sallier, 144.

berté de deux magistrats dont le crime est d'avoir uni leur zèle à celui de la Compagnie pour défendre les intérêts de la nation », décida que des mesures arbitraires contre la liberté individuelle « n'obligent pas légalement les citoyens », et mit « MM. Duval et Goislard, et tous autres magistrats et citoyens sous la sauvegarde du Roi et de la loi ». Une expédition régulière de l'arrêté devait être délivrée à chacun des deux magistrats poursuivis.

Puis la Cour décida d'envoyer au Roi, pour le supplier de revenir sur ses décisions, une députation composée de M. le Premier, de deux présidents et de 4 Conseillers de Grand'Chambre, et d'attendre, en permanence, le retour de cette délégation.

Comme on venait de condamner un texte falsifié des remontrances du 3 mai, le major d'Agoult, à la tête d'un détachement de gardes françaises, investit le Palais, occupe les cours et le grand escalier. Après des formalités compliquées, il pénètre dans l'Assemblée, lui fait part des ordres qu'il porte d'arrêter, n'importe où ils se trouveraient (1), Du Val et Goislard, et demande au Président de Gourgues, qui rem-

(1) L'ordre était ainsi conçu, tel que le lut d'Agoult : « J'ordonne au sieur d'Agoust, capitaine de mes gardes françaises, de se rendre au Palais, d'en occuper toutes les avenues, et d'arrêter, *dans la grand'chambre de mon Parlement ou partout ailleurs*, MM. Duval et Goislard, conseillers pour les remettre entre les mains des officiers de la prévôté de l'hôtel. » Signé « Louis ». Voy. Bib. Nat. Lb.³⁹, 549.

plaçait le Premier de lui désigner ces Messieurs. De Gourgues ouvre une délibération. La Cour refuse de livrer les deux magistrats. D'Agoult en est réduit à se retirer, interpellé vivement par les pairs, en réclamant du Président un certificat qui constatait le refus. Puis il va en référer à ses supérieurs.

Demi-heure après, vers 3 heures du matin, la députation revient de Versailles. Le roi avait refusé de la recevoir. La Cour reste en séance.

A 11 heures environ, d'Agoult se représente, nanti d'ordres nouveaux. Après avoir, au milieu d'un profond silence, enjoint à d'Epréménil et à Goislard de le suivre, il fait entrer un exempt de robe courte, et lui demande par deux fois de lui désigner les deux magistrats. Malgré le ton menaçant de l'officier, l'exempt a le courage de répondre qu'il ne voit pas ces Messieurs. Alors d'Agoult s'adresse encore une fois à la Cour. Un silence méprisant est la seule réponse qu'il obtient. Il se retire avec l'exempt.

C'est alors que, pour ne pas compromettre cet exempt, nommé Larchier, les magistrats recherchés décident de se livrer.

On fait rentrer le major. D'Epréménil se lève et annonce son intention, motivée par la générosité de Larchier, qu'il ne veut pas « exposer à être la *troisième victime immolée au despotisme* ». Il demande ensuite à d'Agoult s'il a l'ordre, dans le cas d'un refus, de « l'arracher par la force de la place » où il siège, au

Parlement. Sur réponse affirmative : « C'en est assez », dit le Conseiller. « Pour ne point exposer la Cour des Pairs, le temple de la justice, le sanctuaire des lois à une plus grande profanation, je cède à la force, et je vais vous suivre. » Puis il sort, après avoir « déposé dans le sein de la Cour » une protestation contre la violence dont il était victime (1).

A une heure de l'après-midi, la même scène se répète pour l'arrestation de Goislard. Cette fois, d'Agoult, en se retirant, annonce que le Parlement est libre de se retirer, mais que, par ordre du roi, les portes du Palais resteront fermées et gardées.

La Cour, malgré ses fatigues, délibère encore avant de se séparer et proteste, par un arrêté, contre l'attentat commis par ces « gens qui ont *violé l'asile de la liberté publique*, » en faisant un pompeux éloge des deux magistrats prisonniers. Cet arrêté est pris, les pairs séant. Cependant ceux-ci avaient reçu dès le matin, vers 9 heures, des lettres de cachet les invitant à ne plus siéger au Parlement. Mais, malgré cet ordre, malgré même que d'Agoult les eût avertis qu'ils étaient libres de sortir, ils avaient décidé de soutenir jusqu'au bout les magistrats.

Enfin, le jeudi 8, eut lieu à Versailles un lit de justice décidé par Brienne comme dernière mesure. Le roi y annonça que, fatigué des innombrables *écarts*

(1) Flammermont, 748.

de tous les Parlements, il avait décidé, en rendant à *la nation l'exercice de ses droits légitimes* de réduire les magistrats aux pures fonctions judiciaires dont ils n'auraient jamais dû sortir, et de réformer en même temps la justice qu'il voulait *plus prompte et moins dispendieuse* (1).

Le Premier Président prit la parole et débuta en répétant, mot pour mot, la protestation qu'il avait formulée, en pareille circonstance, le 6 août 1787. Puis il s'éleva avec force contre les mesures de rigueur prises contre la magistrature ; et, liant la cause du Parlement à la question de libertés civiles, il affirma une dernière fois que la Cour était frappée pour avoir voulu soutenir les droits imprescriptibles de la nation. Il termina en affirmant la volonté unanime de ses collègues de se refuser obstinément à siéger, soit dans un Parlement dont les droits auraient été restreints, soit dans toute assemblée qui pourrait être créée pour le remplacer.

On procéda ensuite à la lecture et à l'enregistrement forcé de l'ordonnance *sur l'administration de la justice*, et de quatre édits portant sur : 1° la *suppression des tribunaux d'exception* ; 2° la *réduction du nombre des offices au Parlement* ; 3° le *rétablissement de la Cour plénière* ; 4° la *suspension des fonctions du Parlement* jusqu'à complète organisation du nouveau système.

(1) Flammermont, pp. 756 ss.

Chacun de ces édits ou ordonnances fut précédé d'un discours du Garde des Sceaux. Il était l'auteur des projets et il les développa avec beaucoup de science juridique et de talent oratoire.

Les réformes sur l'administration de la justice réduisaient notablement la compétence du Parlement. Les bailliages jugeaient en dernier ressort, dorénavant, jusqu'à quatre mille livres en matière civile. On créait, dans chaque ressort, de grands bailliages, qui statuaient sans appel sur toute matière criminelle, et au civil jusqu'à vingt mille livres. Le Parlement ne gardait plus que quelques causes exceptionnelles et les litiges supérieurs à vingt mille livres. Au criminel, il ne connaissait plus que des causes intéressant les privilégiés. L'Ordonnance assurait le bénéfice des deux degrés de juridiction pour « les questions d'une certaine importance ». Ainsi, concluait Lamoignon, la justice était rapprochée des justiciables et, sans aucun bouleversement, on la rendait plus rapide et moins chère.

Au même résultat devait aboutir la suppression des juridictions d'exception, surtout fiscales (Bureaux des Finances, Chambre du Domaine et du Trésor, Juges des Traités, des Greniers à sel, des Eaux et Forêts, des Elections). Ces tribunaux spéciaux, composés d'officiers dont la plupart n'étaient même pas gradués, contribuaient simplement à embarrasser toutes les procédures de questions de compétence et constituaient,

par les exemptions d'impôts dont jouissaient leurs titulaires, des charges onéreuses pour le peuple.

La nouvelle organisation amenait d'ores et déjà deux mesures corrélatives touchant le Parlement. Le roi y réduisait d'abord le nombre des offices, les affaires diminuant. Cette réduction portait en premier lieu sur les offices vacants, puis sur ceux pourvus les derniers dans l'ordre du tableau. Elle entraînait comme compensation l'immédiat remboursement du prix et un droit de préférence de tout titulaire dépossédé, sur les premières charges vacantes. Le Parlement ne compterait plus que 67 membres. Les deuxième et troisième Chambres des Enquêtes étaient supprimées.

De plus, pour attendre l'établissement régulier de la nouvelle organisation, et par une sorte « d'extension des vacances », le roi suspendait provisoirement l'exercice des fonctions du Parlement.

Enfin, Lamoignon retirait aux Parlements le droit « de vérification et de publication des lois générales », pour le confier à une *Cour plénière* comprenant, outre la grand'Chambre de la Cour, les princes, les pairs, les grands officiers de la Couronne et un certain nombre de prélats, de maréchaux de France, de gouverneurs de province, de chevaliers des ordres et de membres des Conseils. Un magistrat de chaque Parlement de province, deux de la Cour des Aides et deux de la Chambre des Comptes complétaient l'Assemblée.

Et l'on disait « rétablissement » de la Cour plé-

nière, parce que, au dire de Lamoignon, elle avait déjà existé, notamment au temps de Philippe de Valois et de Charles le Sage, et en tous cas, bien avant les Parlements eux-mêmes.

Ce tribunal suprême devait assurer à la législation une unité qui lui manquait. Et, en attendant les Etats-Généraux promis par le roi, il vérifierait provisoirement les édits d'emprunt ou d'imposition auxquels des circonstances particulières obligeraient d'avoir recours.

Le roi reprit la parole pour annoncer la ferme exécution de ses projets et nomma sur-le-champ les magistrats qui feraient partie de la Cour plénière.

Le lit de Justice du 8 mai fut le signal d'une violente agitation. A Rennes, une insurrection faillit éclater pour défendre le Parlement de Bretagne. De même à Grenoble où des émeutes firent couler le sang à propos de l'exil de la Cour de Dauphiné. Bordeaux se fit encore remarquer par l'opiniâtreté de sa résistance.

A Paris, la Grand'Chambre refusa à l'unanimité de siéger à la Cour plénière, qui ne put même pas se constituer. Le Parlement tout entier s'engagea dans une lutte acharnée. L'exercice de la justice fut interrompu, la perception des impôts cessa, la vie sociale fut suspendue. Brienne fut acculé à la banqueroute, déclarée le 16 août. Il fut forcé de se retirer le 25, et remplacé par Necker. Celui-ci s'empressa de rappeler le Parlement, et fit convoquer les Etats-Généraux pour le 1^{er} mai 1789.

CHAPITRE XV

CONSÉQUENCES DES CONFLITS PARLEMENTAIRES

Ainsi, les crises parlementaires se terminent au moment même où commence la Révolution. Bien plus, il faut dire qu'en vérité c'est avec la querelle parlementaire de juillet 1787 que naît la Révolution. C'est de ce moment, en effet, que l'autorité royale, violemment combattue, commence à décliner. C'est de ce moment, que les idées nouvelles, répandues dans le peuple, commencent à y créer l'agitation et à y semer la révolte.

Certes, les Parlements n'avaient point voulu en arriver là, au début de leur résistance. Royalistes fervents (tout le monde l'était alors), ils s'étaient engagés dans la querelle, mûs seulement par la haine traditionnelle du ministère et l'amour d'une popularité à laquelle ils n'étaient point habitués. Le désir de maintenir intacts leurs privilèges est aussi pour quelque chose dans leur attitude, et la façon dont ils cri-

tiquent la Subvention Territoriale le montre clairement. Aussi bien, ils réclament les Etats-Généraux, mais selon la formule de 1614, qui donne aux privilégiés une prépondérance assurée. En tout cas, ils ne voient dans la réunion des trois ordres qu'un moyen de faire obstacle à la réalisation d'un mode d'impôt égalitaire. On aboutit ainsi à cette conclusion curieuse, que l'événement définitif qui présagea la Révolution fut provoqué par les réclamations des privilégiés, dans l'intérêt présumé de la conservation de leurs droits.

Les premières protestations du Parlement de Paris furent simplement une réaction tardive contre la théorie de l'impôt autoritaire, né de la seule volonté du roi. En lui opposant l'impôt consenti, les magistrats durent rechercher très loin dans l'histoire les fondements historiques de la doctrine qu'ils reprenaient. Les Etats, réunis autrefois en France pour le vote des subsides au roi, n'avaient point reparu en France depuis 1614. Leur principe devait séduire les esprits, minés par les idées nouvelles. Il flottait, pour ainsi dire, dans l'air, lorsque La Fayette l'exprima à la réunion des Notables.

Mais la question fut posée par le Parlement avec une particulière insistance et une signification bien nette. Il basa la théorie de l'impôt consenti sur le droit de la nation, dont les Etats-Généraux devaient être l'organe rationnel ; il parla un langage juridique

et formel : il affirma que les sujets avaient des droits, que le souverain ne pouvait violer sans despotisme et sans infraction aux principes constitutifs de la monarchie française. L'expression de ces idées concrètes eut un rétentissement énorme, grâce à l'âpreté de la lutte que soutinrent les magistrats, grâce au caractère que leur dignité donnait à leurs protestations. « Tout le monde s'éveilla », dit le Cardinal de Retz (1) ; « en s'éveillant on chercha les lois comme à tâtons ; on ne les trouva plus ; l'on se les demanda, et, dans cette agitation, les questions que leur explication fit naître, d'obscurès qu'elles étaient, et vénérables par leur obscurité, devinrent problématiques ; et déjà, à l'égard de la moitié du monde, odieuses. Le peuple entra dans le sanctuaire ; il leva le voile qui doit toujours couvrir tout ce que l'on peut dire, et tout ce que l'on peut croire du droit des peuples et de celui des rois, qui ne s'accordent jamais si bien ensemble que dans le silence. »

Le gouvernement ne comprit point que, dès lors, une révolution était déjà faite dans les esprits, prélude d'une autre. Maintenant avec une raideur factice les principes d'absolutisme, il ne voulait à aucun prix reconnaître le pouvoir des Etats-Généraux. Il les promit (peut-être encore cette promesse voulait-elle être un leurre), mais comme une concession royale,

(1) *Mémoires*, t. I, l. VII (sur les troubles de 1648).

sans aucun droit reconnu, et sans aucune force obligatoire. Qu'importe ! l'idée était irrésistiblement lancée ; les Etats rassemblés, personne ne pouvait garantir ce qui arriverait, ni où l'on irait. Et c'est le Parlement qui obtint, par sa résistance opiniâtre, par l'énorme retentissement qu'elle eût, par l'action des nécessités pécuniaires qui pressaient Brienne, cette promesse dont la réalisation a été la cause matérielle de la Révolution.

Le Parlement ne s'en tint pas là : son action révolutionnaire est bien plus étendue. La résistance, les mesures de rigueur qui y répondent amènent des protestations au sujet des magistrats frappés. Les lettres de cachet, l'arbitraire des arrestations sont violemment dénoncés ; le droit à la justice, les principes de liberté individuelle, sont proclamés avec éclat, et le bénéfice en est étendu à l'universalité des citoyens. Cette question prend rapidement dans le peuple une importance capitale, et la *liberté* va être le premier mot du programme républicain.

Voilà déjà le thème de la Révolution trouvé par le Parlement et lancé par lui au peuple, désormais attentif. Peu à peu, la querelle qui passionne l'opinion le secoue, le remue, ce peuple. Il s'enthousiasme pour ceux qui proclament ses droits et combattent pour lui ; il s'irrite aussi de l'hostilité du pouvoir, il crie, il encourage ses tenants et maudit ses adversaires ; de cet échange de sentiments naît bientôt un courant

nettement, délibérément hostile au roi et à la reine. Les Parisiens perdent tout respect pour ce souverain qu'une crainte religieuse et affectueuse environnait autrefois. De ce moment est tombée la plus sûre barrière qui protégeait la royauté ; et c'est encore là l'œuvre du Parlement.

Enfin, c'est l'agitation née et entretenue autour des querelles parlementaires qui a fait l'éducation révolutionnaire de la masse. Peu à peu, pour la première fois depuis des siècles, le badaud parisien devient mutin ; il associe de force les paisibles bourgeois aux manifestations de sa joie, il pourchasse qui il croit hostile, il rosse le guet et déjà il veut pendre les mouchards. Enhardi par la faiblesse du pouvoir, qui recule sans cesse devant le Parlement et que la lutte diminue chaque jour, il prend des airs de maître. Cette foule qui se presse aux audiences du Parlement pour y acclamer ses héros et injurier les autres, c'est celle qui demain envahira en armes la Convention. Et les « sectionnaires » ont des précurseurs directs dans ces clercs de basoche qui organisent les désordres du mois d'août.

D'ailleurs, les cadres sont prêts : les clubs fonctionnent déjà, organisme important ; l'imprimerie déverse chaque jour des torrents de littérature politique. Le langage est celui qu'on parlera pendant toute la Révolution. Le Parlement encore a fourni là sa large contribution. Il a trouvé les *patriotes*, les *amis de la*

nation, le *despotisme* et les *esclaves*. Il s'appuie sans cesse sur l'*ancienne Constitution*, mais il s'égare dans la recherche des textes : la leçon ne sera pas perdue ; et les députés du Tiers, en 1789, pour leur premier acte, jureront de ne point se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France. Il n'est pas jusqu'à ce serment du Jeu de Paume lui-même qui ne soit le descendant direct du serment des magistrats, à l'assemblée du 5 mai.

Non seulement le Parlement a ainsi fourni au mouvement révolutionnaire ses armes et ses troupes : il lui a encore donné ses chefs les plus autorisés. Tous, ou presque tous les grands révolutionnaires sont de ce monde judiciaire qui vivait de la vie même des Parlements, qui les soutenait toujours ardemment. Ils ont, eux aussi, été mêlés à la querelle, et ils l'ont prise à cœur. Danton, Robespierre, Camille Desmoulins, Boulay de la Meurthe, Buzot, Lanjuinais, Merlin de Douai, Pétion, Rewbell, tant d'autres sont des avocats. Barnave brilla au barreau de Grenoble aux côtés de Monnier. Vergniaud, Guadet, Gensonné sont des maîtres de celui de Bordeaux. Et les premiers républicains, formés par eux, ce sont les Girondins, du nom d'un des pays où le Parlement soutint contre l'autorité les luttes les plus vives. Enfin Duport était conseiller au Parlement, Hérault de Séchelles avocat général ; et Roederer, membre du Parlement de Metz, s'y faisait déjà remarquer comme rédacteur des remontrances.

C'est donc toute la Révolution que le Parlement déclancha, pour ainsi dire, par sa résistance. C'est sous son impulsion que les événements commencèrent à prendre leur caractère.

Dès la fin de 1787, cette tâche est accomplie. L'opinion publique, définitivement orientée, a pris à son compte les revendications et les idées du Parlement ; l'intérêt se détache de lui. La semence lève, et croît à vue d'œil ; déjà nul ne pense plus à ceux qui l'ont semée. Certes, les magistrats ne sont pas, alors, indifférents : la lutte, qu'ils soutiennent plus vive que jamais, attire sur eux l'attention et les sympathies. Les coups de force qui les frappent rendent populaires ceux qui en sont victimes. Mais on ne compte plus sur le Parlement, pris en tant que corps constitué, pour donner la solution définitive à la crise née de son opposition. La nation sent que le moment est venu de son entrée en scène, et que c'est d'elle seule qu'elle a tout à attendre.

Puis, les efforts des Parlements, l'excitation qu'ils ont créée, ont dépassé le but des magistrats. Fier de ses droits, conscient de sa force, le peuple étend ses revendications et ses défiances. Maintenant, il est hostile à tout ce qui lui rappelle l'ordre ancien, et les magistrats privilégiés ne lui semblent pas à l'abri du reproche. On lui dit tous les jours qu'ils représentent une forme de ce qui est attentatoire aux droits nationaux, on met en suspicion les mobiles qui ont

poussé la cour à prendre une attitude d'opposition.

C'est la bourgeoisie avisée et éclairée qui manifesta le plus de défiance des Parlements. Elle a vu clair dans leur jeu. Aussi, tandis que la basoche, peuple nombreux, résume au profit des magistrats, toute cette partie de la plèbe parisienne qu'une perpétuelle misère porte à toujours aider aux coups de mains, les partisans les plus résolus d'une rénovation agissent avec éclectisme. Soutenant le Parlement avec ardeur, en tant qu'il sert d'organe aux réclamations légitimes contre « le despotisme » et l'arbitraire, ils cherchent d'autre part à entraver la réalisation du plan des parlementaires, qui consisterait à créer, en remplacement de la monarchie absolue, une monarchie réglée et limitée dans laquelle les hautes cours de justice auraient un rôle politique prépondérant.

Ces idées ont été exprimées d'une façon magistrale par Mirabeau. Il explique clairement son attitude dans une lettre à Mauvillon du 21 août 1788 (1), après les événements que nous venons de raconter : « Il y a dix mois, » dit-il, « et surtout six que je suis en butte à toutes les calomnies du monde parce que, dans la conversation, je ne partage pas le fanatisme parlementaire, et je n'ai pas écrit une seule ligne pour le parti de l'opposition. A la vérité, je n'en ai pas

(1) *Mémoires*, IV, 374.

écrit davantage pour l'autre côté. *J'ai toujours cru qu'entre le roi et le parlement, il y avait un pauvre parti obscur appelé la Nation, dont les gens de bon sens et de bonne foi devaient être.* »

En effet, M. de Montmorin lui ayant demandé de rédiger une réponse aux remontrances du Parlement, il avait nettement refusé quelques mois auparavant : « J'ai eu l'honneur de vous le dire, monsieur le Comte, et je l'ai répété à M. le Garde des Sceaux, je ne ferai jamais *la guerre aux Parlements qu'en présence de la nation*. Là, seulement là, *ils doivent, ils peuvent être réduits à leur caractère de simples ministres de la justice*. Mais si, à la place des droits qu'ils nous ont usurpés, nous ne voyons pas naître une constitution sanctionnée par notre consentement, qui d'entre les honnêtes gens voudrait effacer les derniers vertiges de nos libertés mourantes ?... Non, le moment n'est pas venu de faire la guerre de plume aux Parlements. On se méfie trop et à trop bon droit du gouvernement ; qu'il recouvre la confiance de la nation... ; soudain, les Parlements seront par la force des choses réduits à leur véritable stature... toute leur force est dans la détresse du gouvernement et le mécontentement des peuples (1). »

Dans la vive campagne de brochures qui eut lieu après les édits de mai, les mêmes idées sont reprises.

(1) Lettre du 18 avril 1788. *Mémoires*, IV, 481.

Le *Catéchisme des Parlements* (1) était particulièrement dur. « Qu'aspirez-vous à devenir ? » y demandait-on aux magistrats. R. — Les législateurs et par conséquent les maîtres de l'Etat... parce qu'ayant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, il n'y aura rien qui puisse nous résister. Enfin la *Réclamation du Tiers Etat au roi* (2) attaquait avec violence les privilégiés dont la conservation était le seul mobile des Cours : « Considérant que la plupart des Parlements, celui de Paris surtout, après avoir eu pendant si longtemps la servile et vénale complaisance de se prêter aux vues vraiment désastreuses de quelques mauvais ministres, parce que les coups... ne frappaient que sur nous, n'ont opposé la plus opiniâtre résistance à la Subvention Territoriale que pour continuer à se soustraire, eux et leurs partisans, à une juste contribution aux charges de l'Etat. Qu'il est démontré que toute la magistrature parlementaire... ou ne paye absolument rien, ou ne paye presque rien à proportion de ses immenses possessions... »

A ce moment là (1788), le mouvement national se dessine déjà d'une façon très nette ; et le Parlement a perdu son crédit, sa puissance, son action. Il a, d'ailleurs, fait tout ce qu'il fallait pour cela. L'étroitesse des objections qu'il a opposées à l'Edit sur les

(1) Reproduit dans Buchez et Roux, t. I, p. 254.

(2) Bibliothèque nationale Lb³⁹ 570.

Protestants lui ont retiré la confiance des libéraux. Surtout, le public ne va pas lui pardonner d'oser réclamer pour les Etats-Généraux, la représentation du Tiers, selon les formes de 1614, qui assurerait aux classes privilégiées une éclatante supériorité. En peu de temps, il devient aussi impopulaire qu'il avait été populaire, et il va tomber, dans la tourmente, avec les autres institutions de l'ancien régime, sans même soulever un regret.

Pareilles chutes du Capitole aux Gémonies sont fréquentes dans l'Histoire. Mais il convient de rétablir la vérité, de rendre au Parlement ce qui lui est dû. A notre avis, il fut le propulseur du mouvement révolutionnaire, et son influence fut décisive, à cette époque de crise, sur la tournure que prirent les événements. Grâce à lui, dès 1787, la Révolution a commencé. C'est l'impression que ressentent tous les contemporains avisés, les diplomates, notamment l'ambassadeur de Suède et Merey Argenteau. Le 9 octobre, Lafayette qui voit les choses d'un œil perspicace, peut écrire à Washington : « D'après ce qui s'est fait dans ces six derniers mois, nous parviendrons au moins à mettre dans la tête de tout le monde que le roi n'a pas le droit de taxer la nation, et que rien dans ce genre ne peut être stipulé que par une Assemblée nationale (1). »

(1) *Mémoires et Correspondance*, II, 207.

Et cela, c'est l'œuvre propre du Parlement de
Paris.

Vu, le Doyen,
M. LYON-CAEN.

Vu par le Président de la thèse :
le 14 octobre 1907.
EMILE CHÉNON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- A. Aulard. — *Histoire politique de la Révolution Française*, 1901.
- L. Bouchard. — *Système financier de l'Ancienne Monarchie*, Paris, Guillaumin, 1891.
- Jacques Bresson. — *Histoire financière de la France depuis l'origine de la monarchie jusqu'en 1828*, Paris, Dauvin et Fontaine, 1843.
- Buchez et Roux. — *Histoire Parlementaire de la Révolution Française*, t. I, Paris, 1833.
- Aimé Chérest. — *La chute de l'Ancien régime*, t. II, Hachette, 1884.
- Joseph Droz. — *Histoire du règne de Louis XVI pendant les trois années où l'on pouvait prévenir ou diriger la Révolution Française*, Paris, Renouard, 1839.
- Charles Gomel. — *Les causes financières de la Révolution Française*, t. II : les derniers contrôleurs généraux, Paris, Guillaumin, 1893.
- Raudot. — *La France avant la Révolution*, Paris, 1841.
- Albert Babeau. — *Le Parlement de Paris à Troyes en 1787*, Paris, Dumoulin, 1871.
- Henri Carré. — *Le Conseiller du Val d'Epréménil* (Revue, *La Révolution Française*, t. XXXIII, juillet-décembre 1897).
- Dufey. — *Histoire des Parlements*.
- E. Glasson. — *Le Parlement de Paris. Son rôle politique depuis le règne de Charles VI jusqu'à la Révolution*, t. II, Hachette, 1901.
- Marcel Marion. — *Le Garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788*, Hachette, 1905.

- Augeard. — *Mémoires secrets*, 1760-1800, Paris, Plon, 1866.
- Bachaumont. — *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France depuis 1762 jusqu'à nos jours*. Londres, Adamson, 1789, t. XXXIV, XXXV et XXXVI.
- Baron de Besenval. — *Mémoires*, Paris, Buisson, 1805.
- Abbé Georgel. — *Mémoires pour servir à l'histoire des événements de la fin du XVIII^e siècle*, Bruxelles, 1788.
- Linguet. — *Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e siècle*, Paris, Esmerly, 1817.
- Mallet du Pan. — *Mémoires et Correspondance*, recueillis par A. Sayons, Paris, Amyot, 1851.
- Malouet. — *Mémoires*, publiés par son petit-fils, Paris, Plon, 1874.
- Marmontel. — *Mémoires*.
- Mirabeau. — *Mémoires*, Paris, Guyot, 1834.
- Montjoye. — *L'ami du Roi des Français ou histoire de la Révolution de France et de l'Assemblée Nationale*, Paris, Crapart, 1791.
- Sallier. — *Annales françaises depuis le commencement du règne de Louis XVI jusqu'aux Etats-Généraux*, Paris, Leriche, 1813.
- Weber. — *Mémoires sur Marie-Antoinette*.
- Correspondance secrète de Mercy Argenteau avec Joseph II et le prince de Kaunitz*, publiée par le chevalier d'Arneth et J. Flammermont, Paris, Imprimerie Nationale, 1891.
- Staël-Holstein. — *Correspondance diplomatique*.
- Bibliothèque Nationale. — *Fonds Joly de Fleury*, vol. 2114.
- Hardy. — *Mes loisirs*, ou journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance.
- Archives Parlementaires*.
- Flammermont. — Recueil des remontrances du Parlement de Paris, 1787-1788. Collection des documents inédits de l'Histoire de France.
- Isambert. — Recueil des Ordonnances des rois de la troisième race.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<i>Chapitre préliminaire. — La situation politique en 1787</i>	3
Chapitre Premier. — Le Parlement de Paris en 1787.	7
Chapitre II. — Les premiers débats : l'Impôt du Timbre	12
Chapitre III. — La Subvention Territoriale.	52
Chapitre IV. — Le lit de Justice	61
Chapitre V. — Du lit de Justice à la translation	81
Chapitre VI. — Le Parlement à Troyes : l'arrivée.	104
Chapitre VII. — Protestations de la Chambre des Comptes, de la Cour des aides et du Châtelet	112
Chapitre VIII. — Attitude du gouvernement	126
Chapitre IX. — Le Parlement à Troyes : la résistance	132
Chapitre X. — Les négociations	144
Chapitre XI. — La paix	151
Chapitre XII. — La répercussion de la crise sur les Parlements de province et l'opinion publique	161
Chapitre XIII. — La fin de l'année 1787. Reprise de la querelle	173
Chapitre XIV. — L'année 1788. Nouvelles crises	198
Chapitre XV. — Conséquences des conflits parlementaires	220
BIBLIOGRAPHIE.	233

